

n° 417
NOVEMBRE
2013
4,60 € - 7 FS

silence

TRANSITION ET ENGAGEMENTS POLITIQUES

ET SI LES FIRMES PRENAIENT LE POUVOIR ?

UTILISER L'AVION POUR DÉFENDRE LE CLIMAT ?



écologie • alternatives • non-violence

3 QUESTIONS AU...

Mouvement Emmaüs

Pourquoi une campagne européenne contre la criminalisation de la pauvreté a-t-elle été lancée en 2013 ?

La campagne "La pauvreté n'est pas un crime" a été lancée en 2012 par la Fédération européenne des associations nationales travaillant avec les sans-abris (FEANTSA) et Housing Rights Watch, en réaction aux politiques de "chasse" aux sans-abri menées dans de nombreux pays d'Europe.

Ces organisations déplorent la criminalisation des activités quotidiennes des sans-abri dans l'espace public, qui affecte directement leurs stratégies de survie. Ils dénoncent également les obstacles administratifs ou juridiques pour l'accès aux services sociaux de base, qui les privent de leurs droits fondamentaux, et la volonté, à peine cachée, de les rendre invisibles (exclusion spatiale, emprisonnement, expulsion du territoire, etc.).

Ces phénomènes apparaissent dans tous les Etats membres de l'Union européenne, sous différentes formes : opérations policières ciblant les "éléments indésirables" de la ville, amendes anti-mendicité au niveau local, lois nationales définissant le sans-abrisme comme un délit, ou même, inscription dans la Constitution du caractère criminel des personnes à la rue, comme ce fut récemment le cas en Hongrie.

Scandalisés, la FEANTSA et Housing Rights Watch ont décidé de lancer une campagne de sensibilisation à destination du grand public et des décideurs. Une campagne que le mouvement Emmaüs a décidé de relayer en France.

Quels sont les dispositifs et les politiques mis en place en France pour exclure les personnes sans abri et la mendicité ?

Bien que les délits de mendicité et de vagabondage aient été abrogés en 2012, de plus en plus de maires usent de leur pouvoir de police pour prendre des arrêtés "anti-mendicité", "anti-glanage" ou "anti-bivouac". Ces arrêtés visent notamment le maintien prolongé en position assise ou allongée de personnes ou d'animaux, les quêtes et interpellations des passants dans le but de solliciter leur générosité sur les voies et lieux publics, les fouilles de poubelles et le bivouac. Ils prévoient des contraventions et des amendes allant jusqu'à 38 euros, mais surtout, ils orientent l'activité policière vers des contrôles réguliers et systématise l'évacuation des personnes de certaines zones de la ville.

Le design et le mobilier urbain contribuent aussi à cette exclusion. Les bancs laissent leur place à des banquettes en quinconce, penchées en avant. Des grilles, des plots ou encore des systèmes de douches apparaissent devant des entrées d'immeubles pour empêcher l'installation de sans-abris. Mais ce recensement n'est pas exhaustif tant la créativité est grande dans ce domaine : nettoyage des rues pour retirer les duvets et matelas, utilisation de produits chimiques nauséabonds afin d'éloigner les personnes, etc. Ces mesures violent les droits fondamentaux des plus fragiles et portent atteinte à leur dignité. Elles ne font qu'accroître leur exclusion et le regard négatif porté sur la pauvreté.

Quelles sont les possibilités d'approches non-coercitives de ces problèmes sociaux liés à la pauvreté, de la part des municipalités ? Quels sont les objectifs de votre campagne ?

Nous pensons qu'il est possible d'abandonner définitivement toute approche coercitive de la pauvreté et d'aborder le problème sous l'angle social. Il s'agit de reconnaître le droit à chacun de vivre dignement, quelle que soit son origine géographique, son statut social ou économique, son ancienneté sur le territoire. L'objectif de cette campagne est donc d'interpeller les maires car ils ont trop souvent choisi d'adopter ce type de mesures à l'encontre des sans-abris en invoquant des nécessités d'ordre public. Or, il ne s'agit pas d'exclure mais d'inclure, non plus de punir mais de soutenir et d'aider nos concitoyens les plus fragiles à recouvrer une dignité.

A quelques mois des élections municipales, nous souhaitons leur rappeler qu'en tant que responsables politiques,

ils ont le pouvoir de faire changer les choses, ils ont les compétences pour le faire et le devoir d'y parvenir. Nos groupes répartis sur l'ensemble du territoire ont invité leurs maires à signer la charte des droits des personnes en détresse, charte qui reconnaît des droits aux "sans droits". Signer cette charte est une façon d'affirmer que criminaliser la pauvreté ne résout rien. En parallèle, nous avons besoin des signatures de citoyens car ils doivent eux aussi faire pression sur leurs élus pour que les choses changent. Plus nous serons nombreux à signer cette charte, plus notre mobilisation aura de l'influence.

Emmaüs France, 47, avenue de la Résistance, 93104 Montreuil-sous-bois Cedex, tel : 01 41 58 25 80, <http://lapauvretenestpasuncrime.fr>.

RETRAITES: LA PÉNIBILITÉ SERA PRISE EN COMPTE



LES ROMS ACCUSÉS DE PIUER LA FRANCE



FRANÇOIS HOUANDE POUR L'ENTRÉE D'UNE FEMME AU PANTHÉON



LA CHARTE SUR LA VAGITÉ SERA-T-ELLE RESPECTÉE ?



■ DOSSIER

Transition et engagements politiques

5 La place des élu-e-s

9 Groupes de transition et luttes écologiques

12 Convergence avec la décroissance ?

Propos recueillis par Michel Bernard

15 Et qu'en pense Rob Hopkins ?

Rob Hopkins

18 Tous ensemble ?

Michel Bernard

■ CHRONIQUES

19 Jeux : Le Mølky (*Michel Scrive*)

20 Nourriture de qualité pour toute la famille !
(On passe à l'acte)

21 En Grèce, des jeunes inventent leur mode de vie (*Juliette Kempf*)

25 Fukushima (*Michel Bernard*)

30 Armes nucléaires : Un traité d'interdiction ?
(Dominique Lalanne)

■ ARTICLES

33 Quand les membres du RAC prennent l'avion !

Michel Bernard

34 Le Grain paysan

Denis Lebioda

36 Et si les firmes prenaient le pouvoir ?

Entretien avec Raoul-Marc Jennar par Michel Bernard

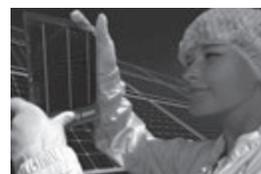
38 Une communauté organique au cœur du dernier sultanat d'Indonésie

Fabienne Thiry

41 De quels emplois parle le gouvernement ?

Michel Bernard

48 Fukushima : contaminés jusqu'où ?



■ BRÈVES

19 Alternatives • 22 Environnement • 23 Climat •

24 Énergies • 25 Nucléaire • 26 OGM •

27 Femmes, hommes, etc. • 27 Nord/Sud •

28 Société • 29 Politique • 30 Paix •

31 Agenda • 32 Annonces • 42 Courrier •

42 Livres

QUOI DE NEUF ?

■ VENEZ NOUS VOIR LES 14 ET 15 NOVEMBRE !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 14 h 30 à 20 h 30 et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par Silence. Cela se poursuit le vendredi à partir de 9 h 30 et le repas de midi vous est offert. Le nouveau numéro vous est aussi offert. **Prochaines expéditions : 12 et 13 décembre, 16 et 17 janvier, 20 et 21 février...**

■ ADRESSES POSTALES

Vous êtes de plus en plus nombreux/ses à nous envoyer des informations sur des événements ou des initiatives avec seulement comme contact un site ou une adresse internet. En France, une personne sur trois n'a pas ou peu accès à internet et est de fait exclue de ces informations. *Silence* a pour vocation de permettre aux

Prochain dossier : Sortir de la démesure



personnes de se mettre en relation pour agir ensemble. Merci de joindre des adresses postales et des téléphones (fixes) en priorité.

■ OFFREZ UN CADEAU QUI A DU SENS !

La pression sociale et commerciale est telle en fin d'année que les cadeaux gadgets qui ne servent jamais sont de plus en plus nombreux. Plutôt que de sombrer dans cette marée de l'inutilité, vous pouvez faire le choix d'un cadeau qui dure et qui informe : **un abonnement à la revue**. Vous pouvez en effet régler l'abonnement pour une autre personne. Vous pouvez aussi profiter de notre offre permanente : pour 100 €, vous abonnez cinq personnes de votre choix pour six mois et votre propre abonnement est prolongé gratuitement d'un an. Si vous désirez que vos amis reçoivent le numéro de janvier qui arrive dans les boîtes aux lettres à partir du 20 décembre, il faut nous envoyer leurs coordonnées et le règlement avant le **3 décembre**.

ÉDITORIAL

La transition fait émerger des questions...

Le mouvement des Initiatives de transition se développe en France assez rapidement, depuis 2010, à partir de la traduction du *Manuel de transition* de Rob Hopkins.

Mais nous avons environ cinq ans de décalage avec la Grande-Bretagne et il est intéressant de voir qu'à démarche identique surgissent des interrogations similaires.

En 2008 paraissait un premier ouvrage critique en anglais sur les limites possibles de cette transition, posant des questions sur la démarche inclusive, les liens avec les luttes sociales et écologiques, le risque de récupération par les institutions...

Ce document de Paul Chatterton et Alice Cutler, *Un écologisme apolitique ? Débat autour de la Transition*, paraît aujourd'hui en français à l'initiative des éditions Ecosociété (Québec) et de Silence, déjà coéditeurs du *Manuel de transition*.

C'est l'occasion pour nous d'aller enquêter auprès de quelques groupes de transition, mais aussi de décroissants ou d'observateurs extérieurs pour savoir où en sont ces mêmes débats sur la scène hexagonale.

Nous vous présentons donc ici des extraits des réponses que nous avons reçues... ainsi que des extraits de la traduction de la réponse que Rob Hopkins a fait en son temps.

Dans un contexte politique où le désenchantement est important, alors que les problèmes écologiques sont criants, il nous semble important d'animer de tels débats en espérant favoriser aussi bien la réflexion que le développement de pratiques sur tous les terrains possibles.

Michel Bernard ■



Repas rencontres de la transition à Mens (Isère), 2011

Michel Bernard



Transition Trièves : visite de jardins collectifs

Michel Bernard



Transition Trièves : chantier participatif

Marie-Clem's



Vide-Grenier organisé par Saint-Quentin-en-Yvelines en Transition

D.R.



Permaculture au Portugal : création de culture en lasagne

D.R.

D.R.



► A Saint-Quentin-en-Yvelines, de nombreuses initiatives concrètes se sont mises en place car les communes y sont favorables.

La place des élu-e-s

Les relations avec les élus peuvent-elles être uniquement collaboratives ?

Selon Rob Hopkins, "le rôle des élus est de soutenir et non de conduire".

Comment travailler concrètement avec des élus ?

Un débat soulevé par le livre *Un écologisme apolitique ? Débat autour de la Transition*.

TOUT LE MONDE N'A PAS LA MÊME EXPÉRIENCE et donc le même ressenti sur la question.

Kitty de Bruin, à Saliès, analyse la situation ainsi : "La démocratie représentative est une structure assez pyramidale. Cela entraîne une certaine distance entre la gouvernance et les citoyens. Il est difficile de passer d'une culture 'du sommet vers la base' à une culture 'de la base vers le sommet'". Son groupe a lancé en 2010 un projet de jardin partagé sur 3000 m² prêtés par la ville. Quand le maire a estimé, au printemps 2013, que cela n'était pas assez beau, c'est un élu qui est intervenu pour défendre cette réalisation : "Ici, l'élu a joué un rôle important et positif pour nous".

Antoine Lagneau, à Paris, a sensiblement la même expérience : "(...) sur Paris, les jardins partagés qui sont un lieu/outil essentiel du mouvement, ne pourraient pas exister si la majorité actuelle n'était pas convaincue de la nécessité de les développer. De ce point de vue, l'action politique est donc tout aussi déterminante que l'action citoyenne". La sensibilité de l'adjointe chargée des espaces verts a joué en leur faveur. "Toutefois, il semble nécessaire, malgré cette dimension inclusive et non partisane, de savoir parfois mettre en œuvre un 'rapport de

force' et surtout éviter l'écueil de la récupération, qui n'est jamais très loin en politique". Ceci afin de d'éviter que "la transition ne subisse le même sort que le développement durable, devenu le cache-sexe de politiques publiques qui n'ont décollé que le nom...".

ELUS SENSIBLES, ÉLUS RÉTICENTS

Pour **Kim Goddard**, "dans le village de Sénaillac, il y a une confrontation constante entre certains membres du groupe de transition et le conseil municipal. (...) Le groupe a créé une dynamique qui permet à certaines personnes de s'ex-

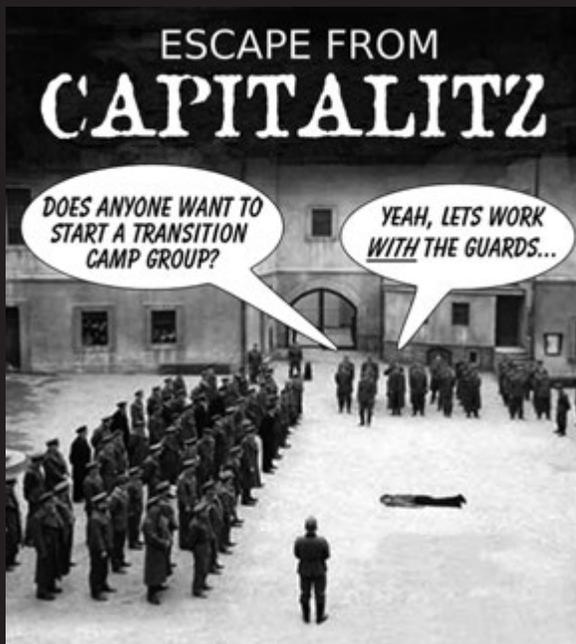
primer ouvertement pour la première fois, souvent en initiant ainsi un dialogue sur des thèmes jusqu'alors tabous et en investissant des thèmes jusqu'alors fermés à l'examen public". En vue des élections municipales, un programme sera présenté au maire. Si

celui-ci l'ignore, certains envisagent de créer une liste contre lui.

"Tant que les corps élus incarneront un modèle capitaliste, productiviste et consumériste, la confrontation sera nécessaire, inévitable et ne devra pas être évitée."

.../... suite page 7

« Le temps pour les élus — le court terme — s'accorde souvent mal au temps des transformations écologiques. »
Geneviève Azam - ATTAC



◀ Affiche contestant la démarche inclusive. S'échapper du capitalisme. "Quelqu'un veut-il démarrer un groupe de transition dans le camp" "Oui, travaillons avec nos gardiens..."

➤ A Saint-Nazaire, certaines initiatives comme ici les jardins des *Incroyables comestibles* sont acceptées par la municipalité... du moment qu'elles ne remettent pas en cause sa politique d'urbanisation.

Aller vers une société sobre

Pour comprendre les débats que nous présentons ici, voici un petit rappel de ce qu'est le mouvement des initiatives de transition

Le mouvement des initiatives de transition est né en s'appuyant sur deux constats :

- nous avons atteint le **pic de production du pétrole** donc celui-ci va maintenant devenir plus cher et plus difficile à se procurer ;
- le **changement climatique** en cours est provoqué par les activités humaines, en particulier la combustion du pétrole.

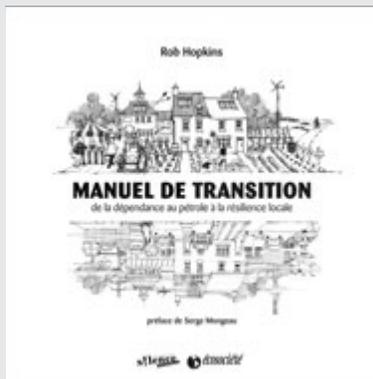
La solution aux deux problèmes est la même : il faut aller vers une société plus sobre (diminuer notre empreinte écologique).

Mais comment y parvenir ?

La **psychologie du changement** utilisée contre les addictions de toute sorte peut être une méthode si l'on considère que notre société de consommation est dépendante du pétrole. En s'appuyant sur les connaissances de cette psychologie du changement, les initiateurs du mouvement de la transition proposent une approche sensiblement différente des méthodes militantes environnementales classiques :

- adopter une **méthode inclusive** : le discours doit reposer sur des constats acceptables par tout le monde. Quand une personne est convaincue, elle peut alors accepter de dialoguer pour trouver des solutions ;

- améliorer la **résilience** des communautés : la résilience est la capacité à s'adapter à un choc. C'est au départ une notion de métallurgie qui a été reprise en psychologie. Dans le cas concret des collectivités, cela veut dire être capable de faire face au mieux aux changements qui s'annoncent. Les groupes de transition emploient différentes méthodes pour développer ce qui améliore cette résilience au niveau collectif (diminuer ses besoins, diversifier ses sources d'approvisionnement, relocaliser la production des biens utiles...)



Le mouvement de la transition fait le pari que le mouvement de sobriété se

développera **du bas vers le haut**, c'est à dire en partant de démarches personnelles pour ensuite aller vers des actions collectives d'abord locales puis de plus en plus larges.

Le but à atteindre pour chaque groupe de transition est la mise en place d'un **plan de descente énergétique** porté par la majorité de la population.

Silence a déjà publié quatre dossiers sur la transition dans les numéros 365, 379, 385 et 398.



.../... suite de la page 5

A l'opposé, pour **Leigh Barret, Charles Renard et Françoise Tyszka**, "nous sommes persuadés qu'il faut travailler avec l'idée que les élus nous soutiennent sans conduire nos actions. Nous travaillons avec les communes qui sont ouvertes à la démarche (le mouvement est lancé au niveau d'une agglomération de sept communes). Nous suscitons l'envie autant au niveau des habitants que des élus. Chacun vient à la démarche avec envie, quand il le souhaite. (...) Ça marche et c'est pérenne !"

A Lyon, la collaboration semble plus difficile. Pour **Maud Grard et Benoît Verzat**, "la volonté de transformation que porte la transition est nécessairement en porte-à-faux avec d'autres intérêts. Par exemple, préserver les terres arables à proximité de Lyon n'est pas compatible avec la construction de nouveaux stades de football". Toutefois, sur de nombreux sujets, il y a forcément contact avec les pouvoirs publics : pétition pour limiter la place de la publicité, plan de descente énergétique permettant une confrontation avec le plan climat actuel...

Walter Navarra, à Nancy, est encore plus méfiant : "Notre expérience avec nos élus locaux m'amène à penser que seul le rapport de force demeure efficace". Pour lui, les projets pleins de bonnes intentions qui ne remettent pas en cause leur système sont soutenus et récupérés. Les projets plus engageants politiquement, eux, ne sont pas suivis. "Le dogme de la croissance n'est pas conciliable avec un programme de transition ; il remet trop en cause leurs croyances et expose dangereusement leurs postes."

FAIRE RECONNAÎTRE SA PROPRE DÉMARCHÉ

Pour **Michel Lepesant**, "il faut tirer une leçon des pratiques d'alternatives du bas vers le haut dans leurs rapports aux 'descendants'. Tant que ces derniers

n'ont pas explicitement reconnu que la démarche ascendante a sa propre légitimité, il ne sert à rien d'envisager une coopération car elle sera toujours soumise au paternalisme et à la récupération".

Il propose de commencer juste à les informer par une sorte de 'politesse politique'. "Mais, dès qu'ils ont reconnu qu'ils ne savaient pas faire, qu'ils ne pouvaient pas faire, voire qu'ils ne voulaient pas faire, alors un partenariat doit être proposé pour un soutien à la fois financier, technique et même politique."

Egalement, pour **Geneviève Azam**, "la question majeure est la non-confusion des rôles, la non-instrumentalisation. Les élus ont à conduire non pas des mouvements sociaux mais des politiques publiques. Le rôle des mouvements de base engagés n'est pas de se mettre à la place de l'élu, mais d'être l'aiguillon pour faire avancer des propositions. Il y a collaboration dès lors qu'il y a reconnaissance des expériences, volonté d'en extraire des orientations". Cela se heurte toutefois à des limites : "le temps pour les élus – le court terme – s'accorde souvent mal au temps des transformations écologiques".

GRANDES VILLES, GRANDS PROJETS ET RELATION DIFFICILE

Pour **Luc Semal**, "à l'échelle d'une petite commune, la stratégie proposée par le mouvement de la

« Les réalisations [des groupes de transition] sont des cas marginaux que la municipalité s'empresse de récupérer pour redorer son blason et faire oublier sa responsabilité dans l'urbanisation galopante, la suppression de terres agricoles, la destruction de zones humides... »
Thierry Brulavoine
MOC Saint-Nazaire »



◀ **Rencontre des groupes de transition en juin 2011.** Plusieurs élus du Trièves (Isère) ont accepté d'être présents et ont fait un discours en imaginant ce que sera le monde après la transition en 2030.

Michel Bernard

Les acteurs du débat

Animateurs dans des groupes de transition

- Antoine Lagneau est membre de Quartiers en transition (Paris 18^e) ;
- Leigh Barret, Charles Renard et Françoise Tyszka sont membres de Saint-Quentin-en-Yvelines en transition (Yvelines) ;
- Kim Goddard est membre de Sénaillac en transition (Lot) ;
- Kitty de Bruin est membre de Salies en transition (Pyrénées-Atlantiques) ;
- Maud Grard et Benoît Verzat sont membres de Lyon 7^e en transition (Rhône) ;
- Walter Navarra est membre de Nancy en transition (Meurthe-et-Moselle).

Animateurs groupes de décroissance

- Michel Lepesant est membre du Mouvement des objecteurs de croissance à Romans (Drôme) ;
- Thierry Brulavoine est aussi membre du MOC et a été élu alternatif à Saint-Nazaire (Loire-Atlantique) ;
- Anne-Isabelle Veillot, Cynthia Toupet, Christophe Ondet, Stéphane Madelaine et Vincent Liegey sont membres du Parti pour la décroissance.

Observateurs extérieurs

- Luc Semal est politologue, auteur d'une thèse sur le mouvement de la transition ;
- Agnès Sinaï est journaliste et politologue ;
- Geneviève Azam, membre d'ATTAC qui vient de rejoindre le Collectif pour une transition citoyenne.

transition a l'air de plutôt bien fonctionner, mais c'est aussi parce que les élus y disposent de relativement peu de pouvoir. Dès qu'il s'agit d'une commune de moyenne ou de grande taille, cela devient beaucoup plus compliqué.

Les grandes villes sont tentées par les grands projets. Les élus y voient une matérialisation de leur pouvoir. "Les groupes de transition ont sans doute la responsabilité de porter localement un discours ferme sur la finitude des ressources et sur la perspective du pic pétrolier, si nécessaire en condamnant de tels projets. Doivent-ils pour autant aller jusqu'au conflit ouvert? Pourquoi pas !"

Selon **Agnès Sinaï**, "seuls certains élus verts, minoritaires, peuvent collaborer avec ces mouvements. Les autres sont à convertir par de la pédagogie. Les productivistes socialistes sont si loin du compte que l'affrontement peut avoir lieu et que toute collaboration est condamnée par avance".

Anne-Isabelle Veillot, Cynthia Toupet, Christophe Ondet, Stéphane Madelaine et Vincent Liegey, du Parti pour la décroissance, "se retrouvent dans les paroles de Rob Hopkins. Le rôle des élus est bien de nous permettre de nous réapproprier le Politique, entendu comme la participation de tou-te-s aux affaires publiques, et non de décider 'à la place de' (...). Un groupe de transition a un rôle de contrepuissance qui peut aller jusqu'à participer à des élections. Mais en gardant en tête que "nous provenons d'une société de croissance centralisée et bureaucratique, dont les institutions et interdépendances sont à déconstruire".

Thierry Brulavoine, ancien élu d'opposition à Saint-Nazaire, parle d'expérience : "l'approche de la transition concernant la transformation personnelle est très précieuse car elle permet de mener des actions à géométrie variable, en fonction des interlocuteurs plus ou moins obtus, obligeant à la diplomatie et à la subtilité pour que nos projets aboutissent et soient un peu soutenus par la municipalité". Toutefois, comme Walter Navarra, il pense que ces projets ne peuvent être que marginaux : "la municipalité s'empresse de les récupérer pour redorer son blason et faire oublier sa responsabilité dans l'urbanisation galopante, la suppression de terres agricoles, la destruction de zones humides..." Après avoir découvert le dépliant pour le festival de la Transition à Cluny du 24 au 26 mai 2013, où ne figurent pas les mots capitalisme, productivisme ni consumérisme, il s'interroge et craint une dérive semblable à celle du développement durable.

Propos recueillis par Michel Bernard ■

► **Notre-Dame-des-Landes.** Il a fallu attendre les violences policières de l'automne 2012 pour que le groupe Nantes en transition commence à soutenir la lutte !



Groupes de transition et luttes écologiques

Le livre *Un écologisme apolitique ? Débat autour de la Transition* dénonce une certaine déconnexion, en Grande-Bretagne, entre le mouvement des groupes de transition et les grandes luttes écologiques. Cette critique est-elle valable en France ?

ANTOINE LAGNEAU RAPPELLE QUE LA transition s'appuie sur une volonté d'inclure au-delà des clivages traditionnels. "Cette notion d'inclusion est l'une de ses forces mais aussi l'une de ses faiblesses. Force car la transition offre ainsi à des acteurs réticents à s'engager, un espace d'expression favorable. C'est un aspect loin d'être négligeable au moment où l'on constate une désaffection voire un rejet de la politique. Faiblesse car cette volonté de non parti pris pourrait rapidement trouver ses limites en se tenant à l'écart de mouvements sociaux et environnementaux dont les luttes rejoignent pourtant les objectifs de la transition." Pourtant ce lien lui paraît indispensable car la transition "ne pourra se développer tant que le dogme croissantiste restera le modèle dominant". Nombreux sont ceux qui choisissent alors d'avoir une activité militante à l'extérieur de la transition. "Et ils maintiennent, de manière assumée, une frontière un tant soit peu étanche entre leurs engagements."

DES GROUPES DÉCONNECTÉS DES LUTTES ?

Kim Goddard reconnaît la déconnexion à son niveau local : "les participants du groupe reflètent la population générale vieillissante ; ils proviennent pour la plupart de milieux non activistes et se sont intéressés au mouvement plus pour les aspects positifs que la transition apporte à leur

vie personnelle (par exemple une vie sociale et des loisirs enrichis) que par un besoin de trouver les solutions aux enjeux écologiques". Et cela ne la satisfait pas : "je doute que cet effet lent et osmotique soit assez radical pour opérer les réels et rapides changements nécessaires".

En conséquence, "la fusion des idées-clés de la transition (l'aspect positif, l'importance de créer et de nourrir des liens, la conceptualisation de chaque aspect de notre vie comme un 'écosystème') avec le radicalisme des éco-activistes des grandes luttes (énergie, expérience et connaissances) est à chercher rapidement et énergiquement".

Kitty de Bruin est plus réticente à lier les deux démarches : "la transition n'est pas militante. Agir concrètement pour ce mouvement, c'est changer intérieurement, changer les relations avec les autres et la nature, pour un monde plus autonome et coopératif et pour se préparer en cas de changement de climat, de crises, d'après-pétrole. Au lieu de faire des actions dans la rue, le but

« Le but de la transition est 'd'agir pour', de construire ici et maintenant le monde de demain, plutôt que de 'se battre contre' et de défendre les choses positives du monde d'hier. »
Kitty de Bruin,
Saliès en transition



de la transition est plutôt 'd'agir pour', de construire ici et maintenant le monde de demain, plutôt que de 'se battre contre' et de défendre les choses positives du monde d'hier. Cette approche permet d'élargir le champ de ceux qui s'engagent dans la transition, avec ceux que ces combats effraient ou n'attirent pas, ainsi qu'avec ceux qui s'en sont lassés, qui en ont marre des grands discours creux et veulent agir concrètement pour tenter d'éviter l'effondrement".

Pour elle, "les écologistes organisent souvent des événements... pour les écologistes". Et de citer comme exemple les débats après un film, les conférences qui, s'ils sont intéressants, ne permettent de s'exprimer que ceux qui s'expriment le mieux.

"Dans notre petit groupe de Salies en transition, il y a des personnes qui sont très militantes, mais aussi des mères qui fréquentent une école pour enfants 'hyperactifs', les voisins d'un lotissement assez chic, les adhérents du Sel, deux adjoints du maire et un élu, une maison de retraite... Un vrai mélange de citoyens."

Pourtant, selon **Maud Gard** et **Benoît Verzat**, "en France, il semble que les personnes investies dans le mouvement de la transition sont généralement très sensibles aux grandes causes écologiques", et "vouloir agir sur la société, c'est faire de la politique". Au-delà des projets locaux concrets, "de nombreuses personnes impliquées dans la transition sont aussi impliquées politiquement".

L'ÉMERGENCE D'UNE NOUVELLE FORME DE POLITIQUE ?

Geneviève Azam replace ce mouvement dans une vision plus large : "le mouvement pour la transition est divers, mais il est construit le plus souvent sur une critique du productivisme, sur la sobriété énergétique, la sensibilité aux questions climatiques ou à celles de la biodiversité, sur la récupération des communs, sur l'expression d'une démocratie locale, directe, fondée sur l'assemblée des habitants ou des usagers. En ce sens, même s'il ne s'affirme pas 'écologiste', il est relié concrètement aux grandes luttes écologiques. La difficulté pour ce mouvement est certainement d'articuler l'échelle locale, dans laquelle se posent toutes les grandes questions écologiques du monde, et l'échelle nationale ou internationale, également nécessaires pour assurer la pérennité et

« La fusion des idées-clés de la transition avec le radicalisme des éco-activistes des grandes luttes est à chercher rapidement et énergiquement. »

Kim Goddard, Sénaillac en transition

l'extension des expériences de transition, la solidarité et la justice écologique".

Michel Lepesant voit assez mal ce refus de lien avec les luttes : "Tout se passe comme s'il y avait une 'division du travail alternatif'. Aux transitionneurs, les explorations d'alternatives concrètes (...); aux militants traditionnels de prendre en charge l'organisation des grandes luttes écologiques". Selon lui, l'origine de cette division pourrait être le fruit d'une approche trop individualiste.

Anne-Isabelle Veillot, **Cynthia Toupet**, **Christophe Ondet**, **Stéphane Madelaine** et **Vincent Liegey** trouvent au contraire que la démarche inclusive peut être un atout stratégique



Mouvement Occupy à Londres, en octobre 2011. De nombreux groupes de transition britannique ont relayé les appels et ont participé au camp qui s'est installé à proximité de la bourse de Londres.



Convergence cycliste à Paris.

A plusieurs reprises, le groupe Saint-Quentin-en-Yvelines en transition a participé aux convergences cyclistes vers Paris pour participer à des vélorutions.



important : "le mouvement des villes en transition ne nous semble pas déconnecté, dans son esprit, des grandes luttes écologiques. Cette stratégie dite 'apolitique' présente l'intérêt d'amener à l'action des populations dépolitisées, voire antipolitiques. A travers sa méthodologie, le mouvement des villes en transition est un outil d'éducation populaire et de repolitisation de la société. Il sensibilise aux enjeux écologiques et favorise des échanges locaux et des dynamiques de participation et d'auto-organisation. Paradoxalement, ce mouvement réinvente la pratique politique. Il rompt avec une certaine illusion du Grand Soir".

Thierry Brulavoine raconte sa rencontre avec des animateurs de ces groupes de transition : "ma participation à une formation le 16-17 mars 2013, organisée à Nantes par Transition Network, m'a permis de constater un basculement symbolique sur la lutte écologique majeure et emblématique du moment. A l'occasion d'un atelier, je fus fort surpris d'apprendre qu'avant le mois de novembre 2012, le groupe Nantes en Transition avait décidé de ne pas prendre position officiellement par rapport à la lutte contre le projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes, préférant questionner la résilience d'un tel projet. L'intervention musclée des gendarmes mobiles (...) a modifié la donne. Comme si en 'bons transitionneurs', il ne fallait surtout pas s'afficher 'contre' et n'être que dans le Faire des alternatives concrètes et dans les discussions consensuelles".

Luc Semal fait une distinction entre animateurs et participants : "les premiers sont souvent des militants de longue date, déjà actifs dans plusieurs associations écologistes, et qui s'investissent dans les grandes luttes écologistes contemporaines (contre la croissance, contre les gaz de schiste, contre les grands projets inutiles imposés...). En s'investissant dans une initiative de transition, ils n'abandonnent pas nécessairement ces engagements plus conflictuels, mais se donnent parallèlement la possibilité d'essayer localement d'autres voies politiques plus coopératives (...).

Pour les seconds, en revanche, on peut rencontrer des personnes qui sont séduites par l'approche peu

conflictuelle de la transition, et qui ne vont pas spontanément faire le lien avec les grandes luttes écologistes contemporaines. C'est sans doute dommage, mais de toute façon il est peu probable qu'ils se seraient engagés dans ces grandes luttes si le mouvement de la transition n'existait pas. Le rôle des groupes de transition sera peut-être de contribuer à la politisation de ce second cercle, en aidant ces personnes peu engagées à voir la continuité entre les impacts locaux et globaux du pic pétrolier".

Propos recueillis par **Michel Bernard** ■

« Le mouvement des villes en transition est un outil d'éducation populaire et de repolitisation de la société. »

Anne-Isabelle Veillot,
Cynthia Toupet,
Christophe Ondet,
Stéphane Madelaine
et Vincent Liegey,
Parti pour la décroissance



◀ **Lancement d'une monnaie locale à Bristol.** Certaines initiatives comme les monnaies locales nécessitent une ouverture au grand public. Cette démarche est développée par des groupes décroissants (Romans en Isère par exemple) et des groupes de transition (ici à Bristol)

D.R.

Convergence avec la décroissance ?

La France a la particularité d'avoir développé un mouvement sur la décroissance, avec une forte présence dans le domaine du politique, à travers des textes, des livres, des candidats aux élections... mais aussi avec des pratiques, dans les groupes locaux, très proches de celles des groupes de transition. Ces deux mouvements vont-ils converger ?

COMMENÇONS PAR LES OBSERVATEURS extérieurs. **Agnès Sinaï** est la seule qui n'y croie pas : "même si une première tentative entre plusieurs mouvements a eu lieu à la rencontre internationale sur la décroissance à Venise en septembre 2012, l'attitude de Rob Hopkins m'y a paru à part en raison de son pragmatisme. Les débats intellectuels inhérents aux luttes politiques ne semblent pas le motiver. Les décroissants français me semblent capables de pragmatisme : on les retrouve dans des ZAD ou des projets locaux, des squats et des potagers".

Luc Semal estime, lui, au contraire que "les deux mouvements sont fortement convergents. Avant eux, dans les années 1980-1990, les mouvements écologistes s'étaient progressivement ralliés aux idées de continuité économique (croissance verte et développement durable) et de continuité institutionnelle (l'État-nation comme acteur majeur de l'écologisation des sociétés). La décroissance en France, la transition au Royaume-Uni, ont été les principaux espaces de politisation du pic pétrolier et du pic des ressources, dans les années 2000. Ils ont ainsi contribué à réactualiser deux thèmes fondateurs de l'écologie politique : l'idée de limites à la croissance, et la perspective d'une décentralisation radicale.

La perspective du pic pétrolier a amené les mouvements de la décroissance et de la transition à raviver, dans ces réseaux, d'une part la conscience de la finitude du monde et

de l'impossibilité de la croissance, et d'autre part la nécessité de relocalisations massives pour des raisons tant matérielles que démocratiques. C'est une forte convergence théorique qui les unit dans une pensée commune du basculement énergétique. Il y a évidemment des divergences stratégiques (par exemple concernant le rapport à la conflictualité ou aux élections), mais celles-ci ne sont peut-être pas aussi importantes qu'il y paraît".

Geneviève Azam pense que la convergence pourrait être plus large et inclure le mouvement pour la récupération des communs, contre les grands projets inutiles et imposés... "La particularité de notre temps est que ces mouvements convergent à partir d'expériences partagées, d'engagements concrets, et non à partir d'un programme politique construit a priori ou de présupposés théoriques. Cela ne signifie en rien qu'ils ne sont pas traversés par des débats politiques, des débats théoriques." La prise de conscience que la croissance est finie est encore vécue comme une perte. Heureusement, "les initiatives alternatives peuvent permettre de l'éprouver comme une chance, un appui pour les ruptures nécessaires". Elle pense que le mot "rupture" serait plus parlant que transition : "la pensée de la décroissance, ou critique radicale de la croissance, en mettant la sobriété comme objectif politique pour des sociétés conviviales, rompt avec le monde tel qu'il va et engage une autre transition".



◀ Visite d'un jardin partagé. Les initiatives concrètes développées par les groupes décroissants et les groupes de transition sont souvent les mêmes.

CE QU'EN PENSENT LES DÉCROISSANTS

Michel Lepesant, du Mouvement des objecteurs de croissance (MOC), reste dubitatif : *"ces 'alternatives concrètes' doivent procéder de façon ascendante. Ce qui ne veut pas dire que l'implication des décroissants dans le 'faire' leur interdit d'articuler ces alternatives avec un pied dans la politique et un pied dans le travail idéologique en faveur d'un nouveau paradigme (sans croissance, à terme; et avec décroissance, dès à présent)".* Et *"ce travail de projet et cette visibilité politique sont eux aussi pratiqués de façon ascendante"*.

"Assez curieusement, beaucoup de transitionneurs versent soit dans le rejet pur et simple de toute théorie et de toute politisation (ce qui revient à commettre un péché 'politique' de suffisance, et à continuer à colporter le mythe de l'essaimage comme seule chemin de transition), soit basculent dans l'excès inverse : politiquement, tout se passe comme s'ils sous-traitaient la visibilité politique aux partis traditionnels de l'accompagnement ; idéologiquement, ils acceptent de passer sous la coupe d'un certain nombre de 'gourous' de la pensée alternative".

Thierry Brulavoine, lui aussi au MOC, est moins sur la réserve : *"si le mouvement de la transition se contente d'être impliqué dans le développement des alternatives concrètes, essaimer et se mettre en réseau, il ne fera que reproduire les erreurs des socialistes utopiques du 19^e siècle, (avec l'intégration plus ou moins complète au système capitaliste des acteurs de l'économie sociale : mutuelle, coopérative)"*.

Pour éviter un risque de récupération par le système capitaliste, *"il semble nécessaire de définir la transition comme chemin qui mène de la sortie de la société de croissance vers la société d'a-croissance"*.

Anne-Isabelle Veillot, Cynthia Toupet, Christophe Ondet, Stéphane Madelaine et Vincent Liegey, du Parti pour la décroissance (PPLD), sont plus optimistes : *"des convergences*

« Transition et décroissance ont contribué à réactualiser deux thèmes fondateurs de l'écologie politique depuis les années 1970 : l'idée de limites à la croissance, et la perspective d'une décentralisation radicale. »
Luc Semal, Politologue »

fortes existent entre ces deux mouvements, notamment le rapport au pouvoir, la vie en groupe et les méthodes de communication non-violentes, ainsi que la sensibilité écologique et la notion de relocalisation ouverte". Ils estiment que les mouvements de transition constituent des alternatives concrètes riches et efficaces, mais insuffisantes.

"La décroissance offre aux alternatives concrètes, dont celles des mouvements de la Transition, un sens et des perspectives politiques" et "le but commun est bien d'envisager et de construire des sociétés socialement justes, désirables et soutenables."

CE QU'EN PENSENT LES TRANSITIONNEURS

Pour **Maud Grard** et **Benoît Verzat**, de Lyon : *"les deux mouvements sont bien sûr convergents dans leurs objectifs mais divergent probablement dans la mise en œuvre. Ils sont complémentaires"*.

"La décroissance est un mouvement d'ordre plus conceptuel et idéologique. Il vise davantage à pointer du doigt l'impossibilité de concilier la mise en place d'une société durable et la recherche de la croissance économique. Il vise la remise en cause du fonctionnement global de la société."



D.R.

◀ **Réunion des groupes de transition dans le Diois en 2012.** Concrètement, localement, on retrouve sensiblement la même population dans les groupes décroissants et les groupes de transition.

Le mouvement de la transition vise à la transformation par l'exemple, la décroissance est plus perçue comme un mouvement de dénonciation.

Un des principes clé de la transition est la résilience, l'importance du faire ensemble, de partager les savoirs et de tirer parti des richesses de chacun pour faire face aux changements inévitables."

Selon **Kim Goddard**, du Lot : "Je ne suis pas une experte de la décroissance mais je vois les deux mouvements comme très convergents. Le modèle de transition a une base culturelle dans le monde anglo-saxon, et peut-être que le modèle de la décroissance en est, en partie, l'équivalent français. Il y a des parallèles très forts entre la sobriété heureuse et la transition".

Pour **Antoine Lagneau**, de Paris : "je crois en effet que la proximité de projet entre ces deux mouvements

tombe sous le sens. La seule différence est que l'un a choisi la voie politique et l'autre reste pour le moment prudent à cet égard. La porosité est donc bien réelle mais là encore, il reste à construire d'une façon plus affirmée cette convergence, ce qui n'est pas encore le cas". Et ceci toujours pour éviter les risques de récupération. "Le capitalisme, on le sait, est une machine terriblement efficace pour se réapproprier et recycler à son avantage des idées qui, au départ, lui sont opposées. Je crois que le mouvement de la transition n'est pas à l'abri de cela." Et de souhaiter : "travailler avec les militants de la décroissance permettrait sans

doute d'apporter une réponse. De même, un intérêt pour ce qu'a développé Murray Bookchin avec l'écologie sociale me paraît nécessaire dans cette réflexion".

Kitty de Bruin, des Pyrénées-Atlantiques fait un constat plus modeste : "nous avons appris collectivement qu'un jardin

pour et par les citoyens est possible. Cela crée des liens entre générations et des personnes avec des idées différentes. Je suppose que pour les gens d'un système d'échange local (SEL), c'est pareil. De fait, tout le monde contribue au mouvement de décroissance, avec le plaisir d'agir ensemble. Mais dans notre jardin, on ne parle pas souvent de politique, on parle de future récolte, de recettes et de l'avenir de nos enfants !"

Enfin, pour **Leigh Barret**, **Charles Renard** et **Françoise Tyszka**, de Saint-Quentin-en-Yvelines,

"c'est la même mouvance. La transition est la mise en œuvre de la décroissance. Nous agissons en parallèle dans la même direction".

Propos recueillis par Michel Bernard ■

« Curieusement, beaucoup de transitionneurs versent dans le rejet pur et simple de toute théorie et de toute politisation et continuent à colporter le mythe de l'essaimage comme seule chemin de transition. »
Michel Lepasant,
Mouvement des
objecteurs de croissance



➤ **Rob Hopkins** présentant son livre *The transition companion* dans un jardin partagé de Kensal (GB) créé par le groupe de transition local.

Et qu'en pense Rob Hopkins ?

Lorsque le texte *Un écologisme apolitique ? Débat autour de la Transition* a commencé à circuler en Grande-Bretagne, Rob Hopkins y a apporté une réponse détaillée, le 15 mai 2008, sur son blog. Voici des extraits de sa réponse⁽¹⁾.

LE POINT DE VUE DES AUTEURS EST SOLIDEMENT ancré dans leur travail de militants de gauche et d'éducateurs fortement opposés aux multinationales et à la mondialisation. L'une de leurs critiques de la Transition est qu'elle n'ose pas confronter directement ce qu'ils perçoivent comme l'ennemi. Leur prémisses peut être résumée dans cet extrait : *"il nous semble fondamental d'identifier et de nommer nos adversaires dans cette lutte pour une réelle transition"*. Pour moi, la Transition est une approche complètement distincte. (...) J'ai toujours été inspiré et motivé par l'affirmation de Vandana Shiva selon laquelle *"ces systèmes fonctionnent parce que nous leur accordons notre appui, mais si nous le leur retirons, ils ne pourront survivre"*. J'affirme dans le *Manuel de Transition* (...) que notre point de départ doit se situer au-delà de l'attribution de blâmes concernant la position difficile dans laquelle nous nous trouvons.

Bien sûr que des forces extrêmement puissantes sont à l'œuvre mondialement et qu'elles se permettent avec de plus en plus d'audace des choses épouvantables, mais elles s'en tirent parce que, dans bien des cas, nous leur avons laissé, consciemment ou non, la possibilité de le faire. Les individus qui constituent les rouages de ces forces mondiales en sont prisonniers autant que quiconque et l'on ne gagnerait rien en les diabolisant.

(...) Les actions politiques des Zapatistes, qualifiées d'exemplaires dans le livre, ressemblent de plusieurs manières à celles du mouvement de Transition. [Les

Zapatistes] entreprennent une expérience de changement sans savoir où elle mènera. Ils ne demandent rien d'autre que d'avoir la latitude nécessaire pour faire ce qu'ils veulent et qu'on les laisse vivre en paix. Ils affirment que le changement commence avec eux-mêmes et qu'il est important d'incarner le changement que l'on souhaite voir advenir, comme le disait Gandhi.

La Transition est résolument inclusive et non culpabilisante parce qu'il nous semble évident que pour faire face aux chocs du pic pétrolier et des changements climatiques, il faudra nécessairement réunir un grand nombre de personnes et d'organisations. (...) Elle recherche ce qui fait consensus plutôt que ce qui divise.

(...) Le choix du militantisme d'affrontement comme principal outil est profondément malhabile.

DIVERGENCES SUR LES ÉTAPES DU CHANGEMENT

L'une des raisons de ce jugement est la faible place qu'occupe dans ce type de militantisme la psychologie du changement. L'approche consiste habituellement à déverser sur les gens une grande quantité d'informations alarmantes afin de les faire changer.

Ce que nous tâchons de faire dans le mouvement de Transition est plutôt de prévoir et d'accepter que les informations sur le pic pétrolier et les changements

(1) L'intégralité de la réponse figure dans le livre *Un écologisme apolitique ? Débat autour de la Transition*.



D.R.



Résilience. Le concept de résilience qui permet de résister au mieux à un choc est présenté dans les groupes grâce à des jeux collectifs comme ici la toile de la résilience où l'on cherche pour différents sujets ce qui nous relie.



Atelier de cuisine. Annonce humoristique de cours de cuisine avec des ingrédients locaux... et sans huile ! (oil signifiant à la fois pétrole et huile).

climatiques peuvent se révéler très inquiétantes, ce qui peut conduire à un sentiment écrasant d'impuissance. Nous favorisons l'échange d'informations pour permettre aux gens de discuter avec leurs semblables des sensations provoquées par ces informations. Ainsi, les personnes ressentent leur appartenance à une communauté élargie, ce qui est plus fécond et plus sain.

(...) Selon mon expérience, la plupart des personnes que je rencontre, politiciens locaux et gens d'affaires inclus, n'ont pas amorcé la réflexion au sujet du pic de pétrole. (...) Quand je leur en parle, ils n'y ont pas du tout réfléchi, ne savent absolument pas quoi faire et, pourtant, sont emballés à l'idée d'étudier la question pour peu que l'on présente les choses d'une façon constructive. La plupart d'entre eux ne sont pas des personnes malveillantes. Ils sont simplement perdus et imbriqués dans la façon dont le monde fonctionne en ce moment, comme une grande partie de la population.

(...) Selon moi, l'accent sera mis sur la dimension locale plutôt que mondiale, non pas parce qu'on l'aura choisi ni à cause de campagnes de protestation, mais parce que ce changement est carrément inévitable puisque la mondialisation est impossible sans pétrole peu coûteux, comme nous commençons à le constater.

Le modèle de Transition tente de concevoir et de mettre à l'essai un processus de reconstruction de la résilience des collectivités en réduisant radicalement les émissions de gaz à effet de serre.

EST-CE QUE LA TRANSITION FUT LA CONFRONTATION POLITIQUE ?

Le refus du mouvement de Transition de pratiquer une approche du changement fondée sur la confrontation (...) a été une décision consciente dès le début. (...) Les auteurs doutent fortement de la capacité de la politique à mettre en œuvre le genre de changements qui sont nécessaires : *"un politicien ne peut être élu s'il dit qu'il appauvrira le pays en réduisant les revenus tirés des exportations"*.

Je crois qu'ils n'ont pas tout à fait saisi l'envergure des bouleversements que le pic pétrolier et les changements climatiques provoqueront. Nous aurons besoin de politiciens dont le programme traitera franchement de la descente

« La transition recherche ce qui fait consensus plutôt que ce qui divise. Le choix du militantisme d'affrontement comme principal outil est profondément malhabile. »

énergétique, de la nécessité de mesurer le succès économique autrement que par la hausse du PIB et qui favorisera la reconstruction de la résilience locale.

(...) D'une façon ou d'une autre, la plupart des gouvernements suivent la volonté et la colère de leur peuple. C'est dire qu'ils attendent que nous leur indiquions quoi faire en leur disant ce qui nous tient à cœur. Il est grandement temps que nous le fassions. Je pense que l'une des raisons qui expliquent la croissance phénoménale de la Transition (...) est justement parce qu'elle vise les véritables préoccupations des gens à propos de la

CLIMATE CHAOS KITCHEN

SUN 3RD FEB
@ THE TRADES CLUB



7PM: MEAL - local organic delicious! £3
8PM: "So you think you know about climate change?"
PUB QUIZ with quiz master Mike Hancock of
Cabaret Heaven and panel of experts. COME!

CLIMATE CHAOS KITCHEN NO.2

presents:

"CLIMATE CHANGE IS RUBBISH!"
Is climate change for real?
SUN 2ND MARCH
@ The Trades Club



7-8pm Vegetarian Roast Dinner £4
8-9.30pm Film and Discussion
including introduction of The Video Booth COME!

CLIMATE CHAOS KITCHEN NO.3

Sun 6th April @ The Trades Club

PEAK OIL

What we gonna do when the oil runs out?



With guest speaker Joe Atkinson from PowerSwitch talking about the implications of the end of the age of cheap oil and community solutions to prepare for it.
PLUS "PEAK ALE: THE SKETCH" A LOCAL PRODUCTION
7pm Vegetarian Roast Dinner - £4 8-9.30pm event.
Plus have your say in The Video Booth!

hausse du coût du carburant et d'un climat chaotique sans les diviser.

Les auteurs de *Un écologisme apolitique ?* écrivent : "la résilience locale est essentielle, mais comme le sont aussi les actions d'éclat qui secouent les gens et les amènent à remettre en question leur mode de vie consumériste (...) et les systèmes politiques qui les engendrent". Je pense que "secouer les gens" pour qu'ils remettent en question leur mode de vie réussira à provoquer une réflexion chez une poignée d'entre eux, mais réussira surtout à durcir les opinions de la majorité. Les environnementalistes s'y prennent ainsi depuis des années, sans grand succès.

QUESTIONS IMPORTANTES SUR LA TRANSITION

Les auteurs soulèvent cependant d'autres questions pertinentes sur le mouvement. Parmi elles : "nous devons nous interroger sur des modèles qui ne comptent que sur quelques experts, principalement des hommes blancs et diplômés, pour fournir des réponses". Tout à fait, et cette question est débattue en ce moment dans le mouvement de Transition.

Les auteurs présument que la Transition est un modèle hiérarchisé alors qu'au contraire on cherche à ce que le plus de décisions possible se prennent à l'échelon local. (...) Le mouvement s'est développé si rapidement qu'il faut énormément d'efforts pour concevoir une structure qui préserve l'intégrité des principes tout en laissant aux groupes locaux le plus d'autonomie possible.

DANGER DE RÉCUPÉRATION

La critique des auteurs de *Un écologisme apolitique ?* remet aussi en question la pertinence de travailler avec les gouvernements locaux parce que les risques d'être récupéré et de servir de caution "verte" sont trop grands.

(...) Que la vision des Initiatives de transition devance la prise de conscience des autorités locales laisse présager une relation plus féconde et dynamique ainsi qu'une démocratie plus vivante que ce qui aurait été possible auparavant. D'autre part, l'assertion des auteurs selon laquelle "se concentrer sur les actions individuelles nie l'importance des changements structureux et de notre façon d'agir collectivement" ne correspond pas à ce qui se passe sur le terrain. (...)

La livre de Totnes, par exemple, est une monnaie locale qui découle d'une compréhension profonde de la mondialisation, de l'économie fondée sur la croissance et de l'argent créé par le crédit. (...)

Que les actions pour contrecarrer les effets des problèmes mondiaux soient concentrées à l'échelon local ne signifie pas que nous ne voyons pas la nécessité d'un changement global. C'est plutôt que nous croyons qu'agir à cette échelle fait également partie des fronts à investir. Le danger pour le réseau de Transition n'est pas tant d'être récupéré que de ne pas réussir à faire la démonstration de changements significatifs qui améliorent la résilience sur les plans politique, écologique et économique. C'est là-dessus que la Transition sera jugée.

Rob Hopkins ■



D. R. - Photomontage : Damien Beuveret

Tous ensemble ?

Les mouvements du "bas vers le haut" agissant pour une société plus écologique et plus solidaire sont nombreux. Faisons en sorte qu'ils coopèrent au mieux.

AUX CÔTÉS DU MOUVEMENT DES VILLES en transition, la France compte aussi un autre mouvement assez proche : le Mouvement Colibri. Si l'on ajoute les objecteurs de croissance (MOC et PPLD), mais aussi des réseaux comme ceux regroupés au sein du Collectif pour une transition citoyenne⁽¹⁾, on s'aperçoit qu'on dispose d'un ensemble de structures pour faire progresser les idées "du bas vers le haut" pour le moins phénoménal⁽²⁾.

Ces démarches "positives" et/ou "alternatives" ne sont pas en opposition avec les mouvements militants. Pour s'en rendre compte, on peut prendre quelques exemples.

Concernant l'énergie, si le programme nucléaire est aujourd'hui à l'agonie⁽³⁾, c'est bien parce qu'il existe une concordance d'actions entre les manifestations antinucléaires et des possibilités alternatives que promeuvent des spécialistes comme Negawatt ou Global Chance, que s'est développée une industrie des énergies renouvelables autour du Comité de liaison énergie renouvelables (CLER)... et malheureusement parce qu'il y a eu des catastrophes (Tchernobyl, Fukushima...). Lorsque nos rêves — exprimés dans le cadre des "plans de descente énergétique", objectif des groupes de transition — seront devenus réalité (en 2030 ?), nous constaterons que toutes ces actions, certes différentes, ont permis une convergence utile.

Concernant l'alimentation, on peut faire le même parallèle : la Semaine sans pesticide, les campagnes d'Oxfam contre l'accaparement des terres... sont tout aussi utiles que les réseaux de producteurs bio, les

AMAP ou les jardins partagés, et, là aussi, les catastrophes sanitaires (vaches folles, viande de cheval...) ont aussi eu leur rôle.

Concernant la défense, les alternatives autour de la non-violence voisinent avec les campagnes contre les armes nucléaires, les mouvements pacifistes, etc.

Concernant l'environnement, les protecteurs de la nature se battent aussi bien contre des projets polluants que pour proposer des modes de transports alternatifs, la protection des sites...

Alors, plutôt que de chercher à opposer ces démarches, mieux vaudrait chercher comment faire pour que chacune enrichisse l'autre. Bref, sortir de l'esprit de compétition qui nous vient d'une imitation du système dominant, pour mettre en place des relations de coopération, de bienveillance⁽⁴⁾.

Les médias écologistes peuvent y contribuer en animant des débats comme celui-ci, auquel vous ne manquerez sans doute pas de réagir.

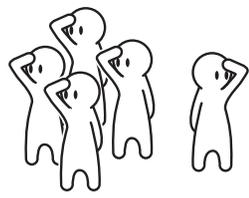
Michel Bernard ■

(1) avec la Nef, Terre de Liens, Energie partagée, les AMAP, les Jardins de Cocagne, Enercoop, les Bio-coop, Attac, le plan Esse...

(2) Des partis comme Europe-Ecologie Les Verts, le Nouveau parti anticapitaliste, voire le Parti de gauche, devraient aussi adhérer à ces principes, mais c'est moins évident, notamment parce que la participation à la conquête du pouvoir entraîne un certain style de comportement.

(3) Voir le dossier de mars 2013.

(4) Et là, il faut lire le tiers central du *Manuel de transition* sur la psychologie du changement pour prendre conscience de tous les outils dont on dispose.



Médias



♦ **Le Ravi**, association La Tchatche, 11 boulevard National, 13001 Marseille, www.leravi.org. L'excellent mensuel d'enquêtes et de satires en région Provence Alpes-Côte d'Azur, a lancé l'opération "Haut les mains" dans son numéro de septembre 2013. Il a besoin de

30 000 € pour continuer.

♦ **Mucus**, caracol09@laposte.net, "ralentir c'est résister", toute petite revue du Caracol (« escargot » en espagnol), Collectif ariégeois de résistance et d'alternatives collectives à l'ordre libéral. Tout ce qui permet de ralentir les intéresse.

♦ **IPNS**, journal d'information et de débat du plateau de Millevaches, 23340 Faux-la-Montagne, <http://journal-ipns.org>. Dans son numéro de septembre 2013, photos à l'appui, un inquiétant article sur les poids lourds venant charger des troncs à destination de la Chine, ceux-ci payant plus cher que les industries locales ! A découvrir également dans le même numéro la démocratie post-it des cabinets d'étude.

» Pays-Bas

Le boucher végétarien

Jaap Korteweg, époux de la députée néerlandaise fondatrice du Parti pour les animaux (2 sièges au parlement sur 150) a lancé, en 2010, la marque "Le boucher végétarien" qui propose des hamburgers entièrement végétaux. Le bœuf est remplacé par un mélange de carottes, petits pois et pomme de terre ; le poulet par du tofu de soja. Selon un bilan réalisé sur son activité, ses hamburgers ont une empreinte écologique 7 fois moindre que ceux en viande. Ses produits sont distribués dans plus de 500 commerces du pays. (de *Vegetarische Slager, Spui 167A, 2511BM The Hague* www.devegetarischelager.nl, site en néerlandais ou en anglais)

» Finances alternatives

Naissance d'une coopérative

Les structures coopératives La Nef (France), Fiare (Espagne), Oekogeno (Allemagne), Hefboom (Belgique), Crédal (Belgique) et la Cfé (France) ont créé le 13 juin 2013, TAMA, une coopérative européenne pour une monnaie équitable. C'est une première étape de convergence pour aller vers la création d'une banque éthique coopérative européenne. TAMA a la capacité de collecter directement des parts sociales et de l'épargne et pourra l'investir dans différents secteurs : coopératives citoyennes d'énergie renouvelable ; logements très sociaux, participatifs et écologiques ; habitats groupés ; achat collectif de terres agricoles...

» CHRONIQUE : Les jeux écolos

Le Mölkkky

Le Mölkkky est un jeu de quilles finlandais qui se joue en extérieur.

Ce jeu récent reprend des principes de jeux de lancer qui existent et sont appréciés depuis fort longtemps (jeux de boules, jeux de quilles...).

Viser est un exercice d'adresse et de motricité utile. Se confronter aux autres par ce type de jeu permet de passer un bon moment. Le Mölkkky est une bonne combinaison de lancer et de stratégie, sans se prendre au sérieux, ce qui l'a rendu rapidement populaire un peu partout en Europe et notamment en France.

Les règles :

Les quilles sont notées de 1 à 12. L'objectif est de marquer exactement 50 points en les faisant tomber grâce à un bâton, le Mölkkky. Le jeu peut se jouer à partir de deux personnes sans limitation de participants.

La mise en place :

Les quilles sont placées au départ à environ 3 ou 4 mètres du point de lancement du mölkkky, regroupées de la manière suivante :



Si vous faites tomber une seule quille, vous marquez le nombre de points indiqués dessus (12 par exemple). Si vous faites tomber plusieurs quilles, vous en additionnez les points.

Si la quille n'est pas complètement tombée (elle repose sur une autre), cela ne compte pas. Au fur et à mesure de la partie, on redresse les quilles à l'endroit où elles se trouvent avant de passer au joueur suivant, ce qui agrandit progressivement l'aire de jeu.



Si vous dépassez les 50 points, vous reprenez la partie à 25 points. Ce côté absurde diminue l'esprit de compétition. Si vous lancez trois fois le mölkkky sans rien toucher, vous êtes éliminé (cette règle sera appliquée ou non, selon votre esprit de jeu).

Il existe des variantes pour ceux qui jouent souvent : faire une partie en 51 points, faire une annonce de points que l'on veut atteindre pour les doubler, viser le score d'un concurrent pour le faire revenir à zéro, rajouter des quilles particulières, fabriquer des quilles de couleurs pour les enfants avec un score plus faible à obtenir, inscrire les points sous les quilles (Memölkkky) ...

Construire son jeu :

Le mölkkky (lanceur) est un morceau de bois cylindrique aux arrêtes arrondies de 5,5 cm de diamètre et 22,5 cm de longueur.

Les quilles, numérotées de 1 à 12, sont elles aussi en bois (le bouleau est souvent utilisé) et mesurent 55 mm de diamètre. Vous pouvez les découper dans un piquet de clôture, ce qui vous coûtera une somme très modique.

Il faudra faire un biseau de 45 degrés sur une extrémité de chaque quille pour qu'elle mesure 95 mm sur la partie basse du biseau et 150 mm sur la partie haute.

Quelques liens sur le Mölkkky :

- ♦ www.ac-grenoble.fr/savoie/pedagogie/docs_pedas/molkkky
- ♦ <http://lebatonmouche.free.fr/>

Si vous souhaitez m'aider dans ma rubrique sur les jeux écolos, n'hésitez pas à m'envoyer vos souvenirs, vos remarques :

Michel Scrive

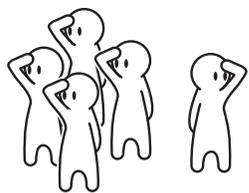
42 rue Hoche, 93500 Pantin, mishelu@riseup.net



» Drôme

Taupine en bourg

Taupine en bourg est une association qui souhaite faciliter l'accès au jardinage ainsi que les pratiques permaculturelles en milieu urbain, augmentant notre niveau de résilience face au pic pétrolier. Deux composts sont installés à Crest, ainsi que des projets de jardins et de verger partagés et de partage de jardins individuels dans la vallée de la Drôme. Contact uniquement pour les internautes, sur <http://taupineenbourg.wordpress.com>.



» CHRONIQUE : On passe à l'acte !

Nourriture de qualité pour toute la famille !

Laurent et sa famille ont décidé de tout mettre en œuvre pour s'alimenter sans passer par la grande distribution. Pour eux, il s'agit de mieux maîtriser leur consommation face aux gros complexes industriels et d'en être un peu moins dépendants. Laurent explique que cette volonté vient de sa culture et du goût des tomates que faisait pousser son grand-père. Pour lui, c'est plus une mentalité qui se façonne avec le temps avant d'être un passage à l'acte.

Pour cela, ils décident de se rapprocher des petits producteurs et des coopératives d'agriculture biologique. Ils choisissent aussi de pratiquer des achats groupés avec leurs amis et leurs voisins. D'ailleurs, les initiatives qu'ils entreprennent sont souvent mises en œuvre collectivement, ce qui permet de créer des liens et de mutualiser les connaissances de chacun, tout ceci bien sûr dans l'objectif d'une vie meilleure. Comme dit Laurent : "Je conseille d'avoir une bande de potes pour



« On a décidé de boycotter les supermarchés et de choisir une nourriture de qualité ! »

mener des actions collectives et pas uniquement pour boire l'apéro !"

Par ailleurs, c'est le plaisir de retrouver une alimentation saine, équilibrée et surtout de saison ; mais également le plaisir du goût, celui d'offrir une bonne cuisine à son entourage et le désir

de transmettre toutes ces valeurs aux enfants. Ils découvrent en même temps la satisfaction de s'occuper de leur propre potager, d'un poulailler, d'acquérir une vigne pour produire du jus de raisin ou des oliviers pour avoir de l'huile d'olive... qu'ils partagent évidemment avec les amis et la famille !

Cependant, tout ceci prend du temps : celui de rencontrer les producteurs, préparer et savourer. Egalement le temps des repas en famille sans plats surgelés. Laurent s'insurge parfois : "Il faut arrêter de croire qu'on peut se nourrir à la va-vite !" Et même s'il leur arrive de temps en temps de faire des courses d'appoint à la supérette du coin, cela reste exceptionnel.

Au niveau financier, cela peut parfois demander un budget plus important, mais Laurent et sa famille préfèrent de loin dépenser leur argent pour une nourriture de qualité que pour acheter une belle voiture !

L'équipe de On passe à l'acte.
www.onpassealacte.fr

» Paris

Défense des biffins

Les biffins sont des personnes qui récupèrent des objets jetés dans les poubelles, les réparent si besoin et les revendent, rendant un service à la fois social, écologique et économique à la collectivité. Ils se heurtent depuis des années à l'absence de moyens d'exercer légalement et dignement la biffe en agglomération parisienne, où ils sont pourtant quelques milliers. Leur activité de vente de rue est régulièrement interrompue par la police et leur matériel saisi. Il s'agit pour la plupart du temps de personnes en situation de précarité (beaucoup d'immigrés et de femmes âgées), qui exercent cette activité pour compléter leurs revenus insuffisants, ou qui n'ont que cette ressource. Ils n'ont pas ou très peu de place réservée sur les marchés et pas de marché consacré à leurs activités. L'association Amélior, fondée en 2012, a pour but de soutenir les biffins par l'obtention de places sur les marchés, l'attribution d'une carte d'adhérent-e- pour les mettre en relation commerciale légale avec les autres adhérent-e-s de l'association, l'aménagement d'un local qui soit espace de stockage, atelier de réparation, lieu de vente et d'autres activités. La mise en place d'un premier "carré des biffins" à Paris avec 100 places a permis de son côté d'améliorer la situation de certaines personnes exerçant cette activité. Amélior, Association des marchés économiques locaux individuels et organisés de la récupération, 97, Sentier des Messiers, 93100 Montreuil, tel. 06 27 89 32 22, <http://amelior.canalblog.com>.



» Vosges

La paille c'est aussi pour les immeubles

Le bailleur social *Le Toit vosgien* vient de faire construire un immeuble de huit niveaux avec ossature bois et isolation en bottes de paille. Il a fallu pour isoler cet immeuble, la production en paille de 10 hectares. La paille est placée dans des caissons de 2,5 m de haut, 1,2 m de large et 0,5 m d'épaisseur. Les 26 logements de la résidence Jules-Ferry à Saint-Dié-des-Vosges vont bénéficier d'un bâtiment ne nécessitant pratiquement pas de chauffage, l'immeuble étant classé comme passif.

Echange publicitaire

6^e fête de la biodiversité paysanne et des variétés anciennes

de 9h à 18h

LE THOR Salle des Fêtes

16,17 NOVEMBRE 2013

VENDREDI 15 NOVEMBRE à 20H30

CONFÉRENCE ANIMÉE PAR MARC DUFUMIER

"QUELLES AGRICULTURES POUR NOURRIR CORRECTEMENT ET DURABLEMENT L'HUMANITÉ TOUTE ENTIÈRE ?"

Renseignements :
D3P et Fruits Oubliés PACA :
d3p84@orange.fr
<http://www.fruitsoubliés.fr>

Région Provence Alpes Côte d'Azur

Le Thor

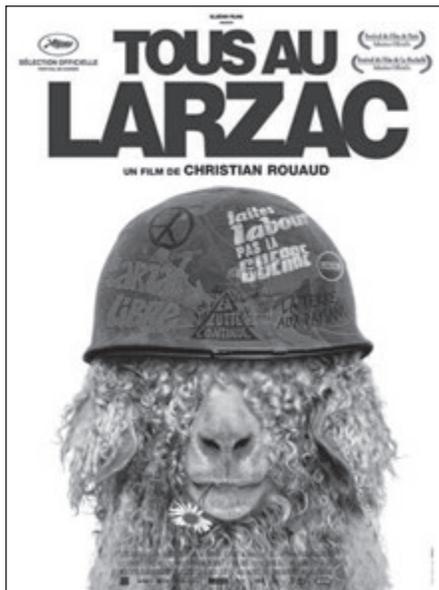
Rencontres de la presse pas pareille

Le 28 septembre 2013, à l'occasion des dix ans de leur mensuel *Le Ravi*, l'équipe de l'association *La Tchatche* a organisé une rencontre de la "presse pas pareille" dans les quartiers nord de Marseille. Dix-sept titres papiers étaient présents avec une grande diversité dans les histoires et les pratiques, source d'une journée de débats fort enrichissante. Certaines publications se définissent comme des journaux (que l'on lit une fois), d'autres comme des "revues" (vues et revues et donc que l'on conserve). Certaines sont gérées par des associations, d'autres par des SCOP (coopératives) ou par des sociétés de presse. Certaines sont toutes récentes, d'autres plus âgées (*La Feuille* du Lot-et-Garonne a 37 ans, *Alternatives Économiques* a 33 ans, *Silence* 31 ans...), certaines ont connu de multiples renouvellements de formules (comme *Regards*). Des titres sont mensuels, quelques-uns hebdo (*Politis* notamment) ou des formules mixtes (*Golias* édite un bimestriel et un hebdo, *Regards* un trimestriel et un mensuel électronique)... Le nombre de salariés varie énormément comme le niveau des ventes (*Alternatives économiques*, 40 salariés ; *Politis*, 17 salariés), certains fonctionnent seulement sur du bénévolat. La rémunération des contributions

varie beaucoup selon les titres. Ces contributions sont issues du milieu professionnel (journalistes et universitaires) pour certains, des lecteurs pour d'autres (*Silence* étant entre les deux avec environ 50 % de notre activité bénévole). Des revues acceptent la publicité (*Politis*, *V Marseille*, *Le Ravi*...) en la ciblant plus ou moins. Certaines font le choix d'être en kiosque (*La Décroissance*, *Politis*, *Le Ravi*...) pour s'adresser au plus grand nombre ; d'autres rejettent cette diffusion à cause du gaspillage et préfèrent un réseau de distribution alternatif (*L'Age de Faire*, *Silence*). Il y a aussi de fortes différences selon que l'on s'attache à un territoire (*Le Ravi* en PACA, *L'agglomération rieuse* à Montpellier, *Le Jour J* à Nancy, *L'Écho des Collines* à Bordeaux...) ou à des idées (*Golias* et la religion) ou se veut généraliste (*CQFD*, *Cassandra*, *Au fait*...). Une hétérogénéité qui s'est retrouvée lorsque l'on a essayé de définir ce en quoi nous ne sommes pas pareils (ou alternatifs, ou différents), car même si ces différences ont enrichi le débat, cela est devenu plus difficile lorsqu'il a été évoqué la création d'un syndicat professionnel pour interpellier les pouvoirs publics comme l'ont fait les radios libres. Un débat qui se complexifie du fait du choix des structures, mais également du

recours plus ou moins important aux subventions. Tous les titres constatent un tassement de leur lectorat : crise, internet, jeunes qui lisent moins ? Une baisse qui se complique pour ceux en kiosque par la crise de la distribution (il se ferme 900 points de vente en moyenne depuis dix ans). D'où de grosses discussions sur les sites internet de chacun : de la simple vitrine annonçant les numéros à l'information en ligne (*Politis*) avec toutes les variantes possibles, certains ayant fait le choix de ne plus être que sur internet (*Barricades*).

Gros débats également sur la question de la vitesse de l'information : internet fait paraître la presse papier lente, mais est-ce un désavantage ou doit-on au contraire mettre cela en avant ("Au fait, le magazine qui ralentit l'actualité") ? Le lien avec les lecteurs fait aussi débat : doit-on faire une revue qui plaise au maximum de gens au risque d'y perdre son âme ? Comment peut-on (ou pas) tenir compte de l'avis des lecteurs ? Outre l'idée d'un syndicat professionnel, il a été évoqué la possibilité de mutualiser certaines tâches, mais cela reste grandement à étudier (l'expérience et l'échec de la coopérative de diffusion *Co-erance* ont juste été évoqués mais pas analysés). Il a été évoqué d'aller chercher des regards extérieurs pour creuser toutes ces questions (universitaires ?), en espérant avoir l'occasion de nouvelles rencontres. MB.



» Larzac

L'aventure continue

Le 17 juillet 2013, le ministre de l'agriculture, Stéphane Le Foll, a signé au nom de l'Etat, avec les trois gérants des sociétés civile du Larzac, une convention qui prolonge jusqu'en 2083 l'actuel bail emphytéotique initialement prévu pour 60 ans et accordé en 1985. Cet accord confie donc la gestion de 6300 hectares achetés par l'Etat pour l'extension du camp militaire entre 1971 et 1981, à une structure qui favorise l'agriculture sur des terres collectives. José Bové, présent lors de cette rencontre, a rappelé que ce fonctionnement facilite l'installation de jeunes agriculteurs qui n'ont pas à payer l'achat de leurs terres, et que le Larzac est une des seules régions en France à voir sa population paysanne augmenter.

» CHRONIQUE : Bonnes nouvelles de la Terre

En partenariat avec :



En Grèce, des jeunes inventent leur mode de vie

Grèce, département de l'Eubée. Nichés dans les massifs forestiers surplombant la mer Egée, Nikos Kontonikas et Yiannis Papatheodorou installent ici leur nouvelle vie, loin des tourbillons urbains et des affres de la surconsommation.

En 2012, ces deux amis d'une trentaine d'années dépensent 20 000 € pour s'offrir un hectare jusqu'alors inhabité. Depuis un an, ils se préparent à vivre de façon partiellement autonome, prenant soin de cette terre qui les a adoptés et qui les nourrira. On y accède par de petits chemins qui serpentent au sein d'une végétation luxuriante, une demi-heure après avoir laissé la voiture à l'entrée du bois, tout près du village de Vlachia. L'éloignement de la route est un véritable choix. "Si tu en as une près de chez toi, il est facile de désirer des choses que tu peux apporter. Si tu n'en as pas, tu n'apportes que le nécessaire". L'eau leur provient d'une source sauvage, l'électricité est produite par un panneau solaire, et ils sont en train de construire deux petites maisons en paille. Si les objets ici sont comptés, l'accueil ne l'est pas, et les visiteurs, nombreux, sont les bienvenus. Yiannis et Nikos vont devenir agriculteurs, mais ils veulent conserver un lien fort avec l'extérieur. Ils aimeraient que leur lieu puisse devenir un espace pédagogique pour tous ceux qui souhaitent changer de vie et ne savent pas comment faire.

Un tel projet reste marginal en Grèce où les initiatives, selon eux, restent encore timides. "Et la crise, « ou quoi que ce soit », comme Yiannis aime à appeler le phénomène avec distance et une bonne dose d'ironie, ne change pas grand chose. On n'attend pas que le mouvement se généralise." Leur projet dépend assez peu, au

fond, de la crise d'un système auquel ils ne croyaient déjà pas. Ils ne l'ont pas construit en réaction à elle, mais bien en amont. La situation politique du pays aide surtout leurs proches à accepter leur choix. "Nos familles ne nous considèrent plus comme des fous, mais peut-être comme ceux qui ont trouvé une solution." Cette solution a un nom : le retour à la terre.

On ne cherche pas ici à éteindre et à faire redémarrer la société, mais à choisir consciemment dans ce qu'elle offre. Filtrer le règne de la quantité.

"Qu'est-ce qu'il vous manque, d' « en bas » ?

-Pas grand-chose. Les douches chaudes, et les chauffeurs de taxi !

-Est-ce que vous êtes plus libres depuis que vous êtes ici ?

Ils rient.

-Je ne sais pas, mais plus fatigués, Malaka !

Il use avec joie de ce terme inséparable des Grecs, qui ponctue leurs états d'âme de toutes les sortes.

-Plus libres... ? On était déjà légers de toute façon, sourit Yiannis en jetant un coup d'œil au sac à dos de son ami, gentiment vide et pendu à un arbre, 90 litres."

De retour à Athènes, on croise Giulia, qui estime ne pas être encore atteinte par la crise. "Mais je crois que j'attends que cela arrive, pour devoir enfin prendre une décision qui me tarade depuis un moment, quitter la ville, le matérialisme outrancier et embrasser un mode de vie plus sensé..."

Juliette Kempf, Reporterre,
www.reporterre.net



Notre-Dame-des-Landes

♦ **2 septembre, Hervé Kempf démissionne du Monde.** Cela provoque un débat dans le milieu journalistique sur la position du journaliste vis-à-vis des luttes écologistes. C'est en effet la censure des articles sur Notre-Dame-des-Landes qui est à l'origine du conflit entre Hervé Kempf et sa direction. Ce n'est pas le seul cas de censure. Le 8 juillet 2013, le réalisateur Vincent Lapize a vu disparaître de l'ordre du jour du Conseil général Pays-de-Loire, sa demande de subvention (4000 €) pour son projet de documentaire "Le dernier continent, Notre-dame-des-Landes et les Zadistes" et ceci malgré le soutien en amont de la commission Culture.

♦ **5 septembre,** la commission des pétitions européenne annonce le report de la mission parlementaire chargée de venir étudier le dossier sur place, et en particulier la validité des recours engagés contre l'Etat pour avoir détourné la loi sur la protection des zones humides. Selon l'ACIPA, ce report provient d'un accord entre

socialistes et conservateurs européens et est un signe de faiblesse : pourquoi le parlement a-t-il peur d'ouvrir le dossier si celui-ci est aussi bon que le prétendent ses promoteurs ?

♦ **10 septembre,** 150 personnes se sont rassemblées devant le tribunal de Rennes à l'occasion du procès en appel des 18 agriculteurs occupant la ferme de Bellevue. Délibéré jusqu'au 22 octobre.

♦ **11 septembre,** une délégation d'associations opposées au projet est reçue par Frédéric Cuvillier, ministre des transports. Les associations ont demandé l'engagement de non-reprise des travaux avant toute discussion. Le ministère n'a pas répondu à cette demande.

♦ **17 septembre,** alors que la mission parlementaire demandée par les députés écologistes a été reportée, les pro-aéroports sont reçus par la conférence des présidents du Parlement européen.



» Pesticides

Deux fois moins de papillons

Selon un rapport de l'Agence européenne de l'environnement publié le 23 juillet 2013, le nombre de papillons dans les prairies en Europe a diminué de moitié en vingt ans. Certaines espèces sont même en voie d'extinction. Or les papillons contribuent à la biodiversité en transportant notamment le pollen de certaines fleurs sauvages, et sont la nourriture de nombreux oiseaux. C'est donc un maillon supplémentaire des écosystèmes qui se trouve fragilisé. Les causes ? Principalement l'agriculture intensive, du fait de la monoculture et l'absence de bosquets essentiels à leur survie, et surtout de l'usage des pesticides. Mais vouloir oser penser limiter ces pratiques agricoles serait une atteinte intolérable à la liberté d'entreprendre et de faire des profits. Après tout, les papillons sont si peu rentables...

Vaine conférence environnementale

Les 20 et 21 septembre 2013, s'est tenue la conférence environnementale annuelle, mise en place l'année précédente par François Hollande. Pascal Durand, secrétaire national d'EELV, avait annoncé le départ des ministres écologistes en cas de non-mesure sur un certain nombre de points : il avait demandé que la loi de transition énergétique soit réinscrite au planning du Parlement... ce ne sera pas fait avant fin 2014. Il avait demandé que soit réduit le différentiel des textes entre le diesel et l'essence, ce ne sera pas fait... et pourtant, il s'est déclaré satisfait à l'issue de la conférence. Le MEDEF également. Par contre, pas France-Nature-Environnement : "Encore des mots, toujours des mots", car si ont été réaffirmés l'objectif de diminuer de 50 % la consommation d'énergie d'ici 2050, ou celui de passer de 75 % à 50 % d'énergie nucléaire d'ici 2025, rien de concret n'a été annoncé pour préciser comment y arriver. Ce n'est pas en maintenant la fermeture de la seule centrale de Fessenheim en 2016 (au mieux), en développant les voitures électriques ou encore en annonçant la rénovation thermique des bâtiments... mais sans le budget correspondant, que l'on peut espérer y arriver. Il y a pire : le président a parlé de réduire de 30 % d'ici 2030, les énergies fossiles... et non plus l'énergie, ce qui sous-entend un développement accru de l'électricité pour se substituer au pétrole. Discours complété l'après-midi même par une visite des usines Bolloré où se font les batteries pour les voitures électriques. Bien sûr, c'est censé être — écologistes au pouvoir oblige — de l'électricité produite par les énergies renouvelables. Mais on ne voit pas comment cela serait possible, alors qu'actuellement la consommation électrique augmente plus vite que la production par les énergies renouvelables. La phrase clé du discours de François Hollande était que ces perspectives seraient adaptées à la croissance qui ne doit pas être remise en cause. Autant dire que le gouvernement veut saisir des opportunités de "croissance verte" et se moque éperdument de l'écologie.

Jour de l'overdose planétaire

Comme chaque année, des chercheurs canadiens et britanniques ont calculé quel était le jour de l'année où les limites écologiques de la planète étaient atteintes, le jour à partir duquel l'humanité vit au-dessus des capacités de régénération des écosystèmes. En se basant sur la comparaison entre la quantité de ressources naturelles disponibles et la consommation réelle dans chaque pays, ils ont déterminé qu'en 2013 c'est depuis le 20 août que l'humanité vit au-dessus de ses moyens. La date ne cesse d'avancer (c'était le 8 novembre en 1980, le 8 octobre en 2000 et le 7 septembre en 2009). [Source : *Le Monde*, 20 août 2013]

Zone à défendre, le jeu

Les éditions *Contrevents* ont lancé un appel à souscription pour la réalisation d'un jeu militant : Zone à défendre est un jeu de société coopératif qui se joue de 1 à 5 joueurs, à partir de 10 ans, et qui propose de résister à un grand projet inutile en joignant ses forces. Une partie dure de 60 à 90 minutes. Pour résister aux bulldozers, il faut savoir mettre en place différentes actions : construire des cabanes, des barricades, cultiver son jardin, mobiliser les soutiens extérieurs, se protéger des gendarmes mobiles, devenir clown activiste pour les démoraliser... Mais gare à la répression qui est sans pitié ! On découvre le jeu sur : www.la-boutique-militante.com/jeux/600-jeu-zone-a-defendre-souscription.html ou en écrivant à *Contrevents*, 12, allée des Eboutures, 60580 Coye-la-Forêt.



Vente en vrac dans une Biocoop.

Vente en vrac

La vente en vrac, par la suppression des emballages et la réutilisation des contenants, permet de réduire en moyenne de 2 à 5 fois l'impact environnemental des circuits logistiques de vente d'après un rapport de l'Ademe (La Vente en Vrac, Pratiques et Perspectives). Elle rend les produits écologiques plus abordables économiquement, de 15 à 40 % moins cher. C'est une option à privilégier par rapport au recyclage des emballages qui nécessite de l'énergie, contribue à dégrader les matières premières et n'incite pas à la limitation des déchets.



Les HFC dans le collimateur



Cimetière de réfrigérateurs

Les HFC, hydrofluorocarbures, sont des molécules mises en application après le protocole de Montréal (1987) pour remplacer les CFC, chlorofluorocarbures, jusque là utilisés comme fluides dans la réfrigération et comme propulseurs dans les aérosols. Après des années de polémiques scientifiques, il avait été admis que les CFC en s'échappant dans l'atmosphère contribuaient à la destruction de la couche d'ozone.

Or les HFC ont un effet extrêmement négatif sur le réchauffement climatique. En moyenne, ils sont 2000 fois plus actifs que le CO2 (entre 140 pour le HFC-152a et 11700 pour le HFC-23) et comme leur usage augmente, leur contribution au réchauffement climatique pourrait passer de 1 % aujourd'hui à 3 % en 2050.

Quelques alternatives dans la réfrigération existent : l'ammoniac, utilisé avant les CFC, est plus inflammable et peut-être toxique en cas de fuite, ou le propane pur (R290), inflammable. Mais les vraies solutions seraient de trouver comment diminuer l'usage de la réfrigération : manger local et de saison (pour ne pas avoir à refroidir la nourriture pendant la conservation et le transport), ne pas recourir à la climatisation dans l'habitat mais à l'isolation, utiliser les caves isolées plutôt que des réfrigérateurs...

Changements agricoles

Le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR) a publié en novembre 2012 un rapport sur les conséquences possibles du réchauffement climatique. Selon cette étude, les zones de culture des trois premiers aliments (maïs, riz, blé) sont menacées par les pénuries d'eau ; le quatrième aliment, la pomme de terre, qui pousse dans des climats plus doux est au contraire menacé par le développement de maladies comme le mildiou qui apprécie chaleur et humidité. La production de soja aux Etats-Unis pourrait baisser de 80 %. Autre exemple : selon une étude publiée dans PLoS One, le café arabica devrait disparaître d'ici la fin du siècle. Fragile et nécessitant des températures stables entre 19° et 25°C, les changements de températures dues au changement climatique devraient avoir raison de sa culture. (Nature et Progrès n°91) A l'inverse, d'autres plantes sont favorisées par le changement. C'est en particulier le cas de la banane qui devrait pouvoir se cultiver sur de plus grandes surfaces. C'est aussi le cas du mil, de l'igname, des lentilles, de certains pois, de certains haricots, de l'orge et du manioc.

» Politique française

1 carton vert, 5 cartons jaunes, 8 cartons rouges

Les principales associations environnementalistes ont jugé les engagements pris par le gouvernement dans le domaine du climat et de l'énergie, au moment de la conférence environnementale du 22 septembre 2013.

Le carton vert, c'est pour avoir défendu au niveau européen une réforme du marché des quotas d'émission de gaz à effet de serre, avec maintien d'un objectif de réduction programmé jusqu'en 2030. La France a joué un rôle important dans le vote positif du 3 juillet 2013.

Les cartons jaunes ont été attribués dans les secteurs suivants :

♦ La mise en place d'une contribution climat-énergie. Les associations y sont favorables mais contestent le fait que le gouvernement n'ait pas pris en compte l'électricité, comme si celle-ci n'intervenait pas dans la question...

♦ Les gaz de schiste : la loi de 2011 interdit pour le moment l'exploration et l'exploitation de ces gaz au nom de la pollution provoquée par la fracturation hydraulique. Les associations demandent que soit pris en compte le fait que ces gaz sont incompatibles avec une politique de diminution des émissions de gaz à effet de serre.

♦ Aides aux énergies renouvelables : les mesures prises depuis début 2013 n'ont pas permis de relancer correctement les filières solaire et éolienne, et la France n'atteindra pas les 20 % de production électrique prévus pour 2020.

♦ Emissions de CO2 des voitures : si les objectifs pour 2020 sont assez corrects, les associations demandent que soient programmées les réductions pour les années suivantes afin que les constructeurs aient le temps de s'adapter.

♦ La rénovation thermique des logements : si les promesses sont correctes, cela ne se traduit pas sur le terrain. Les aides financières déjà mises en place depuis 2005 ne lèvent pas les obstacles financiers pour la rénovation, et l'on est loin des 500 000 logements neufs prévus chaque année (il y en aura environ 330 000 en 2013).

Les cartons rouges concernent :

♦ L'abandon de la réforme visant à ce que le diesel ne soit pas plus détaxé que l'essence, et de manière plus générale, le retard par rapport à la moyenne européenne concernant la fiscalité écologique.

♦ L'absence de financement pour la transition énergétique. Alors que le plan du gouvernement annoncé en juillet parle de 12 milliards pour les dix ans à venir, dans le détail seuls 2,3 milliards vont réellement à de nouveaux projets.

♦ Le renvoi de la loi qui doit finaliser le débat sur la transition énergétique est reporté.

♦ L'adoption du plan Mobilités 21 laisse la part belle au transport routier, prévoit de nouvelles autoroutes, maintient l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, ce qui est en contradiction complète avec les engagements de diminution de gaz à effet de serre.

♦ Dans le domaine du nucléaire, aucune décision n'a été prise pour laisser entrevoir comment respecter l'engagement de passer de 75 % à 50 % de nucléaire en 2025.

♦ Le processus soutenu par la France au niveau européen pour atteindre les objectifs en faveur du climat (-55 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030) est irréaliste. A force de tergiverser, on s'achemine vers un échec global.

♦ La France freine au niveau européen pour ce qui concerne la mise en place d'une pénalisation du secteur aérien, qui bénéficie de dérogations inacceptables.

♦ Concernant les agrocarburants, malgré les rapports scientifiques qui montrent des effets extrêmement négatifs, la France continue à les soutenir en proposant de monter leur taux dans les carburants.

♦ En parlant de soutien aux énergies "décarbonées" et non "renouvelables", la France soutient en fait le maintien de subventions européennes dans le domaine du nucléaire.

Le détail des mesures et les arguments des associations sont sur le site du Réseau Action Climat : www.rac-f.org.

Consommation de veille

Les veilles de nos différents appareils électriques représentent 11 % de notre consommation. C'est le résultat d'une étude publiée par l'AFP le 10 juillet 2013. Cela représente en moyenne 82 watts par foyer... et la production de deux réacteurs nucléaires sur l'ensemble du pays !

» Energies

Grandes inégalités

La Chine et les Etats-Unis, à eux seuls, consomment 40 % de l'énergie mondiale. Les vingt pays les plus gourmands (dont la France) en consomment 80 %. A l'autre bout de l'échelle, 1,2 milliard de personnes ne disposent pas de l'électricité, un chiffre qui a peu varié depuis 1990 : si 1,7 milliard de personnes ont été branchées en vingt ans, la population mondiale a augmenté de 1,6 milliard pendant le même délai. Selon une étude de la Banque mondiale et de l'Agence internationale de l'énergie, publiée fin mai 2013, les énergies renouvelables fournissaient 16,6 % de l'énergie en 1990, 18 % en 2010. Un chiffre qui ne tient compte que des échanges marchands et qui ne rend pas compte des usages autres, comme le chauffage au bois (qui est la première énergie dans nombre de pays)... ou comme l'énergie solaire, nécessaire à la photosynthèse pour l'agriculture.

Allemagne

♦ **Développement rapide des photopiles.** L'Allemagne est le pays au monde qui soutient le plus le développement des photopiles. Le financement des installations est assuré par le choix d'une électricité plus cher que dans les autres pays. Cela a aussi l'avantage d'inciter tout le monde à économiser son électricité. Résultat : l'Allemagne est l'un des rares pays où la consommation d'électricité baisse, et fin août 2013, elle a annoncé avoir déjà installé 24 000 MW de photopiles... soit plus de 8 fois ce qu'il y a en France.

♦ **Tacherting à 200 %.** Commune de 5000 hectares et 5400 habitants en Bavière, proche de la frontière autrichienne, la commune de Tacherting couvre déjà plus de 200 % de ses besoins énergétiques ! Depuis une centaine d'années, une conduite forcée permet de produire de l'électricité à partir d'un torrent (8 MW, 60 GWh par an). Depuis, la commune a développé le biogaz (actuellement 3 MW, 22 GWh par an) et les photopiles (13 MW, 13 GWh par an). Cela couvre largement les consommations des particuliers (16 GWh) et ceux d'une industrie qui emploie 800 personnes (33 GWh).

♦ **Baisse du nucléaire et du thermique.** Alors que les médias pro-nucléaires ironisent sur une soi-disant augmentation de l'usage du charbon en Allemagne pour compenser le nucléaire, la réalité est tout autre. Les statistiques officielles du Ministère allemand de l'énergie et des technologies indiquent en effet entre 2006 et 2013, une baisse importante de l'usage du charbon et du nucléaire, une légère hausse de la lignite, une baisse du gaz naturel et une très forte hausse des renouvelables. Globalement, l'Allemagne réussit donc à sortir du nucléaire (-65 TWh de 2006 à 2012) tout en diminuant le recours aux énergies fossiles (globalement -85 TWh de 2006 à 2012). Ce résultat est rendu possible par une stabilisation de la consommation globale d'électricité (le maximum de consommation a été atteint en 2008 et est redescendu maintenant au niveau de 2003) et par le développement des renouvelables : éolien (45 TWh), biomasse (36 TWh) et solaire (28,5 TWh) soit un total renouvelables, fin 2012, de 109,5 TWh, soit 20% de la production totale (554,5 TWh dont 20 TWh pour l'exportation).

Gaz de schiste

♦ **États-Unis : Inondations de puits.** Le 12 septembre 2013, le Colorado a connu des inondations très importantes, faisant plus de 500 disparus. Cet Etat abrite 20 000 puits de « fracking » (fracturation hydraulique), de pétrole et de gaz de schiste, dont une partie a été noyée, laissant le gaz s'échapper dans l'air. Des hangars contenant des produits chimiques ont été dévastés, se répandant dans les sols et les eaux en crue.

♦ **Seine-et-Marne : occupation d'une plateforme pétrolière.** Le 21 septembre 2013, à 7 h du matin, quatre personnes ont escaladé la plate-forme pétrolière de la Petite-Brosse à Jouarre pour y installer des banderoles dénonçant le double discours du gouvernement : interdiction de chercher les gaz de schiste, mais autorisation de chercher les hydrocarbures non conventionnels ! Les militants ont été délogés dès 11 h du matin par la gendarmerie.

♦ **Grande-Bretagne : reprise des explorations.** Après deux ans d'arrêt suite à des problèmes de mini-séismes provoqués par les explosions, les explorations ont repris le 1^{er} août 2013 dans le sud de l'Angleterre à Balcome. Des manifestants ont réussi à retarder le chantier d'une semaine et une trentaine d'entre eux ont été arrêtés.



Action le 21 septembre 2013 à Jouarre (Seine-et-Marne)

♦ **Espagne : autorisation des explorations.**

Le parlement espagnol a voté fin juillet 2013, une loi autorisant l'exploration des gaz de schiste dans le pays "dans le respect des normes environnementales européennes".

♦ **Un gaz "écologique" ?** Arnaud Montebourg a plaidé, le 9 juillet 2013, pour l'exploitation par une compagnie publique des gaz de schistes dès qu'une technologie propre serait au point, ce qui, selon lui, ne saurait tarder. Si un gaz "écologique" pouvait ainsi être exploité, cela faciliterait selon Montebourg, la transition énergétique vers l'après-nucléaire. Le nouveau ministre de l'Environnement, Philippe Martin lui a répondu immédiatement qu'un tel gaz ne peut pas être écologiste : ses émissions de CO₂ lors de son extraction et lors de sa combustion n'en font pas une solution réaliste pour l'avenir.

♦ **D'autres gaz exploités ?**

Si la mobilisation locale a réussi pour le moment à bloquer les projets d'exploration des gaz de schiste, les pétroliers rivalisent de subtilités pour explorer dans d'autres directions : huiles de schiste, gaz de charbon (ou gaz de couche, ou gaz de houille)... justifiant ainsi qu'ils peuvent continuer à explorer tout en respectant la loi. Il va de soi qu'en cherchant l'un, on peut découvrir l'autre...

» Europe

C'est le nucléaire qui touche le plus de subventions

Selon un rapport interne de l'Union européenne, rendu public par des indiscretions le 24 juillet 2013, en 2011, le nucléaire a reçu des différents Etats membres pour 35 milliards d'aides, contre 30 milliards pour les énergies renouvelables, 26 milliards pour les énergies fossiles et 15 milliards pour les mesures d'économie d'énergie.

Début des fermes hydroliennes



Une hydrolienne fonctionne comme une éolienne mais sous l'eau, actionnée par les courants marins. Le gouvernement français a annoncé, en juin 2013, qu'il allait lancer un appel d'offres pour construire des parcs d'hydroliennes d'ici 3 ans. EDF a annoncé la mise en place d'une hydrolienne expérimentale au large des Côtes d'Armor en 2015. GDF Suez teste actuellement en Ecosse une machine conçue en Allemagne et espère installer des parcs hydroliens au large du Cotentin (Manche) dès 2016. Pour le moment, les performances énergétiques ne sont pas encore connues.

Le Japon n'a plus d'électricité nucléaire

- ♦ **4 septembre**, TEPCO annonce que le nombre de surveillants pour les cuves de stockage de l'eau contaminée passe de 9 à 96.
- ♦ **5 septembre**, une grue installée au-dessus du réacteur n°3 s'effondre lors du passage d'une tornade.
- ♦ **7 septembre**, le Comité d'organisation des Jeux Olympiques choisit Tokyo pour les jeux de 2020.
- ♦ **9 septembre**, le nombre officiel de morts par stress liées à l'accident de Fukushima atteint 1539, fin août 2013.
- ♦ **9 septembre**, TEPCO annonce un plan de remplacement de 300 cuves d'ici octobre.
- ♦ **10 septembre**, les médias crient au scandale après le discours du premier ministre, Shinzo Abé, devant le Comité international olympique : *"A propos de l'accident de Fukushima, laissez-moi vous rassurer : la situation est sous contrôle. Il n'y a jamais eu et il n'y aura jamais aucun dégât à Tokyo. Aucun problème de santé n'a été enregistré jusqu'à présent et il n'y en aura pas à l'avenir (...). L'eau contaminée est parfaitement confinée dans la baie artificielle de la centrale"*.
- ♦ **11 septembre**, les hôpitaux de la région de Fukushima se plaignent du manque de personnel : ils doivent faire face à un important renouvellement du fait des démissions rapides. Les médecins savent mesurer la radioactivité.
- ♦ **12 septembre**, début du procès contre des responsables du camp antinucléaire installé depuis le 11 septembre 2011 devant le ministère de l'économie. Ils sont accusés d'occupation illégale de l'espace public. L'Etat réclame 167 € par jour d'occupation. Les antinucléaires ont répondu que TEPCO occupe lui aussi la place avec son air contaminé depuis 30 mois.
- ♦ **14 septembre**, près de 10 000 personnes manifestent à Tokyo pour demander que les réacteurs, tous à l'arrêt à partir du 15 septembre, le restent.
- ♦ **16 septembre**, le typhon Man-yi passe sur la centrale de Fukushima. Le site est submergé par les pluies violentes : selon TEPCO, 1170

tonnes d'eau ont coulé en mer et cela correspond à 8,85 millions de becquerels.

- ♦ **17 septembre**, le gouvernement de droite se rend à l'évidence. Le ministre du commerce et de l'industrie annonce que *"Nous aimerions envisager les moyens de réduire notre dépendance à l'énergie nucléaire"*.
- ♦ **19 septembre**, séisme de magnitude 5,8 et épïcêtre à 50 km des réacteurs accidentés.
- ♦ **21 septembre**, le Ministre de la santé annonce que les problèmes de santé sont en hausse au sein des travailleurs du site nucléaire de Fukushima. 284 d'entre eux, sur 6700 contrôlés en 2012, présentent des taux anormaux de globules blancs dans le sang.
- ♦ **21 septembre**, TEPCO annonce avoir déjà dépensé plus de 70 milliards d'euros pour l'accident.
- ♦ **24 septembre**, TEPCO reçoit une nouvelle aide de 5,4 milliards d'euros.
- ♦ **26 septembre**, TEPCO annonce la mise en route, avec un an de retard, de l'usine de traitement des eaux contaminées ALPS censée pouvoir retirer 62 radioéléments de l'eau. Elle tombe en panne dès le lendemain.
- ♦ **26 septembre**, TEPCO annonce que le retrait du combustible des piscines du réacteur n°4 devrait commencer mi-novembre "si tout va bien" (drôle d'expression !). Le retrait devrait ensuite prendre environ un an.
- ♦ **29 septembre**, le gouvernement annonce qu'il n'y aura pas de restriction d'électricité cet hiver, même si aucun réacteur nucléaire ne fonctionne. Preuve qu'il n'est pas besoin de les redémarrer.
- ♦ **30 septembre**, Junichiro Koizumi, ancien premier ministre conservateur de 2001 à 2006, prend position contre le redémarrage des réacteurs nucléaires.

Une version plus détaillée se trouve sur notre site www.revuesilence.net.



Age des centrales et avenir de nos réacteurs

Dans un article publié début juin 2013 sur *Médiapart*, Bernard Laponche rappelle qu'aux Etats-Unis, l'âge des centrales nucléaires est compté à partir du début de la construction ("le premier béton") alors qu'en France on compte, selon l'ASN, à partir de la première production électrique. Selon une étude du CEA, la différence entre le "premier béton" et le premier kWh produit est en moyenne de 8,8 ans. Ainsi aux Etats-Unis, la centrale de Fessenheim aurait déjà 45 ans, celles de Bugey entre 43 et 44 ans, celles de Dampierre, Gravelines et Tricastin, 42 ans. Dans un entretien au *Journal du Dimanche*, le 15 septembre 2013, Pierre-Franck Chevet, nouveau président de l'ASN, autorité de sûreté nucléaire, estime qu'il faut que le pays dispose d'une surcapacité de production électrique équivalente à 5 à 10 réacteurs nucléaires, car il est possible qu'un défaut générique (qui existe depuis la conception) oblige à arrêter autant de réacteurs simultanément. Sur la prolongation de vie des réacteurs, il dit qu'il faut se prononcer au cas par cas. Il y a des fissures sur une cuve à Bugey (Ain), la centrale du Blayais a été inondée en 1999... ce qui laisse penser à un arrêt plus tôt que d'autres. La prolongation de la durée de vie d'un réacteur nécessite des budgets qui peuvent être importants, et ce n'est pas forcément le choix adéquat. Enfin, il existe des parties du réacteur, en particulier la cuve, qui ne peuvent être réparées : en cas de problèmes de ce genre, c'est l'arrêt obligatoire. Il doute donc fortement de la possibilité évoquée par EDF de prolonger la durée de vie des réacteurs jusqu'à 60 ans.

La médecine nucléaire n'est pas sans risque

On peut douter sérieusement d'une médecine qui s'est mise en place à un moment où on pensait que de faibles doses de radioactivité peuvent être bénéfiques à l'organisme. Aujourd'hui, on sait que non seulement il n'en est rien, mais en plus il semble que plusieurs faibles doses peuvent être plus dangereuses qu'une seule dose d'un coup. La manipulation des sources irradiantes pose problème pour le personnel médical. Malgré toutes les précautions mises en place, l'IRSN, Institut de Radioprotection et Sûreté Nucléaire, a présenté dans un colloque médical, le 19 avril 2012, une étude montrant que les radiologues présentent 3,8 fois plus de cataractes radio-induites que la population en général.

» Aude

Camion d'uranium bloqué

Le 12 septembre 2013, une cinquantaine de militants du collectif Stop-Uranium ont bloqué un camion qui sortait du site de la Comurhex de Malvézy (Aude) pour se rendre à l'usine Comurhex de Pierrelatte (Drôme). Dénonçant l'opacité autour des transports de produits radioactifs, les militants ont résisté sans violence à l'évacuation par les gendarmes, pendant près d'une heure. L'usine de la Comurhex (Malvézy) est la plus importante usine de conversion d'uranium au monde. Elle convertit la totalité de l'uranium utilisé en France et 25 % de l'uranium mondial. On y transforme le minerai qui provient du Niger, du Canada ou du Kazakhstan, en tétrafluorure d'uranium (UF4) par divers processus physico-chimiques utilisant acide nitrique, ammoniac, acide fluorhydrique, un cocktail extrêmement toxique... Ces opérations terminées, la soupe qui en résulte va décanter dans des bassins à ciel ouvert qui laissent s'évaporer l'eau par l'action du soleil et du vent. Ce procédé produit une forte pollution tant par les airs que par le sol et l'eau. On ne compte plus les divers incidents et accidents qui s'y sont produits, déversant la radioactivité dans l'environnement (rupture de digue, inondation...). Plusieurs salariés ont été contaminés, plusieurs cas de leucémie recensés... 60 tonnes de matériaux radioactifs sortent chaque jour de l'usine et empruntent les autoroutes A9 et A7. Pendant le blocage, les militants ont pu mesurer les rayonnements émis par le camion et confirmer ainsi que ces véhicules irradient ainsi chaque jour les milliers d'usagers qui les doublent ou les croisent.



nucléaire

» La Hague

Les chiffres erronés de l'ANDRA

L'Andra a la charge de la mesure de la radioactivité dans des puits situés autour du centre de stockage des déchets, à côté de l'usine de la Hague. Sept puits de contrôle existent. La Commission locale d'information ayant constaté que les associations ne trouvent pas les mêmes niveaux de contamination en tritium que l'Andra, une étude a été commandée à l'ACRO pour chercher les causes de ces différences. Le suivi pendant un an des niveaux de radioactivité à différentes hauteurs dans les puits, montre que la radioactivité varie selon les périodes de l'année, mais surtout avec la profondeur : dans un même puits, on peut avoir des écarts selon la hauteur du prélèvement qui vont de 1 à 250 ! L'ACRO en conclut que les méthodes de contrôle de l'ANDRA ne sont pas valides. ACRO, 138, rue de l'Eglise, 14200 Hérouville Saint-Clair, tél : 02 31 94 35 34, www.acro.eu.org.

OGM contre nucléaire

François Fillon a reconnu publiquement le 27 juin 2013, que lors de la préparation du Grenelle de l'environnement, en 2007, Nicolas Sarkozy avait négocié avec les associations écologistes participantes le débat sur l'OGM en échange de l'oubli de la question nucléaire.

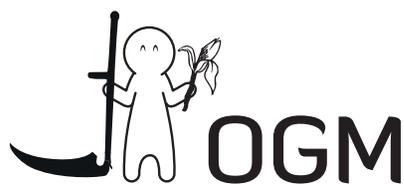


Bure : opposition lors d'un débat public le 23 mai 2013.

» Bure

Débats publics annulés et démocratie bidon

Le 18 septembre 2013, la Commission Particulière du Débat Public a annoncé officiellement l'annulation de tous les débats publics concernant le projet de centre d'enfouissement de déchets nucléaires, ne maintenant qu'une consultation par internet. Sans grand succès puisque les opposants ont constaté qu'il n'y avait que 15 contributions au total. Et de chercher qui sont ces contributeurs qui se cachent derrière des pseudos, mais certains identifiables pour des informaticiens : 7 sur 15 sont clairement liés au lobby nucléaire (SFEN, Areva, Sauvons le Climat...). Et toutes ces combines sont sous le contrôle de membres d'EELV (Jacques Archimbaud) ! La honte.



Comprendre l'étiquetage des aliments

L'association de veille citoyenne Inf'OGM a réalisé un petit guide « Des OGM dans mon assiette ? » pour aider à s'y retrouver dans l'étiquetage des aliments. Actuellement seuls les végétaux issus de la transgénèse doivent être étiquetés « OGM ». Mais pas les végétaux OGM issus de la mutagenèse, ni les aliments à base d'animaux nourris aux OGM, et aucune visibilité n'est imposée dans la restauration collective, des cantines aux restaurants. Ce guide simple aide à y voir plus clair. Il existe en version papier ou numérique. Inf'OGM, 2b rue Jules-Ferry, 93100 Montreuil, www.infogm.org.

Europe : Monsanto se retire... très partiellement

C'est une nouvelle au goût de victoire qui est tombée le 17 juillet 2013 pour les opposant-e-s aux OGM. Monsanto a pris acte des résistances aux OGM dans l'Union Européenne et annonçait le retrait dans les mois qui suivent de presque toutes ses demandes de brevets sur le territoire européen : cinq maïs, un soja et une betterave à sucre. Cette nouvelle fait suite notamment à l'arrêt du développement des OGM en Europe par BASF pour les mêmes raisons. Cependant, une demande de renouvellement d'autorisation d'exploitation n'a pas été retirée, et pour cause : c'est celle du maïs Mon 810, qui représente la quasi-totalité des surfaces OGM actuellement cultivées – à des fins commerciales - en Europe (à 95% en Espagne et au Portugal). Pas de nouvelle variété, donc, mais le maintien de l'existant, avec un bel effet d'annonce à la clé pour la firme. Cette dernière va concentrer ses efforts européens sur ce qui lui rapporte vraiment : le développement des semences non-OGM et l'importation en Europe depuis outre-atlantique de semences génétiquement modifiées. Notamment le soja transgénétique, essentiellement importé pour l'alimentation des animaux d'élevage, OGM qui se retrouve donc indirectement et sans étiquetage dans notre alimentation. Enfin, la plupart des articles de la presse font tout bonnement l'impasse sur la culture de plus en plus massive en France de tournesols et colzas OGM issus de la mutagenèse (voir *Silence* n°412, p34). Les importations et la mutagenèse figurent donc dans le haut de la liste des priorités des opposants à la vie génétiquement modifiée.

Bataille autour du moratoire sur le Mon 810

Qui aura le dernier mot dans les luttes d'influences entre lobbyistes de l'agro-industrie et pouvoir politique ? Monsanto s'est mobilisé pour faire tomber le moratoire mis en place par la France contre la production de ce maïs OGM, suite à quoi le Conseil d'Etat a rendu un avis le 1er août 2013 estimant ce moratoire infondé. En opposition aux ministères de l'agriculture et de l'environnement, qui répliquent en s'engageant à le maintenir et à ce qu'une décision soit prise en ce sens avant les semis de 2014. A suivre de très près.



femmes, hommes, etc.

» Salaires

Plus gros est le salaire, plus gros est l'écart

En moyenne, un homme reste, en France, rémunéré à 2263 € soit 37% (ou 31% si on tient compte des temps partiels) de plus qu'une femme : 1817 euros (ou à l'inverse, une femme gagne 27% de moins en général, 24% rapporté à l'heure pour les temps partiels). Une étude de l'Observatoire des inégalités, publiée en juin 2013, montre que cet écart augmente avec le niveau du salaire : alors que chez les 10% les moins rémunérés, les femmes gagnent en moyenne 92% du salaire des hommes, chez les 1% les plus riches, elles n'en gagnent plus que 64%.

Les immigrés sont en majorité des femmes

Alors que, depuis un siècle, les hommes ont toujours été majoritaires dans les populations immigrées, ce n'est plus vrai pour la première fois depuis maintenant cinq ans. Cette inversion de tendance s'observe principalement pour les immigrés provenant du reste de l'Union européenne (65% de femmes dont près de 40% viennent seules), de l'Afrique centrale (58% de femmes dont plus de 50% viennent seules), de l'Asie (54% de femmes dont 45% viennent seules). D'Algérie ou du Portugal viennent autant d'hommes que de femmes, alors que l'immigration reste majoritairement masculine pour des pays comme le Maroc, la Tunisie ou la Turquie. (INED Infos, juillet 2013)



L'ONG Médecins sans frontières apporte des soins à une femme et à son enfant migrants, rescapés de la traversée de la Méditerranée en bateau depuis la Libye, sur l'île italienne de Lampedusa.

Quand la culture ne veut pas voir où ça fait mal

Le magazine culturel gratuit *Zibeline*, distribué en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, a mis en place un label "pas de femmes" pour les activités culturelles où apparaissent moins de 20% de femmes dans l'équipe créatrice. Cela leur a valu de vives réactions de la part des compagnies. Pourtant comme le rappelle la revue, il y a aujourd'hui huit fois plus de metteurs en scène que de metteuses en scène, huit fois plus de musiciens que de musiciennes... Le milieu culturel reste un des milieux les plus inégalitaires. *Zibeline*, 76, avenue de la Panouse, n°11, 13009 Marseille, tél : 06 23 00 65 42, www.journalzibeline.fr/assez-du-feminisme.



Peu de femmes maires

Selon un relevé fait par *Osez le féminisme*, seuls les départements voisins de l'Yonne (20,9%) et de la Nièvre (20,4%) comptent plus de 20% de maires femmes. Les dix départements les plus machos sont : Bouches-du-Rhône (6,8%), Moselle (7,1%), Haut-Rhin (7,7%), Bas-Rhin (8%), Pyrénées-Atlantiques (8,1%), Val-de-Marne (8,5%), Pas-de-Calais (9,2%), Alpes-Maritimes (9,6%), Tarn-et-Garonne (9,7%), Tarn (9,9%)... La moyenne nationale est de 13,8%. Les lois sur l'égalité dans les listes ne suffisent donc pas !

Notre mobilité avant leurs famines

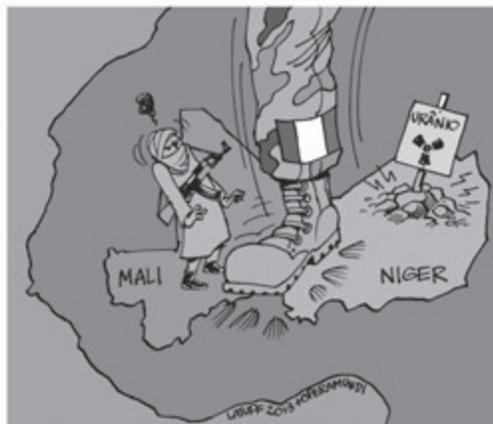
Toutes les dix heures, une surface équivalente à celle de Paris est confisquée pour les agrocarburants. Alors qu'un milliard de personnes ne mange pas à sa faim, on préfère alimenter un milliard de voitures. Le pire est que ces agrocarburants sont subventionnés par l'Union européenne. Malgré les campagnes de sensibilisation comme celle d'Oxfam, les ministres de l'énergie ont annoncé le 3 décembre 2012 la poursuite du soutien aux agrocarburants... au moins jusqu'en 2020. Pour le moment, la seule avancée positive au niveau européen est l'abandon de quotas pour l'incorporation d'agrocarburants dans le secteur des transports.

L'Union européenne subventionne également un programme de recherche pour mettre au point un agrocarburant pour les avions. En France, le gouvernement Ayrault a même prolongé de trois ans la défiscalisation massive pour les producteurs d'agrocarburants malgré un rapport de la Cour des comptes qui y dénonce une niche fiscale. Nos politiques sont en train de choisir le pire pour faire face à la hausse des prix du pétrole.

» Mali

La France toujours sur place

Officiellement, le 18 juillet 2013, l'intervention française au Mali, l'opération Serval, lancée le 11 janvier 2013, était terminée. Et d'annoncer le rapatriement progressif des troupes d'ici la fin de l'année. Le 19 septembre, en déplacement au Mali, François Hollande a déclaré "nous avons gagné la guerre". De 4800 soldats au plus fort de l'action, on est bien descendu un peu, mais fin septembre 2013, il restait encore 3200 hommes déployés dans le pays et les accrochages étaient toujours nombreux dans le nord du pays.



nord/sud

» Bangladesh

Révolte des ouvriers du textile

A partir du 21 septembre 2013, des centaines de milliers d'ouvriers du textile se sont mis en grève pour demander une hausse de salaire. Leur salaire mensuel actuel est de 3000 taka soit... 28 € ! Les grévistes demandent une multiplication par 2,5... soit 70 €. Les commanditaires, qui sont principalement Walmart (Etats-Unis), Carrefour (France) et H&M (Suède), estiment qu'ils ne peuvent accepter une hausse de plus de 20%. Ces usines se sont implantées relativement récemment au Bangladesh : auparavant elles étaient en Chine, puis au Viet-Nam. A chaque fois que les ouvriers demandent des hausses de salaire, les usines se déplacent vers un pays où la main-d'œuvre est moins chère. Le risque d'une forte hausse de salaire est donc de voir les multinationales aller voir ailleurs. Jusqu'à quand ? Multiplier le salaire par 2,5 comme le demandent les grévistes n'augmenterait les coûts d'un vêtement que de quelques centimes. Insupportable ?



» Nîmes

Projet pharaonique

Le maire de Nîmes veut relancer le tourisme et l'emploi local en créant la « Frenchvallée » (sic), un gigantesque complexe touristique de 700 hectares qui comprendrait une reconstitution des grands sites français, trente casinos et plus de 50 000 chambres d'hôtel, pour un budget estimé à 16 milliards d'euros. But : accueillir 30 millions de touristes chaque année. "Il faut voir grand, quitte à être excessif !", s'est esclaffé Jean-Louis Calini, vice-président de la communauté de communes de Nîmes. (Source : *Midi Libre*, 24 mai 2013)

» Isère

Hors du temps

A l'initiative d'un couple impliqué depuis longtemps dans la lutte contre la misère, l'association *Hors du temps* permet l'accueil de personnes "exclues" en recherche d'un "havre de paix" (jusqu'à 4 à la fois). L'association a choisi de fonctionner sans financement public. Chaque accueilli dispose d'une unité de vie indépendante et d'espaces collectifs (cuisine, repas, activités, détente). Ecoute, acceptation des différences et des limites de chacun, encouragement au potentiel de chacun, partage des tâches et des obligations quotidiennes, élaboration de la vie collective. L'accueil peut durer de quelques semaines à quelques mois. *Hors du temps*, 24, rue de la Fusilière, 38160 Saint-Marcellin, tél : 04 76 38 94 43 ou 09 52 92 03 38, asso. horsdutemps@gmail.com.

Mumia Abu-Jamal doit sortir de prison



Mumia Abu-Jamal a été arrêté le 9 décembre 1981 après la mort d'un policier, puis condamné à mort en juillet 1982. Journaliste proche du Black Panther Party, il a toujours nié avoir tiré sur le policier. Au fil des ans, de nombreuses failles ont été mises en évidence sur la procédure qui a conduit à sa condamnation. Depuis 2001, la peine de mort a été transformée en condamnation à vie, suite à des erreurs de procédure

démonstrées par la défense... mais la révision du procès n'a jamais été obtenue. Amnesty International, sans se prononcer sur sa culpabilité, estime qu'il n'a pas pu se défendre normalement. Depuis le 7 décembre 2011, la condamnation à la détention à vie est définitive : les recours pour sa libération et ceux pour le maintien de la peine de mort ont été rejetés par la cour Suprême des Etats-Unis. Soit 30 ans de procédures... et d'emprisonnement. Amnesty international et les comités de soutien existants dans de nombreux pays, demandent maintenant sa libération : Mumia Abu-Jamal est maintenant l'un des plus anciens prisonniers du pays. Il aura 60 ans le 24 avril prochain.

Lui écrire (en anglais) : Mr Mumia Abu-Jamal, #AM 8335 SCI Mahanoy, 301, Morea Road, Frackville, PA 17932, Etats-Unis.

Pour en savoir plus : *Collectif de soutien à Mumia Abu-Jamal*, 43, boulevard de Magenta, 75010 Paris, tél : 01 53 38 99 99, www.mumiabu-jamal.com.

Si les migrants pouvaient choisir...

Si les migrants pouvaient choisir, s'ils n'étaient pas poussés par la survie économique, les violences politiques et les inégalités mondiales, il y a fort à parier que peu d'Africains se retrouveraient en France, étant donné le racisme auquel ils doivent faire face pour pouvoir toucher le sol français. Bousso Dramé est une jeune sénégalaise brillante, récipiendaire de plusieurs bourses d'excellence et diplômée de plusieurs grandes écoles occidentales. Lauréate du Concours National d'Orthographe dans le cadre de la francophonie, elle se voit offrir

une formation en France sur le thème de "La France, patrie des droits de l'homme". Elle rencontre un racisme si choquant et si généralisé dans le consulat chargé de lui délivrer le visa, qu'elle écrit en juin 2013 une lettre ouverte où elle annonce renoncer à son visa et à son voyage. "Renoncer pour le symbole. Renoncer au nom de tous ces milliers de Sénégalais qui méritent le respect". Pour une personne qui peut se permettre de ne pas émigrer car elle a le choix, des millions serrent les dents sous les humiliations pour pouvoir simplement survivre.



» Puçage

Affronter les contrôles en groupe

Depuis 2010, le puçage électronique des moutons est obligatoire sous peine de sanctions financières, et en 2013 cette pratique devra se généraliser. Des collectifs d'éleveurs et de personnes concernées se sont constitués pour résister à cette industrialisation de l'élevage, autour notamment de la déclaration de Montferrier qui regroupe 40 éleveurs/euses de 10 départements. Au printemps 2013, trois contrôles ont été affrontés en groupe. Dans le Tarn ils étaient 80, en Ariège 70 à être présents lors de contrôles les 16, 24 puis 29 mai 2013. Parfois avec des caméras pour filmer. Dans deux cas les éleveurs ont été signalés pour non-puçage, dans un troisième, les contrôleuses ont feint de ne voir aucune anomalie. Les éleveurs n'ont pas signé les feuilles de rapport lorsqu'ils étaient en désaccord, et ont parfois lu une déclaration expliquant leur refus. Des dizaines de lettres ont été envoyées également aux services vétérinaires par des soutiens. *Faut pas pucer (mémé dans les ordis)*, *Le Batz*, 81140 Saint-Michel-de-Vax, fautpaspuccer@laposte.net.



» Somme

800 manifestants contre 1000 vaches

Environ 800 personnes ont manifesté le 28 septembre 2013 près d'Abbeville contre un projet de ferme industrielle qui prévoit d'atteindre jusqu'à 1000 vaches allaitantes. Les organisateurs (Novissen, Confédération paysanne, Agir pour l'environnement...) demandent au préfet de favoriser l'implantation de petites fermes, afin de s'assurer au mieux de l'état sanitaire du troupeau et des règles de protection de l'environnement. Novissen, chez Bérangère Gamain, 225, rue de Brutelette, 80132 Drucaat, www.novissen.com.





Albert Jacquard : éloge de la différence

Albert Jacquard est décédé le 11 septembre 2013 à l'âge de 87 ans. Beaucoup se souviendront de ses engagements dans les années 2000, en faveur des plus démunis (associations Droit au logement ou Droits devant !!), contre le nucléaire, civil ou militaire, pour la Palestine, pour l'espéranto, contre le rallye Paris-Dakar. Beaucoup auront lu l'un de ses (nombreux) ouvrages, sur divers problèmes de société (par exemple contre le libéralisme ou les prisons, ou divers livres de vulgarisation autour de questions scientifiques telles que la surpopulation ou la génétique).

Jacquard était généticien des populations, et a écrit quelques ouvrages scientifiques sur la question. Mais il est à craindre que l'on ait tendance à oublier son apport le plus original, à savoir ses réflexions sur les impacts sociaux (et idéologiques !) de la biologie et notamment de la génétique. Sa réflexion est développée dans *Eloge de la différence. La génétique et les hommes* (1978), puis *Au péril de la science ? Interrogation d'un généticien* (1982) et enfin *L'héritage de la liberté. De l'animalité à l'humanité* (1986), tous parus aux éditions du Seuil, collection « science ouverte ». Dans ces ouvrages, l'auteur expliquait le fonctionnement de la génétique, et s'opposait aux théories eugénistes, aux « partisans » de l'hérédité de l'intelligence (Grece et Club de l'Horloge), aux « défenseurs » de l'inégalité des races ainsi qu'aux sociobiologistes. Ces conflits étant encore d'actualité, les livres d'Albert Jacquard nous demeurent précieux.

Jean-Marc Luquet



» Allemagne

Chancelière cherche partenaires...

Lors des législatives du dimanche 22 septembre, l'Union chrétienne-démocrate et sa branche bavaroise, l'Union chrétienne-sociale, ont remporté un succès éclatant, mais insuffisant pour gouverner à leur guise. Avec 41,5% des suffrages, la formation d'Angela Merkel a manqué de peu la majorité absolue ; son allié, le Parti libéral-démocrate, n'a pas atteint le quorum de 5% requis pour avoir des députés au Bundestag, perdant 9,8 % de son électorat. Alors, une grande coalition, comme en 2005, avec les sociaux-démocrates ou un deal avec les Grünen (8,4%) ? Ces deux partis ne débordent pas d'allégresse à l'idée de servir d'appoint à la femme la plus puissante en Europe, laquelle a tout de même engagé le pays, au printemps 2011, vers un abandon du nucléaire d'ici fin 2021. Que de nombreux commentateurs n'écartent nullement un cabinet droite-vert en dit long sur les reniements des « écologistes » quant à leurs principes fondateurs ! La baisse de 2,3% résulte notamment des embrouillaminis autour des hausses d'impôt, mais également des révélations sur d'anciennes positions à propos de la dépénalisation des relations sexuelles entre adultes et mineur(-e)s « consentant(-e)s ».

Le SPD et les Verts écartent un triumvirat avec la Gauche, troisième force politique (8,6%), bien qu'ils détiennent ensemble 319 sièges sur 630. Les réformistes sont n'apprécient nullement la « radicalité » de certaines revendications formulées par die Linke, comme par exemple la sortie de l'OTAN. Les alternatifs des débuts réclamaient la dissolution des blocs militaires... **René Hamm**

» Grèce

L'extrême-droite est allé trop loin

Le 18 septembre 2013, le musicien antiraciste Pavlos Fryssas, a été assassiné par un militant du parti néo-nazi Aube Dorée. L'enquête a permis de découvrir que les dirigeants du parti étaient au courant de la préparation de cet assassinat. Le 29 septembre 2013, le dirigeant du parti Nikos Michaloliakos et quatre députés d'Aube Dorée ont été mis en garde à vue. Le 1er octobre, ils ont été inculpés pour "participation à organisation criminelle". Alors que de nombreux autres crimes ont été perpétrés dans le pays, notamment contre des immigrés, c'est la première fois que l'enquête de police permet de remonter jusqu'à la tête du parti d'extrême-droite. Les langues se sont déliées suite à ces arrestations : d'anciens d'Aube Dorée ont expliqué comment ils avaient été formés militairement, notamment pour faire des groupes d'intervention chargés de poursuivre les immigrés.

Supermarchés et super amendes

Une association de Vitrolles "En toute franchise" (Bouches-du-Rhône) animée par des petits commerçants, a compilé toutes les amendes des supermarchés liées à des extensions illégales entre 2000 et 2008, amendes qui n'ont pas été payées et pour lesquelles les grandes enseignes se battent pour être amnistiées suite à la loi de "modernisation de l'économie" adoptée en 2008 qui a fait sauter les limites de tailles pour les grands magasins. Selon cette association, l'ensemble des amendes se monte à 418 milliards d'euros... ce qui pourrait permettre de combler une part importante du déficit de l'Etat et qui permettrait de remettre les prix pratiqués par les supermarchés à un niveau plus proche de la réalité. (source : *Le Ravi*, mars 2013)

» Sans papiers

Villes de sanctuaire

En 2007, le conseil municipal de Sheffield, en Grande-Bretagne, a voté une motion, avec le soutien de 70 associations qui militaient pour cela depuis deux ans, déclarant la ville "City of Sanctuary", c'est-à-dire une ville où les sans-papiers sont accueillis par les services de la municipalité. Cette décision a été le début d'un mouvement visant à montrer qu'accueillir des immigrés est une chance et que cela peut se faire avec empathie et compréhension.

Depuis une vingtaine d'autres villes ont adhéré au même principe en Grande-Bretagne : Bradford, Bristol, Coventry, Leicester, London, Norwich, Nottingham, Oxford, Sheffield, Swansea... et des collectifs militent pour cela dans une quinzaine d'autres villes.



Le mouvement est devenu international : une trentaine de villes aux Etats-Unis ont rejoint le mouvement (Détrroit, Houston, New-York, Los Angeles, Portland, San Francisco, Washington...) et Toronto est devenu, début 2013, la première ville du Canada à rejoindre le mouvement.

La procédure à mettre en place pour obtenir l'engagement de votre ville se trouve (en anglais) sur le site : www.cityofsanctuary.org.



» CHRONIQUE : Le nucléaire, ça boum !

Un traité d'interdiction ?

Un grand débat se prépare à l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies (ONU) pour décembre 2013. Pour relancer une dynamique de désarmement nucléaire, un *Open-ended Working Group* (groupe de travail de l'ONU créé en 2012) veut contourner le Traité de non-prolifération, qui serait dans l'impasse. Une petite révolution !

En 2012, le constat des Etats opposés aux armes nucléaires est formel : le désarmement nucléaire est dans une impasse. Le Traité de non-prolifération (TNP) n'est qu'un forum où les Etats-Unis et la France ne veulent parler que de non-prolifération et plus spécifiquement de l'Iran. La Conférence du désarmement (CD), qui siège en permanence à Genève, est bloquée depuis une dizaine d'années et ne peut même pas décider d'un ordre du jour sur le désarmement nucléaire. Le projet de convention d'élimination est refusé par les Etats-Unis et la Russie.

Le 2 décembre 2012, l'assemblée générale de l'ONU a voté pour établir un *Open-Ended Working Group* : un groupe de travail ouvert à tous, sur le désarmement nucléaire. Il doit faire des propositions nouvelles d'ici fin 2013. Sous-entendu pour contourner le TNP et la CD... D'où la colère de quelques pays nucléaires car un tel groupe de travail peut prendre des décisions à la majorité, sans atteindre de consensus comme au TNP ou à la CD, ce qui permet à un seul Etat de tout bloquer. Le 2 décembre 2012, il y a 147 votes pour et 4 votes contre : les Etats-Unis, la Russie, la France et le Royaume-Uni.

Le groupe de travail a organisé en 2013 trois sessions, ouvertes aux organisations non gouvernementales (ONG). Deux Etats nucléaires, l'Inde et le Pakistan, ont participé à ses travaux. L'idée nouvelle avancée est celle d'un traité d'interdiction des armes nucléaires, à l'instar



du Traité d'interdiction des armes chimiques. Ce projet, soutenu par de très nombreux Etats et la totalité des ONG, aurait de très nombreux avantages. Il pourrait être décidé par l'ONU et entrer en vigueur même sans l'accord des Etats nucléaires. Ceux-ci deviendraient par ce fait des délinquants internationaux. La pression diplomatique serait alors beaucoup plus importante. Et, dans le cas où un Etat nucléaire déciderait d'éliminer ses armes nucléaires, il pourrait signer ce traité à condition de lancer un programme de démantèlement sous contrôle international. Un tel traité aurait aussi l'avantage d'unifier les zones exemptes d'armes nucléaires (ZEAN), qui concernent déjà plus de la moitié de la surface du globe.

Le groupe de travail a terminé ses travaux fin août 2013. En décembre, il devrait proposer à l'Assemblée générale de l'ONU de préparer un tel traité. Et les participants à ses travaux ont compris que les responsables du désarmement nucléaire sont les Etats non nucléaires ! Un retournement de pensée. Une révolution qui explique la dynamique du traité d'interdiction.

Souhaitons une décision forte de l'Assemblée générale de l'ONU en décembre prochain..

Dominique Lalanne

Physicien nucléaire retraité,
co-président de Armes nucléaires STOP.
do.lalanne@wanadoo.fr

» Suisse Conscription maintenue

Le 22 septembre 2013, les Suisses votaient sur le maintien ou non de la conscription (service militaire). 27 % ont dit oui à la proposition du Groupe pour une Suisse sans armée, GSSA, qui proposait de la remplacer par une armée de métier par une armée de volontaires. Les opposants au service militaire sont sans surprise les plus nombreux dans le canton du Jura (41,4 %), fief historique des mouvements libertaires et dans celui de Genève (42,1 %), le plus ouvert à l'international. 646 000 personnes ont voté pour cette proposition.

Pour rappel, par le processus référendaire, le GSSA avait déjà soumis aux votes à deux reprises la suppression pure et simple de l'armée, et avait obtenu 35,6 % de oui en 1989 et 22 % en 2001.

Formations à la non-violence

L'IFMAN Rhône-Loire, Institut de formation du mouvement pour une alternative non-violente, propose des formations en 2014 : Communication et non-violence (11 janvier), communication approfondissement (15 février), communication et écoute (22 mars), relations au travail, faire face aux conflits (5 avril), relations adultes-enfants, quelle autorité (17 mai), initiation à la médiation (30 septembre, 7 et 14 octobre). IFMAN, 20, rue de l'Ancienne-Gare, 69200 Vénissieux, tél : 04 72 00 04 74, www.ifman.fr.

» Suisse

Interdiction de financer les armes nucléaires

Le parlement suisse a adopté une loi, le 22 mars 2013, qui interdit le financement direct ou indirect des armes nucléaires. Ce qui est conforme au droit international. Elle reprend ainsi des lois déjà adoptées par l'Irlande et la Norvège. Mais si l'Irlande et la Norvège peuvent appliquer la loi, ces pays n'ayant pas de centrales nucléaires, on se demande comment va faire la Suisse tant la différence entre atome civil et atome militaire est impossible à faire : il faut avoir des réacteurs nucléaires pour alimenter de quoi fabriquer une bombe !

» Grande-Bretagne

Désarmement plutôt qu'austérité

Le 13 avril 2013, une marche contre les sous-marins nucléaires a réuni pour la première fois militants antinucléaires, antimilitaristes et syndicats écossais à Glasgow pour demander "Une Ecosse libre des armes nucléaires" "le désarmement plutôt que l'austérité" "39 milliards de livres par an pour l'armée, c'est autant de moins pour le service public". "700 millions de livres chaque année servent à financer les exportations d'armes, pour occuper 55 000 personnes, utilisons cet argent pour employer 55 000 personnes à des activités utiles". La marche s'est poursuivie deux jours plus tard par une opération de blocage des entrées de la base militaire de Faslane. (source : *Union pacifiste*, mai 2013)

Arrivée de la marche à Glasgow le 13 avril 2013



» Grande-Bretagne

Blocage d'usine d'armes nucléaires

Le 2 septembre 2013, à Burghfield en Grande-Bretagne, des membres de la campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires, ICAN, et d'autres militantes anglaises, françaises, argentines espagnoles, belges..., ont bloqué quatre routes d'accès à l'usine de têtes de missiles atomiques sous-marins anglais pendant quatorze heures. Certains se sont enchaînés les uns aux autres avec des tubes, retardant la libération des voies d'accès. Il y a eu vingt et une arrestations.



LYON : MARELLE DES JEUNES CITOYENS DU MONDE

Rencontres destinées aux personnes travaillant avec des enfants de 7-13 ans, découverte de jeux et animations didactiques pour mieux comprendre le monde, les peuples, les cultures et devenir « citoyens du monde ». 6 novembre : les droits de l'enfant ; 4 décembre : jeux et jouets pour tous ; 15 janvier 2014 : paix, respect et tolérance ; 5 février : migrations ; 19 mars : eau dans le monde ; 2 avril : banane équitable ; 14 mai : citoyen pour le développement durable. De 15h30 à 17h30.

Maison des solidarités locales et internationales, 62, rue Chaponnay, Lyon 3°. Réservation : tel : 04 72 73 79 43.

agri-bio

VAR : PERMACULTURE ET SYSTÈMES RÉGÉNÉRATIFS

8 au 18 novembre, à Ramatuelle, formation avec plusieurs modules : bases de botanique, détermination des plantes, balade botanique, plantes sauvages comestibles, présentation de la permaculture et des systèmes de culture régénératifs, potager en buttes, etc.

Association Les Mains Sages - Permaculture - Maison des Associations, 06130, Grasse, asso@mains-sages.org

décroissance, transition

HAUTES-ALPES : CHANGEMENT DE CAP ET TRAVAIL SUR LE PROJET DE VIE

2 et 3 novembre ou 9 et 10 novembre à Courres (limite 05, 26 et 04).

Association Lesa, Sens et autonomie, tél : 04 92 49 65 93, <http://sensetautonomie.wordpress.com>.

AUDE : SAVON À FROID

3 novembre, la fabrication de A à Z, animé par Sophie Villanueva.

L'Ortie, Lasserre du Moulin, 11260 Saint-Jean-Paracol. Tél : 04 68 20 36 09, lortie@wanadoo.fr, <http://ortie.asso.fr/>

DRÔME : UN CHANGEMENT HUMAIN POUR UN CHANGEMENT DE SOCIÉTÉ

5 au 10 novembre, au centre agroécologique des Amanins, en partenariat avec le mouvement Colibris, avec différents intervenants autour de Pierre Rabhi. Partage, réflexion collective, coopération, ateliers, activités...

Les Amanins, 26400 La Roche-sur-Grâne, tél : 04 75 43 75 05, www.lesamanins.com

CAEN EN TRANSITION :

RENCONTRE MENSUELLE

jeudi 14 novembre de 18h à 20h, à la Maison des Solidarités, 51, quai de Juillet, Caen en transition, tél : 06 62 57 23 37, <http://fr.wiser.org/group/caenentransition>.

PYRÉNÉES-ORIENTALES :

LANCER UNE INITIATIVE DE TRANSITION

23-24 novembre. Stage de formation organisé par des formateurs du réseau Transition France.

Transition en Pays catalan, Hélène Geniez, 42, avenue du Verger, 66170 Millas, info@transition.cat.

Echange publicitaire

Les Journées de l'Arbre, de la Plante et du Fruit
27^e édition
GRENADINES
HUILES COMESTIBLES
23-24 nov. 2013
St Jean du Gard
CONTACT : 04 66 85 32 18 www.dimanchesverts.org

● VENDREDI 22 NOVEMBRE ●
DÉBAT ET RÉFLEXIONS - 10h à 17h
- Aliments : la grenade, une filière à construire -
Entrée libre - Salle du Mt Brion - Inscription souhaitée
PROJECTION - 20h30
rendez-vous devant l'Espace Paulhan, à 20h
- La voix du vent, Semences de Transition -
Un documentaire de Carlos Pons d'après un voyage avec Jean-Luc Doneyrolles sur les alternatives rurales dans l'Espagne d'aujourd'hui.
Présentation de Jean-Luc et d'acteurs du film

● SAM. 23 - DIM. 24 NOVEMBRE 9h30 à 18h ●
COLLECTIONS VARIÉTALES, EXPOSITIONS, ATELIERS / CONFÉRENCES, DÉMONSTRATIONS, PROJECTIONS, DÉGUSTATIONS
Sur les thèmes de la diversité variétale, la sauvegarde des variétés anciennes et locales, les techniques culturales, la multiplication, la libre circulation des semences, la transformation et la gastronomie.

PLUS DE 150 EXPOSANTS LES SAMEDI ET DIMANCHE
Pépiniéristes spécialisés, producteurs, transformateurs, artisans, artistes, pôle associatif sur l'environnement et l'agriculture paysanne, librairie spécialisée, pôle restauration, animations enfants

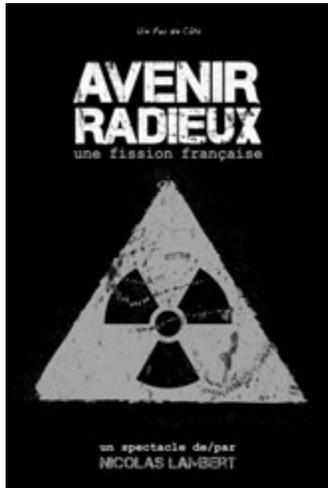
CONTACT : association Dimanches Verts 04 66 85 32 18
dimanches.verts@wanadoo.fr / www.dimanchesverts.org

énergies

GENÈVE : SIXIÈME ANNÉE POUR L'INDÉPENDANCE DE L'OMS

tous les jours depuis le 26 avril 2007, vigile devant le siège de l'OMS pour demander l'abrogation de l'accord de 1959 qui l'oblige à soumettre ses informations à l'AIEA, Agence internationale de l'énergie atomique.

Pour participer : Paul Roulland, tél : 02 40 87 60 47, www.independentwho.org.



RHÔNE : AVENIR RADIEUX, UNE FISSION FRANÇAISE

22 novembre à 20h30 au Théâtre Jean-Marais de Saint-Fons, pièce de et avec Nicolas Lambert, la fable de l'indépendance énergétique, le mépris de la démocratie, la propagande d'EDF et d'Areva... le tout avec humour.

Théâtre Jean-Marais, 59, rue Camot, 69190 Saint-Fons, tél : 04 78 67 68 29, www.theatre-jean-marais.com

environnement

NOTRE-DAME-DES-LANDES :

OCCUPATION DE TERRES CONTRE L'AÉROPORT maisons à occuper, camping et cabanes sur place. Rejoignez les 300 personnes qui occupent les lieux en permanence.

Contact : reclaimthefeld@riseup.net. Informations : www.reclaimthefelds.org ou <http://zad.nadir.org>.

DEUX-SÈVRES :

FESTIVAL DU FILM ORNITHOLOGIQUE

29 octobre au 3 novembre, à Ménégoute, 26 films en compétition, animation jeunesse, balade littéraire, salon des artistes...

Association Mainate, 16 bis, rue de Saint-Maixent, 79340 Ménégoute, www.menegoute-festival.org

RHÔNE :

DÉVELOPPEMENT DES ÉCO-ÉVÈNEMENTS

6 novembre. Le collectif Rhône-Alpes Festivals organise une rencontre sur la collaboration durable entre acteurs et collectivités pour des événements écoresponsables. Quels outils pour s'améliorer ? Retours d'expériences. Comment dépasser le purément environnemental ? Quels liens entre acteurs et collectivités ? A 14h30 sur réservation.

Espace Double-Mixte, 19, avenue Gaston Berger, Villeurbanne. Contact : www.joumees-achat-responsable.fr/visiter.html.

femmes, hommes, etc.

MARSEILLE : AU BAZAR DU GENRE, FÉMININ ET MASCULIN EN MÉDITERRANÉE

jusqu'au 6 janvier 2014, au Mucem, installations contemporaines autour de 5 thématiques : "mon ventre m'appartient", "les chemins de l'égalité", "LGBT, vivre sa différence", "Mon prince viendra", "Chacun son genre".

Mucem, 1, esplanade du J4, 13002 Marseille, tél : 04 84 35 13 13, www.mucem.org.

PARIS : CINEFAFFLE

30 octobre-3 novembre. Festival international du film lesbien et féministe.

Espace EFCB, 23/25 rue Emile Zola, Montreuil, M^o Robespierre.

RHÔNE-ALPES : BRISONS LE SILENCE

5 novembre au 4 décembre, festival culturel contre les violences conjugales. Pendant tout le mois, à la bibliothèque municipale Jean-Macé (2, rue Domer, Lyon 7e), exposition "Vous ne pouvez pas rester comme ça, madame..." de Pierre-Yves Ginet. Lundi 25 novembre, à 20h30, théâtre *Les Êtres humaines* à la Salle Rameau (29, rue de la Martinière, Lyon 1^{er}).

Mercredi 27 novembre à 19h, rencontre littéraire avec l'auteur de « Je jette ma baignoire à la mer. Violences conjugales, des mots sur les maux... » à la MJC Louis-Aragon (place Gaillard-Romanet à Bron).

Jeudi 28 novembre à 20h30, film *Avant que de tout perdre* de Xavier Legrand, au cinéma Les Alizés, 214, avenue Franklin-Roosevelt à Bron. Vendredi 29 novembre, de 19h à 22h animation L'Égalité en Jeux à la Maison des Jeux (48, quai de France, à Grenoble). Présences et animations sur les marchés, dans les bars, etc.

FilActions, 6, rue des Fantassques, 69001 Lyon, tél : 04 78 30 63 50, www.filactions.org.

Fêtes, foires, salons

PARIS : MARJOLAINE

9 au 17 novembre, au parc floral de Paris, avec un thème par jour pour les conférences et les films. Samedi 9 : les femmes et la planète. Dimanche 10 : environnement et droits humains. Lundi 11 : la transition vers un monde plus responsable. Mardi 12 : biodiversité, océans, forêts, faune, flore. Mercredi 13 : les dessous du capitalisme vert. Jeudi 14 : épineuses questions d'énergies. Vendredi 15 : un monde en mutation. Samedi 16 : Terre et souveraineté alimentaire. Dimanche 17 : un monde en quête d'humanité.

Programme complet sur www.salon-marjolaine.com

VAUCLUSE : 6^e FÊTE DE LA BIODIVERSITÉ

15 au 17 novembre à Le Thor. Extraits du programme : Vendredi à 20h30, visite guidée de l'exposition des huiles puis

conférence de Marc Dufumier "quelles agricultures pour nourrir correctement et durablement l'humanité". Samedi, à 14h : "Pour une politique de préservation des terres agricoles à long terme". Dimanche, 9h30 : conférence "les haies et la biodiversité dans les jardins potagers" ; 16h : conférence "oléagineux et agrocarburants".

Contact : d3p84@orange.fr, www.lethor-a-venir.fr

GARD : JOURNÉES DE L'ARBRE, DE LA PLANTE ET DU FRUIT

23 et 24 novembre à Saint-Jean-du-Gard, avec un focus sur la grenade, la projection de *La voix du vent, semences de transition* de Carlos Pons, plus de 150 exposants.

Les Dimanches verts, 4, avenue de la Résistance, 30270 Saint-Jean-du-Gard, tél : 04 66 85 32 18, www.dimanchesverts.org.

LYON : SALON DES ÉDITIONS LIBERTAIRES

23 et 24 novembre, maison des associations, 28, rue Denfert-Rochereau 69004 Lyon, à compléter.

Salon des éditions libertaires, c/o Librairie La Gryffe, 5, rue Sébastien-Gryphe, 69007 Lyon, tél : 04 78 61 02 25 (après-midi), salonedlib@lagryffe.net.

GRENOBLE : NATURISSIMA

27 novembre au 1^{er} décembre, 200 exposants.

Alpexpo, avenue d'Innsbruck, BP2408, 38034 Grenoble cedex 2, tél : 04 76 39 66 00, www.alpexpo.com.

films, spectacle, culture

PARIS : A LA RUE, O. BLOQUE

4 au 26 novembre. Théâtre documentaire, issu d'expériences de précarité et de luttes sociales, première partie d'un triptyque sur les femmes contemporaines en état de résistance. Monologue où la figure d'Ophélie devient la métaphore d'une génération précaire. Écrit par Marina Damestoy, de Génération Précaires et Jeudi Noir. Au théâtre de Belleville.

<http://marinadamestoy.com>.

FRANCE : COMPAGNONNAGE ALTERNATIF ET SOLIDAIRE



Le réseau Repas (Réseau d'Echanges de Pratiques Alternatives et Solidaires) regroupe une trentaine d'entreprises dans toute la France. Celles-ci ont concrètement mis en œuvre des pratiques économiques gardant une distance sur le profit, la course à la consommation ou le tout à l'économique. Depuis 1997, il organise un compagnonnage alternatif et solidaire pour ouvrir ses entreprises à ceux qui souhaitent les rencontrer dans l'action. Il accueille chaque année quinze à vingt jeunes (de 18 à 35 ans) pendant cinq mois (12 février au 22 juin 2014). Candidatures avant le 25 novembre 2013.

Réseau Repas, Le Viel Audon, 07120 Balazuc, tél : 04 75 37 73 80, [www.reseaurepas.free.fr](http://reseaurepas.free.fr).

agenda

PARIS : IMAGES MOUVEMENTÉES

20 au 25 novembre, festival du film engagé d'ATTAC. Mercredi 20 novembre à 20h : *Hollande, DSK, etc.* film de Julien Brygo, Pierre Carles et Aurore Van Opstal, suivi d'un débat. Jeudi 21 à 14h : *Mr Smith au sénat* film de Frank Capra (1940) suivi d'un débat ; 18h : *Notre-Dame-des-Landes, au cœur de la lutte* de Pierrick Morin suivi d'un point sur la lutte ; 20h : *No gazaran* de Doris Buttignol et Carole Menduni suivi d'un débat sur les gaz de schiste. Vendredi 22 à 18h, courts métrages : *Veni, vidi, Vincti* par Les Mutins de Pangée : une AG de Vinci vue de l'intérieur ; *Cecosolesola* d'Edith Wustefeld et Johan Verhoeven sur une coopérative vénézuélienne de 1200 personnes ; *Asie le réveil ouvrier* de Michael Sztanke et débat. A 20h : *Sol-Violette, l'éclosion d'une monnaie* de Bertrand Leduc, *La banque qui veut prêter plus* de Valérie Denesle (sur la Nef) suivie d'un débat. Samedi 23 à 14h : *La Cecilia, une autre éducation est possible* d'Edith Wustefeld et Johan Verhoeven, *Les enfants de Summerhill* de Bernard Klein-dienst (1997) ; 16h30 : *Videocracy*, d'Erik Gandini (sur Berlusconi) ; 18h15 : *Born in flames* de Lizzie Borden (1983), 20h : *Debout ! une histoire du mouvement de libération des femmes 1970-1980* de Carole Roussopoulos suivi d'un débat. Dimanche 24, 14h : *Cameroun, autopsie d'une indépendance* de Gaëlle Le Roy et Valérie Osouf, 16h30 : *Etat d'élu* de Luc Decaster, 20h : *Ne vivons plus comme des esclaves*, de Yannis Youlountas suivi d'un débat.

Détail sur <http://imagesmouvementees.org>

RHÔNE : TINA, THERE IS NO ALTERNATIVE
29 novembre à 20h30 au Théâtre Jean-Marais de Saint-Fons, pièce de la Compagnie Cassandre. Une brève histoire de la crise.

Théâtre Jean-Marais, 59, rue Camot, 69190 Saint-Fons, tél : 04 78 67 68 29, www.theatre-jean-marais.com

politique

BELGIQUE : « DÉMOCRATIE, BIEN-ÊTRE ET TAILLE DES ENTITÉS POLITIQUES »

le 15 novembre à 19h30, à Namur, Maison de l'Écologie, rue Basse-Marcelle, 26, conférence dans le cadre du cycle de conférences « small is beautiful ».

Organisé par le Grappe (Groupe de Réflexion et d'Action Pour une Politique Ecologique), <http://grappebelgique.be>.

silence

PUY DE DÔME : SILENCE, ON CAUSE !

Mardi 12 novembre à 20 heures. Débat autour du thème de la revue du mois d'octobre (Les limites des écoquartiers).

À l'Orange Bleue, 3, rue de la Gravière, 63160 Billom. Tél : 04 73 68 32 05.

JURA : SILENCE, ON CAUSE

mardi 12 novembre de 19h à 20h30, colation-débat autour du thème de la revue Silence du mois, chacun-e est invité-e à apporter quelque chose à partager, si possible "fait maison, bio et local".

À l'Agence Quoi de neuf ? 24-25 qui Thuret à Lons-le-Saunier. Contact : delatour.dominique@wanadoo.fr, tél : 06 82 16 08 87.

BORDEAUX : SILENCE, ON CAUSE !

Jeudi 21 novembre à 19h, un rendez-vous ouvert à tous pour discuter du thème du dossier du mois de la revue "Silence". L'entrée est gratuite et on propose de la soupe et des tisanes à prix libres.

Le Samovar, 18, rue Camille-Sauvageau, quartier Saint-Michel, à Bordeaux, lesamovar@no-log.org, www.lesamovar.uvaton.org.

LYON : EXPÉDITION DE SILENCE

Jeudi 14 et vendredi 15 novembre, dans nos locaux. Jeudi à partir de 15h, repas bio et végétarien offert à 20h30. Vendredi à partir de 9h30, repas de midi offert.

vélo

VÉLORUTION :



Vendredi 1^{er} novembre, à **Chambéry** à 18h, place du Palais-de-Justice. A **Marseille**, à 19h, place Jean-Jaurès.

Samedi 2 novembre à **Paris**, à 14h, place de la Bastille ; à **Angers**, à 15h, place du Pilon ; à **Avignon** à 14h30, place Pie ; à

Cherbourg, à 14h, place Napoléon ; à **Nantes**, à 14h, place Royale ; à **Nice**, à 14h, place Garibaldi ; à **Poitiers**, à 10h10, porte de Paris ; à **Rennes**, à 15h, place Hoch ; à **Tours**, à 14h15, place Jean-Jaurès. N'hésitez pas à décorer votre vélo et à venir avec de sympathiques banderoles ! Plus d'infos et des rendez-vous plus irréguliers dans d'autres villes : <http://velorution.org>.

Si vous désirez diffuser Silence lors d'un de ces rendez-vous n'hésitez pas à nous contacter au moins une semaine à l'avance : 04 78 39 55 33 (Béatrice, le mardi et le jeudi de préférence)



20-25 nov. 2013 au CINÉMA LA CLEF

21, rue de la clef 75005 Paris - Toutes les informations sur le site :

<http://imagesmouvementees.org>

annonces

» Agir ensemble

■ **Creuse.** Appel à partenariat pour développement d'activité. Le jardin-restaurant bio-écologique Utopaille est une activité alternative créée en janvier 2010 dans la Creuse (Limousin). Au terme de quatre années d'expérience assurées à deux personnes (un couple) dans deux domaines complémentaires — production biologique de légumes en semaine et restauration le week-end — les initiateurs du projet recherchent deux autres partenaires (un 2e couple) pour développer, ensemble, les potentialités de l'entreprise et l'ouvrir à une forme plus participative, plus collective et, éventuellement coopérative. Pour plus de précisions et contacts : www.utopaille.fr

■ **Loir-et-Cher.** Dans les environs de Droué, cherchez contacts pour intégrer ou créer un SEL. Merci. fuaco@collectifs.net

» Partage

■ **Réf. 417.01. Isère.** Offre hébergement, de novembre à mars, à homme retraité, pouvant m'apporter aide pour petits travaux (j'ai un handicap physique temporaire). Écrire à la revue qui transmettra.

» Vivre ensemble

■ **Var.** Ecohomeau Bois de Brindille, à Le Canet-des-Maures, 14 logements groupés, buanderie, jardin en commun, cherche partenaire pour finir l'attribution des lots. Site : www.boisdebrindille.fr, tél : 04 94 80 26 20.

■ **Rhône.** Projet d'habitat coopératif. Réunion d'accueil de nouveaux foyers le samedi 9 novembre au matin à Saint-Germain. Notre groupe compte actuellement 7 foyers et souhaite accueillir de nouveaux coopérateurs. Une de nos caractéris-

tiques est d'être un projet intergénérationnel: les membres ont de 0 à 70 ans ! Nous avons deux sites, qui peuvent voir naître deux coopératives d'habitants, à Saint-Germain-au-Mont-d'Or (Nord de Lyon) et à Grigny (sud de Lyon). Pour plus d'infos, allez sur le site : www.coopengerm.org

■ Je cherche à m'insérer dans une sorte de famille d'accueil. Je serais intéressé pour vivre dans une petite ville ou à la campagne. Je ne sais pas comment ça fonctionne pour se déclarer ; c'est à voir par la suite. M'écrire : René Wœlfli, 3, rue Saint-Roch, 24700 Montpon-Ménéstrol.

» Rencontre

■ Femme soixantaine aimerait rencontrer femme : savoir ÊTRE ensemble, construire un projet de vie basé sur l'amour et l'indépendance. Acceptation des différences, en ce qui me concerne :

créativité, yoga, voyages, joie de vivre et de curieuses peurs. Nicole, tél : 05 49 41 49 85.

» Location

■ **Nord Ariège,** propose maison de 170 m² sur un hectare de terre vierge de tout intrant de synthèse (anciens prés pour chevaux). Location réservée à un projet de maraîchage/arboriculture. Petites dépendances multiples. Possibilité d'extension par culture en terrasses (verger). Contact : Dominique, tél : 06 73 80 24 60, domsiwitch65@gmail.com

Gratuites : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés. Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces :** Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais :** Les dates de clôture sont indiquées en page "Quoi de neuf", page 3. Prévoir environ deux mois entre l'envoi d'une annonce et sa publication. **Domiciliées :** Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Écrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection :** Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.



◀ Istanbul : Ici, 500 militant-e-s climatiques issus de 135 pays se réunissent une semaine à Istanbul. Pour la plupart, même les européens, le déplacement se fait en avion. Plusieurs rendez-vous de ce type s'enchaînent chaque année à travers le monde pour les activistes.

Quand les membres du RAC prennent l'avion !

Question de cohérence : nos actions militantes ne peuvent pas non plus échapper à la volonté de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

LE RÉSEAU ACTION CLIMAT REGROUPE l'essentiel des associations qui luttent contre le changement climatique (Greenpeace, WWF, Oxfam, Amis de la Terre...). C'est une précieuse source d'informations sur le sujet dont nous nous servons régulièrement. En juin 2013, le RAC a lancé une pertinente campagne "L'avion c'est du vol"⁽¹⁾ demandant que l'avion soit taxé pour la pollution qu'il émet.

Toutefois, un "incident" récent nous interroge : certains d'entre nous ont reçu un courriel les invitant à venir participer à "un sommet climatique" à Istanbul du 24 au 30 juin 2013. Ceci intervient après différents autres "sommets" comme le Forum social mondial (à Belém en 2009, Dakar en 2011, Tunis en 2013...) ou des mobilisations lors des sommets officiels annuels de l'ONU sur le climat (COP, chaque année en décembre : à Copenhague en 2009, Cancun en 2010, Durban en 2011, Doha en 2012...).

Evidemment, chacune des organisations du RAC mobilise dans ses rangs, envoie des représentants pour faire du lobbying, être visible, participer à des ateliers et améliorer son carnet d'adresses.

Et comment se font tous ces voyages ? Au nom de l'efficacité, évidemment les salariés des associations prennent l'avion. Or l'avion est le plus sûr moyen de

détruire la planète (le plus fort taux d'émission de gaz à effet de serre par passager transporté). Qu'en est-il de notre cohérence ? "La fin est dans les moyens comme l'arbre est dans la graine" nous dit Gandhi.

Il serait peut-être temps d'apprendre à modérer nos déplacements militants, à prendre le temps d'utiliser des modes de déplacements alternatifs (on peut aller sans problème à Tunis en bateau en seulement 24 h), à apprendre à déléguer notre représentation à des personnes vivant sur place (et donc à décentraliser).

Lors du premier forum social mondial de Porto Alegre (Brésil), en 2001, Silence avait cofinancé l'envoi d'un journaliste sur place. Celui-ci avait pris l'avion comme plusieurs centaines d'autres Français ! Nous n'avons pas renouvelé l'opération : nous avons fait le constat que nous pouvions interroger les personnes rencontrées sans nous déplacer : en leur écrivant, en leur téléphonant et maintenant en échangeant par internet.

Il serait intéressant que les animateurs du RAC mettent en place un outil de contrôle de leurs propres émissions de gaz à effet de serre et montrent l'exemple en les diminuant ensuite de manière régulière. Disons dans un premier temps d'un facteur 4⁽²⁾.

Michel Bernard ■

■ RAC,
2 B, rue Jules-Ferry,
93100 Montreuil,
tél : 01 48 58 83 92,
www.rac-f.org.

« Il serait peut-être temps d'apprendre à modérer nos déplacements militants. »

(1) <http://lesdessousde-laviation.org>, campagne soutenue par Nicolas Hulot... qui se déplace en hélicoptère !

(2) Diviser d'un facteur 4 nos émissions de gaz à effet de serre est l'objectif fixé par le Grenelle de l'environnement en 2007 pour la France d'ici 2050.



Cisaillage du pain



Allumage du four



Enfournage



Préparation des paniers



Pétrissage de la pâte

Le Grain paysan

A Curbans (Hautes-Alpes), le GAEC "Le grain paysan" produit du pain à l'ancienne cuit au feu de bois.

■ **Le Grain paysan,**
Rousset, 05110 Curbans,
tél : 04 92 55 92 84,
legrainpaysan@gmail.com

■ **Denis Lebioda,**
Auteur Photographe
Le Marthouret, 05500 Le Noyer,
contact@photo-denis-lebioda.net,
http://photo-denis-lebioda.net

*Contrôle**Étirage de la pâte**Humidification des pains**Sortie du pain**Pesage des pains*

LE PAIN EST RÉALISÉ À PARTIR DE céréales issues de variétés anciennes, produites sur l'exploitation en culture biologique. La farine est réalisée sur place avec une meule de pierre.

"Le Grain Paysan" écoule localement sa production auprès des AMAP, dans les magasins d'alimentation biologique et sur les marchés.

Cette série photographique est réalisée par Denis Lebioda, un auteur-photographe qui vit et travaille également dans les Hautes-Alpes.

En parallèle à une autre série de photographies consacrée aux divers producteurs qui approvisionnent l'AMAP du Champsaur (publiés dans Silence en septembre 2012), il réalise un travail sur les paysans boulangers du département.

A travers ses photographies, Denis Lebioda cherche à montrer et faire partager la réalité du travail de producteurs engagés dans des démarches modernes, respectueuses de l'environnement et des consommateurs.



◀
Raoul-Marc Jennar
(2012, sur TeleSud-Est)

▶
Manifestation au
Parlement européen
le 14 juin 2013 pour
dénoncer un accord
qui se négocie sans
aucun contrôle
démocratique.



Et si les firmes prenaient le pouvoir ?

Sous couvert de libre échange entre les États-Unis et l'Union européenne, les multinationales essaient de détruire tous les acquis sociaux et de marchandiser l'ensemble de nos vies. Entretien avec Raoul-Marc Jennar⁽¹⁾.

Silence : L'Union européenne et les États-Unis discutent actuellement d'un Partenariat transatlantique pour le commerce et l'investissement (PTCL ou TTIP en anglais). Cet accord vise à la "suppression des barrières non-tarifaires" au commerce. Qu'est-ce qui est visé par cela ? Quel rapport avec l'OMC ?

Raoul-Marc Jennar : Dans le jargon, on désigne par "barrières non-tarifaires", les dispositions constitutionnelles, les législations, les réglementations, les normes sociales, sanitaires, phytosanitaires, alimentaires, environnementales ou techniques qui sont jugées par les entreprises étrangères comme des mesures visant à protéger le marché intérieur contre la concurrence extérieure, et qui limitent l'accès des marchandises, des investissements, des services ainsi que l'accès aux marchés publics nationaux, régionaux ou locaux. L'objectif de tout accord de libre échange entre des Etats, c'est d'obtenir l'alignement sur la norme la plus basse, voire la suppression de toute norme. Mais on se trouve en présence d'un projet qui va bien au-delà d'un accord de libre échange. Il s'agit d'appliquer les accords de l'OMC et même d'aller au-delà, comme c'est expressément formulé dans le mandat de

négociation confié à la Commission européenne par les Gouvernements : Art. 3 : *"L'Accord prévoit la libéralisation réciproque du commerce des biens et des services, ainsi que des règles sur les matières ayant un rapport avec le commerce, avec un haut niveau d'ambition d'aller au-delà des engagements actuels de l'OMC."*

Selon des documents rendus publics par des députés Verts et Gauche unitaire, une nouvelle fois, le risque est que le commerce puisse passer outre les lois de protections sociales ou environnementales. Jusqu'où cela peut-il aller ?

Le mot commerce est un paravent qui cache une réalité bien plus grave. Non seulement on veut créer la possibilité de remettre en question les normes sociales, environnementales, alimentaires et sanitaires en vigueur chez nous ; non seulement on veut soumettre à la concurrence toutes les activités de services et donc marchandiser la sécurité sociale, la santé, l'éducation et d'autres activités de services déjà mises à mal par les politiques européennes (eau, gaz, électricité, transports), mais l'intention est de soumettre les Etats à un mécanisme d'arbitrage devant lequel les firmes privées pourront agir contre ces normes.

(1) Enseignant, puis journaliste, ancien conseiller politique en Belgique et au Cambodge, ancien chercheur au sein de l'association Oxfam, il est aujourd'hui retraité et proche d'Attac.

D.R.

► Manifestation à Washington, le 8 juillet 2013 à l'initiative d'une coalition européenne et états-unienne des organisations citoyennes (avec notamment ATTAC en France).



« C'est une véritable révolution conservatrice dont nos gouvernements se font les complices »

Ce qui se prépare, c'est rien moins que le transfert de la définition de la norme au secteur privé. C'est une véritable révolution conservatrice dont nos gouvernements se font les complices tout à fait conscients, si j'en juge par les propos d'une conseillère de notre ministre du Commerce qui écrit qu'il faut "prendre acte de la tendance à la délégation de la règle au privé". Ce qui est en train de s'accomplir, c'est le rêve de David Rockefeller qui déclarait en février 1999 à Newsweek : "Quelque chose doit remplacer les gouvernements, et le pouvoir privé me semble l'entité adéquate pour le faire."

Ceci peut paraître énorme pour des Européens peu familiers des négociations au sein de l'OMC. D'ailleurs, il y a dix ans, lorsque je présentais ces négociations, en particulier l'accord général sur le commerce des services (AGCS) avec son complément sur la libéralisation des services financiers, le plus souvent on me traitait d'alarmiste. "C'est trop gros ; cela ne se fera jamais", voilà ce qu'on m'objectait alors. Mais les politiques de démantèlement du droit du travail et des services publics, de dérégulations massives, de mise en concurrence de tous contre tous, voulues par nos gouvernements et confiées à la Commission européenne, s'inscrivent toutes dans le cadre des accords de l'OMC. On en voit aujourd'hui les effets.

Face à cet abandon par nos gouvernements successifs de tout ce qui a été construit dans les domaines de la démocratie, du social, du sanitaire, de l'environnemental, il est impératif de s'insurger. Sinon, nous passerons sous le joug d'un nouveau principe : "tous les pouvoirs émanent des firmes privées".

Qui décide de lancer ce genre de négociations et quels sont les processus démocratiques qui peuvent permettre de s'y opposer ?

Ce sont les gouvernements qui décident. En l'occurrence, celui des USA d'une part et, d'autre part, les gouvernements de l'UE, dont le nôtre, qui ont décidé, le 14 juin 2013, l'ouverture des négociations. Aucun parlement national n'a été consulté. L'opposition à ce projet, par les voies institutionnelles, ne peut se faire qu'au moment de la ratification. Les Parlements nationaux et le Parlement européen pourront dire oui ou non au texte que l'UE et les USA auront signé.

Avant cette signature, la Commission européenne, négociateur unique, devra soumettre le résultat de la négociation aux Etats membres qui donneront ou non le feu vert pour signer. Il y a donc une responsabilité première des gouvernements, tenus informés des étapes de la négociation.

En dehors de cette approche institutionnelle, il y a la mobilisation populaire. Elle a fonctionné en 1997-1998 contre le projet d'Accord Multilatéral sur l'Investissement (AMI, qu'on retrouve intégralement dans la négociation actuelle). Elle s'impose aujourd'hui. Car, une fois connue l'ampleur de ce qui est en négociation, il deviendra quasiment impossible pour le gouvernement de justifier cet abandon de la souveraineté populaire aux firmes privées.

Propos recueillis par Michel Bernard ■



◀ Loin du bouillonnement artistique et culturel de la capitale régionale, Pundung Sari vit encore au rythme d'un autre temps.

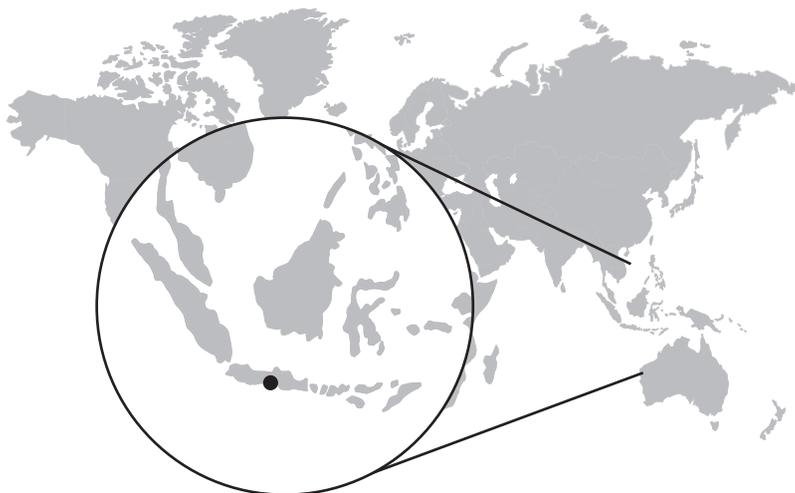
➤ Pieds nus dans leurs rizières, les paysans de Pundung Sari posent en "famille".

➤ Le compost organique n'est pas seulement bon pour les rizières, il produit également des champignons naturels que l'on peut consommer.

Reportages Solidaires

Une communauté organique au cœur du dernier sultanat d'Indonésie

Sur les terres du dernier sultan d'Indonésie, un seul village résiste à l'envahisseur. Depuis 2010, les paysans de Pundung Sari s'organisent pour conserver la terre qu'ils cultivent depuis des générations. Une résistance 100 % organique et 100 % communautaire !



▲ Pundung Sari est un village du Kabupaten (subdivision administrative du 2^e niveau) de Gunung Kidul (en indonésien: "les montagne du sud") situé sur le territoire spécial de Yogyakarta, au sud de la province de Java Centre, sur l'île de Java, en Indonésie. Le territoire spécial de Yogyakarta est une subdivision administrative d'Indonésie de 1^{er} niveau, égal à celui de province, mais autonome puisqu'il est dirigé par un sultan depuis 1746. Ce statut spécial a été maintenu en 1949 à la naissance de l'Indonésie indépendante. Il est le dernier sultanat d'Indonésie.

AVEC SES RIZIÈRES À PERTE DE VUE ET ses rumah (maisons) traditionnelles, Pundung Sari a tout d'un village javanais. Et pourtant, sa situation exceptionnelle au cœur du dernier sultanat d'Indonésie en fait un cas particulier. Fondé en 1756, le sultanat de Yogyakarta est un royaume perdu au cœur de la gigantesque République d'Indonésie. Un particularisme renforcé lors de la lutte pour l'indépendance, pendant laquelle le sultan Hamengku Buwono IX a combattu aux côtés de Soekarno. Aujourd'hui, ce reliquat féodal tient toujours debout, se parant fièrement d'un statut d'autonomie acquis en 2012. Mais pour les paysans de Gunung Kidul, district le plus pauvre de toute l'île de Java, ce privilège est un fardeau plus qu'une bénédiction.

AU TEMPS DU SERVAGE

« La devise de notre ancien sultan était : "la terre aux paysans". Son fils, Hamengku Buwono X, en a adopté une autre : "la terre au capital" », explique M. Imam, théoricien des luttes paysannes et cofondateur de l'organisation Runtuk Tanih Indonesia (RTI). Perché sur une colline verte et fertile, Pundung Sari est aujourd'hui



Reporters Solidaires



Reporters Solidaires

exposé à un changement brutal de propriétaire. « *Le sultan est en train de se réappropriar les terres autrefois distribuées aux paysans, explique Juang Happi, leader de RTI. Les titres de propriété ont été transformés en certificats temporaires. Dans 25 ans, les terres reviendront de droit au sultan. Quant aux terres sans titre de propriété, rien ne garantit aux paysans qu'ils pourront toujours les occuper* ». La bataille que Pundung Sari mène depuis 2010 contre le sultan soulève une question juridique, à laquelle personne n'est en mesure de répondre avec exactitude. Selon la *Basic agrarian law*, qui régit les conflits agraires en Indonésie, chaque paysan a droit à 2 hectares de terres cultivables. Mais la nouvelle autonomie du sultanat a engendré un flou juridique. Personne ne sait vraiment qui, de la loi nationale ou de la loi du sultan, doit faire autorité. « *On est d'abord Indonésiens, avant d'appartenir au sultan!* », rappelle M. Imam. Et pourtant, sur les terres de M. Suhandi, membre de la communauté villageoise de Pundung Sari, des bornes en béton ont été apposées par la BPN⁽¹⁾, afin de délimiter les terres du village... dans l'optique d'une expropriation future. Un geste agressif, et qui rappelle aux paysans qu'ils sont loin d'être les maîtres chez eux. « *C'est plus qu'une terre, c'est l'esprit paysan qui est attaqué*, explique Juang Happi. *Dès lors qu'un homme commence à cultiver un lopin de terre, on ne peut plus le lui reprendre* ».

0% ENGRAIS CHIMIQUES, 0% PESTICIDE... 100% ÉCONOMIQUE !

Pour renforcer le lien qui unit le paysan au sol qu'il travaille, RTI élabore depuis 2010 une stratégie de résistance. « *Si on apprend aux paysans comment faire fructifier leurs terres sans engager un centime, on réduira la pauvreté dans ce district* », assure M. Imam. La méthode SRI (System of Rice Intensification), élaborée par le Français Henri de Laulanié en 1987, a conquis les leaders de RTI

avant de rallier à elle les paysans de Pundung Sari. Cette méthode, simple et naturelle, permet d'augmenter significativement le rendement des plantations de riz, tout en réduisant à zéro les frais de culture engagés. « *Avant, le gouvernement approvisionnait les villages en engrais chimiques. Ça revenait à 30 millions de roupies par paysan et par an (2400 euros). Aujourd'hui, le compost naturel ne leur coûte pas un centime, et la terre leur donne presque trois fois plus qu'avant!* », se réjouit Rudi, président de l'organisation. Dans l'étable attenante à la maison de M. Suhandi, une vache mâchonne des épis de riz fraîchement débarrassés de leurs grains. Tandis que ses excréments forment la base d'un compost naturel riche, son urine est aspergée sur les plantations, en guise de pesticide. Les mauvaises herbes arrachées sont rendues à la terre, pour la fertiliser. Une méthode 100% organique et sans déchets, qui suscite l'intérêt croissant des communautés alentours. « *On est passés de 5 tonnes de riz produites par hectare et par an, à 14 tonnes pour la même surface!* », note Juang Happi. Pendant deux ans, les paysans affiliés à RTI ont procédé à des expérimentations, afin d'optimiser le rendement des *paddy*⁽²⁾. « *Aujourd'hui, une seule pousse de riz rend plus d'épis que six par le passé* », explique-t-il. En vertu de la méthode SRI, les graines ne sont plus semées directement, mais enfouies au préalable dans une terre sèche pendant une dizaine de jours. Lorsque les germes ont donné deux feuilles, on les transpose dans les champs où ils s'épanouiront les pieds dans l'eau, sous le soleil. Rejetant l'utilisation des intrants chimiques du passé, cette nouvelle méthode est un succès. « *On va bientôt étendre cette pratique aux villages des environs* », précise Juang Happi. Le 25 juin 2013, une formation a été assurée par RTI à Pundung Sari. L'objectif ? Faire des paysans membres de la « communauté SRI » des formateurs, aptes à former à leur tour les paysans des environs au système d'intensification des rizières.

Les reporters solidaires

Fabienne Thiry et Thibault Simonet ont passé un an sur les routes en Asie du Sud-est dans le cadre d'un projet de reportages auprès d'associations de solidarité locale, intitulé « Les reporters solidaires », et soutenu par l'ONG Frères des Hommes. www.lesreportersolidaires.org.

(1) Agence nationale de la terre, chargée des litiges agraires en zone non-forestière.

(2) Paddys : grains de riz recouverts de leur enveloppe avant d'être décortiqués.



Reportages Solidaires

◀ Pendant la période des récoltes, le village fourmille d'hommes et de femmes transportant de grosses bottes de paddy sur le dos.

UNE SOCIÉTÉ MUTUALISTE

Aujourd'hui, l'esprit communautaire a pénétré le cœur des habitants du village. La terre n'est pas seulement plus fertile et plus généreuse ; elle profite à tous, et tout a été soigneusement pensé pour que personne ne manque de rien. « *Nous avons mis en place une banque de riz*, explique M. Suroto, *plébiscité par les habitants pour devenir le prochain leader du village. Au moment des récoltes, chaque paysan réserve dix kilos de riz pour alimenter le fonds commun. En cas de coups durs, on ne risque plus d'être à court de nourriture* ». Une mutualisation intelligente, et qui a peu à peu essaimé dans tous les compartiments de la vie de la communauté. « *Avant 2010, les paysans travaillaient de manière indépendante*, raconte Rudi. *Aujourd'hui, les récoltes se font en groupe, et le surplus est écoulé dans les marchés environnants. L'argent ainsi obtenu sert à acheter des fournitures en tout genre pour la communauté* ». Dans la maison de Suroto, un énième en-cas attend les visiteurs de passage, conquis de porte en porte par l'hospitalité javanaise. C'est dans cette large pièce semée de nattes, et noyée dans les volutes sucrées des krettek, qu'est née l'association des femmes Sekar Jagat – le mouvement des travailleuses matinales, un jour de 2010. Leur représentante revient sur cette initiative : « *Les paysans ont besoin de nos services pour les récoltes, ou pour la mise en terre des germes de riz. Nous demandons désormais à être payées de 7000 à 10 000 roupies (entre 50 et 80 centimes d'euro) par matinée de travail. Nous mettons cet argent en commun, et à la fin de l'année, nous achetons de quoi célébrer le Ramadan et les autres fêtes musulmanes* ». Ce mutualisme nommé Sekar Jagat ne concerne à ce jour qu'une des 10 communautés du village de Pundung Sari. Mais son succès pourrait entraîner d'autres initiatives similaires dans son sillage.

UNE COMMUNAUTÉ INCLUSIVE ET AUTOSUFFISANTE

Chaque membre de la communauté est impliqué dans la vie du groupe. Les enfants ne sont pas en reste ; une fois par semaine, ils sont réunis pour des activités culturelles, artistiques ou ludiques. Les outils (faux, coutelas, etc.) sont fabriqués par les villageois, ainsi que les machines destinées – entre autres – à séparer le grain du paddy. Ces innovations techniques sont l'œuvre de M. Pour, « le Léonard de Vinci » du village, qui fait profiter tous les paysans de sa créativité. Autour de la communauté humaine, les vaches et poulets paissent et picorent au grand air. Quand ils manquent d'argent pour une facture d'électricité ou autre, les villageois troquent une vache contre neuf millions de roupies. Une mine d'or, qui fait joyeusement dire à M. Suhandi que « *ces animaux sont le distributeur automatique des paysans !* ». En définitive, le village de Pundung Sari est une mise en pratique réussie des valeurs communautaristes prônées par RTI. L'organisation des maisons en offre une parfaite illustration. Ouvertes sur l'extérieur, elles se composent d'une grande pièce commune, suffisamment large pour accueillir une trentaine de personnes. Les repas sont régulièrement pris en commun, et les soirées se prolongent dans les rires et la bonne humeur. « *On n'a pas de modèle spécifique*, raconte M. Imam. *On est arrivés à ça tous ensemble* ». Pragmatique, ce dernier est conscient qu'un tel système ne saurait s'appliquer à grande échelle. « *Dès lors que la communauté va s'agrandir, il va falloir compartimenter* ». D'ici là, une question plus importante se pose ; celle de savoir, qui du sultan ou des paysans, gagnera la bataille de la propriété du sol. En attendant la confrontation, les villageois continuent d'améliorer leur modèle économique, en prévoyant notamment la création d'une coopérative agricole et d'une banque de semences. Jusqu'à preuve du contraire, ils sont encore maîtres chez eux.

► Installateur/trice de panneaux solaires photovoltaïques, un métier non-délocalisable.

►► Employé-e dans une unité de stockage de pales d'éoliennes, un métier plus industriel qu'artisanal.

►►► Les emplois dans le solaire photovoltaïque amènent à manipuler des nanotechnologies. Emplois écologiques ou non ?



David Adema



D.R.



D.R.

De quels emplois parle le gouvernement ?

Le 15 septembre 2013, François Hollande a annoncé un plan de réindustrialisation. Cette "nouvelle France industrielle" doit rapidement permettre la création de 480 000 emplois. Mais de quels emplois parle-t-on ?

DANS LE PLAN GOUVERNEMENTAL, LES nouveaux emplois vont du numérique aux nanotechnologies en passant par les nouvelles sources d'énergies⁽¹⁾...

Jusqu'à maintenant, l'aide aux entreprises lancée depuis le début de la crise à la fin des années 1970, n'a servi qu'à une chose : empêcher l'argent public, faire des gains de productivité, délocaliser... et licencier⁽²⁾. On voit mal pourquoi ce processus changerait.

Le "capitalisme vert" qui pointe son nez dans ce processus peut-il changer la donne ? Regardons ce qui se passe dans le cas des photopiles⁽³⁾ : recherche et développement en Europe, début de développement... et fuite des usines de fabrication dans les pays moins chers en main-d'œuvre (la Chine actuellement). Bien sûr, il reste des emplois non-délocalisables comme les installateurs de photopiles. Tant que la demande en électricité augmente, il y a alors bien création d'emplois.

IL NE FAUT PAS AVOIR PEUR DE SUPPRIMER DES EMPLOIS !

Mais dans un contexte plus écologique où l'on veut diminuer la consommation d'énergie, les emplois dans le secteur remplacent ceux que l'on va supprimer dans les énergies thermique et nucléaire plus anciennes. Le bilan serait positif si la production du matériel restait en Europe, mais ce n'est pas le cas. Donc le bilan risque d'être beaucoup plus modeste.

Cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas faire glisser les emplois vers des activités plus vertes, mais qu'il faut être très prudent sur le bilan que cela peut donner en terme d'emplois⁽⁴⁾.

Si l'on adoptait par exemple des mesures contre la publicité, contre l'obsolescence des objets, l'activité économique baisserait de manière très importante : on achèterait moins d'appareils électroménagers et quand on en achèterait un, ce serait avec des durées de garantie plus longues⁽⁵⁾, on importerait beaucoup moins, on produirait moins de déchets... et globalement on baisserait de manière importante le nombre d'emplois.

Si l'on adoptait une politique écologiste, on arrêterait bon nombre de recherches inutiles (armement, OGM, gaz de schiste, nanotechnologies, biologie de synthèse, pesticides...) et donc d'industrie. Autant de centaines de milliers d'emplois inutiles en moins.

PARTAGER LE TRAVAIL UTILE ET LES REVENUS

Le but dans la vie n'est pas de travailler. C'est pourquoi, on soutiendra les démarches qui vont vers un partage plus important du temps de travail (et des revenus les plus élevés), ce qui évitera de faire des activités industrielles se justifiant — faussement — par des créations d'emplois.

Michel Bernard ■

(1) Et non pas les seules énergies renouvelables, gaz de schiste oblige !

(2) Voir le livre "Les gros raflent la mise", Steven Gorelik, éd. Ecosociété, 2002.

(3) à la fois une nanotechnologie et une énergie renouvelable.

(4) Jean Gadrey s'y est essayé : <http://alternatives-economiques.fr/blogs/gadrey>

(5) J'utilise quotidiennement un four à gaz hérité de nos grands-parents, qui a dépassé l'âge de 40 ans. J'ai un véhicule qui roule sans problème depuis 20 ans : c'est un vélo...

Agroécologie

Dans l'article "Agroécologie face à agro-industrie : le choc des modèles" (Silence n°415), le tableau comparatif de Jordy van den Akker, est très éclairant et pourrait servir pour une définition de l'agroécologie, lors d'un exposé par exemple. J'y ajouterai quand même deux éléments qui me semblent essentiels :

1. la qualité (gustative entre autres) ou rapport qualité/prix
2. la relation entre le producteur et le consommateur

Merci de votre bonne attention et bravo pour votre revue qui informe, encourage et ouvre des perspectives.

Dominique Meert

Aude

Une coopérative pas si écologique que ça !

(...) Dans le numéro de septembre je lis en page 18, sous 'coopérative d'habitation' que ce bâtiment 'Minergie passif' dispose de seulement 2000 W par logement... 2000 W par logement, c'est jusqu'à 48 kWh par jour, ou 17'532 kWh par an et ça vous paraît peu ? La production électrique totale en France est de 7'400 kWh par habitant (statistique 2012)... La Suisse ne fait pas mieux. Et il n'y a 'que' 67% de cette production qui est consommée par les ménages et le secteur tertiaire... (...) Ce chiffre de 2000 W vient du concept de 'société à 2000 W' (par habitant) qui a été déterminé comme étant un seuil de 'durabilité' de consommation d'énergie par habitant, exprimée en puissance continue et pas en énergie consommée, histoire d'embrouiller un peu plus tout le monde...

C'est un concept global pour l'ensemble de la société, pas pour une coopérative d'habitation... Donc prétendre qu'elle correspond au concept reviendrait à dire que tous les ménages participants ont également dans leur vie un comportement exemplaire...

Les 30 véhicules en autopartage, c'est bien, mais qu'en est-il de l'énergie que ces personnes consomment à leur travail, pendant

leurs loisirs/vacances et en 'achetant' des produits correspondants à leur statut social... J'ai fait un petit tour sur le site de la coopérative... Je comprends l'allemand et j'ai donc pu me faire une idée :

Le seul logement disponible est un studio de 26 m², dont vous pourrez profiter pour la modique somme de 530€/mois, après votre participation unique de 12 000 € à la coopérative... Bien entendu si vous voulez baisser votre loyer vous pouvez toujours essayer de vivre à deux dans 26m²...

Désolé, mais à mon avis ce concept est peut-être écolo, mais pas du tout décroissant... On peut faire mieux pour beaucoup moins cher... (...)

Luc Job
Suisse

Silence : en France, dans les logements neufs, EDF installe à minima des compteurs électriques de 6 kW (6000 W). Il existe des compteurs de 3 kW, mais il faut en faire la demande. Donc si les logements de la coopérative sont limités à une puissance de 2 kW, ce n'est déjà pas si mal... et cela ne signifie pas que les gens consomment en permanence à la limite de cette puissance.

Déni de démocratie ?

(...) Souhaitant montrer à M. Ayrault, actuellement premier ministre, que je n'étais pas d'accord avec la construction de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, j'ai été maintenu par deux policiers pendant deux heures à la sortie de la foire exposition de Strasbourg. Simplement parce que, membre du collectif local s'opposant à la construction de l'aéroport de Notre-Dames-des-Landes, j'avais, avec d'autres, décidé de manifester pacifiquement mon opinion en arborant un maillot l'exprimant, dès lors que je quittais mon polo bleu.

Quelle faiblesse pour un politicien d'interdire toute opinion contraire, de ne pouvoir même être en présence de personne manifestant une opposition ! Quel déni de démocratie d'interdire l'affichage pacifique d'une opinion ! (...)

Jean-Claude Moog

Bas-Rhin

Nouvelle maquette

Dans le N° 415 de septembre 2013, vous nous suggérez de donner nos réactions au sujet de la nouvelle maquette de *Silence*. En voici donc une : le fait d'avoir un bandeau noir en haut des pages "dossier" permet de repérer facilement ce dernier. C'est plutôt bien. En revanche, pourquoi avoir choisi le fond noir ? Plus d'encre = plus cher à la fabrication (si je me réfère au prix des cartouches d'imprimantes) et surtout plus polluant (même si, j'espère pour vous, les revues *Silence* ne terminent pas toutes à la poubelle). Peut-être s'agit-il d'encres non polluantes, mais ce n'est pas indiqué (cf. p. 46). Bonne continuation.

Annie Gauthier
Rhône

Silence : Silence n'ayant que huit pages en couleur, le bandeau de haut de pages ne pouvait, en effet, être que blanc, noir ou gris. Silence est imprimé à base d'encres non-végétales car ces dernières ne tiennent pas suffisamment sur la durée. Mais nous utilisons du papier recyclé blanchi sans chlore et notre imprimeur est labellisé Imprim'Vert.

Nous avons également reçu... 1/2

■ **La sauvage**, Jenni Fagan, *Métailié*, 2013, 312 p., 19 €. Traduction : Céline Schwaller. Anaïs, 15 ans, accusée d'avoir mis une policière dans le coma, est transférée au Panopticon, un centre pour adolescents difficiles. Son parcours est un véritable musée d'horreurs (abandon, drogues, violences...). Narratrice blessée, désaxée, agressive, en quête d'elle-même, elle entraîne le lecteur dans une descente aux enfers pleine de brutalité mais empreinte d'une tendresse réfrénée qui affleure à tout instant. Ames sensibles s'abstenir.

■ **De la désobéissance**, André Bernard, Pierre Sommermeyer, 2013, 20 p. (anitandre33@plusloin.org). Petite réflexion sur les libertaires et les questions de révolution, de violence et d'autorité. Un condensé de références qui en réserve la lecture à ceux et celles qui ont déjà une bonne connaissance de ces débats.

■ **Blessingway, rituels d'aujourd'hui pour célébrer la grossesse d'une naissance**, Nathanaëlle Bouhier-Charles, éd. la Plage, 108 p, 15,95 €. Alors que la naissance est de plus en plus un objet de marchandisation, ce livre présente des rituels pour rendre la future mère épanouie, en présence de ses amies. Rencontres, musiques, dessins... et placint'art.

■ **L'écologie**, François Michel, Marc Boutavant, *Actes sud Junior / A très petits pas*, 2013, 36 p, 6,80 €. Petit livre d'initiation aux problématiques écologiques pour les jeunes lecteurs (à partir de 7 ans). Surtout des définitions et deux pages pour agir. Belles illustrations.

■ **Le poison des intérêts, sortons d'une imposture ruineuse !** Magrit Kennedy, éd. Yves Michel, 2013, 100 p, 9,90 €. Traduction de Marie-Cécile Baland. Aujourd'hui, il n'existe pas de contrôle démocratique sur les taux d'intérêts pratiqués par le milieu bancaire. Or comme ce sont les riches qui prêtent aux pauvres, les premiers s'enrichissent sur le dos des seconds. Cela en lien avec l'inflation et la croissance. L'auteure, s'appuyant sur des expériences de banques coopératives, montre que l'on pourrait limiter ces taux d'intérêts à la seule rémunération des frais de la banque. Elle propose de s'appuyer sur les monnaies complémentaires locales, relocaliser permettant un meilleur contrôle par tous. Parfois un peu technique, mais un gros effort de vulgarisation.

■ **Lukanga Mukara, voyage d'étude dans les fondateurs de l'Allemagne**, Hans Paasche, traduit et présenté par Julien Fortin, éd. Magellan & Cie, 2013 (version originale en allemand : 1912), 136 p, 12 €. Hans Paasche, sous couvert d'un voyage d'un chercheur africain, présente une critique de la société militariste allemande à la veille de la 1ère guerre mondiale. Et de s'étonner de ce besoin de toujours bouger, de toujours acheter... Une critique du productivisme avant l'heure.

■ **Tristes campagnes**, Bernard Charbonneau, éd. Le pas de côté, 2013 (édition originale : 1973), 250 p, 15 €. Dès les années 30, Bernard Charbonneau commence une critique du technicisme. Dans ce livre, il montre comment l'industrialisation de l'agriculture a provoqué un effondrement des relations sociales, l'exode rural dans les banlieues, et la nourriture sans goût qui n'est plus qu'une statistique. Toujours d'actualité.

■ **Sortir de l'économie, Quelques ennemis du meilleur des mondes**, éd. Le pas de côté, 2013, 220 p. 12 €. Reprise, sous forme de livre, d'articles de la revue *Sortir de l'économie* (2007-2009). Au lieu de chercher à "améliorer" l'économie (sociale, solidaire, régulée, fordiste, libérale, indignée...), la réflexion porte sur notre capacité à ne plus être un nombre dans un système où tout a une valeur qui se mesure. En réalité, la plupart de nos actes ne dépendent pas de l'économie : dormir, rire, faire l'amour, rêver... Faisons en sorte que l'économie ne nous enferme pas dans les statistiques.

■ **Migrations climatiques**, revue *Cultures et conflits*, éd. L'Harmattan, 2013, 180 p, 20 €. De plus en plus de personnes migrent pour des raisons environnementales : inondations, sécheresse, ouragan... Cela pose des questions sociales, juridiques... comment gérer l'afflux des personnes ? Comment les nourrir ? L'ouvrage n'aborde pas la question de la responsabilité de ce changement climatique.

Je n'avais plus le choix, il fallait fuir

Paroles de réfugiés

ACAT

L'ACAT, Action des Chrétiens pour l'abolition de la torture, publie un ensemble de témoignages de personnes racontant leur parcours de demande d'asile politique en France. Les récits de ressortissants de Guinée, Afghanistan, Syrie, Mauritanie, etc., sont organisés en trois grandes parties : « Là-bas, fuir les persécutions », « L'errance, les routes de l'exil », et « Ici, (sur)vivre en France ». On est évidemment très touché par ces témoignages poignants, dans lesquels on ne sait pas ce qui l'emporte dans l'horreur : les persécutions subies dans leurs pays d'origine, l'enfer et les dangers du chemin d'exil, ou le parcours du combattant et le rejet en France. Les récits sont accompagnés d'utiles explications sur les contextes politiques des pays d'origine et sur les subtilités de la bureaucratie européenne et française. Un livre nécessaire, qui change inévitablement le regard que l'on peut porter sur ces demandeurs d'asile et qui souligne l'urgence de les accueillir plus humainement. GG

Les petits matins, 2013, 204 p., 12€.

Mon PSU

Guy Philippon, dialogue avec Stéphane Sitbon-Gomez

De sa création en 1960 jusqu'à sa disparition à la fin des années 80, le PSU, Parti socialiste unifié, est une part entière du monde politique français.

Du soutien à l'indépendance de l'Algérie à la lutte anti-nucléaire, ses membres sont parmi les précurseurs de l'écologie politique et surtout de l'idée d'autogestion dans les entreprises mais aussi dans les instances gouvernementales.

Guy Philippon, un des principaux animateurs, coordinateurs et activistes du PSU, raconte ici ses espoirs, ses luttes, ses rencontres et l'évolution du parti.

Le dialogue dynamique, concis et la continuité historique des faits permettent une lecture aisée et un survol de 50 ans de militantisme politique. JP.

Ed. Les Petits Matins, 2013, 320 p., 20 €

La langue vulgaire

Pier Paolo Pasolini

Nous sommes en 1975. A quelques jours de la mort — violente — de Pasolini, celui-ci échange avec des professeurs sur le thème « Dialecte et école ». Il y dénonce la conservation « en bocal » des dialectes, survivances presque complètement écrasées par le centralisme linguistique et culturel du consumérisme de masse. A force de télévision et d'école, les cultures locales italiennes, qu'elles soient siciliennes, albanaises, frioulanes ou romaines, sont réduites à des

êtres semblables, ternes et névrosés, frustrés par des modèles inaccessibles et par la misère du pseudo bien-être.

Comment une école peut-elle encore se saisir de ces dialectes pour résister à l'idéologie dominante, sans manipuler des outils déjà fossilisés ? Comment les dialectes peuvent-ils être des armes ? ET

Éditions La Lenteur, 2013 (1976 pour l'original), 57 p, 8 €
Traduit de l'italien par Felicetti Ricci

Jardins surélevés

Brigitte Kleinod

Vous aimez jardiner, mais vous craignez le mal de dos ? Vous avez besoin de vous asseoir ou êtes en chaise roulante ? Les bacs pour jardins surélevés sont une solution. Encore faut-il savoir comment les installer. Ce livre vous en présente plusieurs modèles, dans différents matériaux, avec les avantages et les inconvénients, ainsi que le choix de ce que l'on peut mettre dedans. FV.

Ed. La Plage, 2013, 154 p, 15,50 €
Traduit de l'allemand par Catherine Schiellein

Introduction à la permaculture

Bill Mollison

Ce livre enrichi lors de plusieurs republications, est à la base du mouvement de la permaculture, une vision globale qui cherche à faire que l'humain vive en harmonie avec la nature pour son habitation, son alimentation... Chercher à maintenir le maximum d'équilibres naturels, profiter des richesses de la nature, du soleil, des cours d'eau, des forêts... Encore peu développée en France, la permaculture connaît un succès grandissant dans les milieux écologistes anglophones du fait de son approche globale. Ce livre ne vous donnera peut-être pas toutes les réponses à vos questions, mais devrait au moins vous donner envie d'expérimenter nombre de choses dans votre jardin, dans votre maison et dans votre vie.

Traduction de Jean-Luc Girard et Muriel Gasnier
Préface de Claude et Lydia Bourguignon
Ed. Passerelle Eco, 2013, 240 p, 23 €

Le petit livre noir des grands projets inutiles

Camille

Les grands travaux inutiles sont le reflet de la domination des puissants sur le peuple : cela ne sert à rien si ce n'est à montrer qu'on a le pouvoir de mobiliser d'importantes ressources. A l'arrivée, c'est un pouvoir de nuisance non négligeable. L'arnaque ? C'est de faire financer cela sur des fonds publics, au bénéfice de sociétés privées. Ce livre, après quelques rappels utiles, présente un certain nombre de grandes pyramides creuses. De Superphénix, arrêté en 1997,

à l'incinérateur de Clermont-Ferrand en passant par Notre-Dame-des-Landes, un tour d'horizon, forcément incomplet tant l'imagination de nos élus est sans limite. Le livre se termine par l'appel à multiplier les ZAD, zones à défense, car au-delà de la résistance à des projets, ce sont aussi des lieux d'expérimentation, de rencontre, pour aller ensemble vers le chemin de la transition. MB.

Ed. Le Passager clandestin, 2013, 124 p. 7 €.

Gaz de schiste Histoire d'une imposture

Jacques Ambroise

L'auteur, militant dans un collectif opposé à l'exploitation des gaz de schiste, présente les inconvénients de l'exploitation de ce produit, tout en reliant cela avec la question plus générale de notre consommation d'énergie. Contrairement aux allégations du gouvernement, l'opposition ne fait pas valoir seulement les risques liés à la fracturation hydraulique. Il conteste aussi la consommation d'eau, l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre, la dévastation des paysages... Après un rappel de la lutte en cours, un appel à une politique de transition énergétique : pas de gaz de schiste, ni ici, ni ailleurs, ni maintenant, ni plus tard. C'est écrit comme un cri de colère militant, et donne plein de pistes pour aller plus loin. FV.

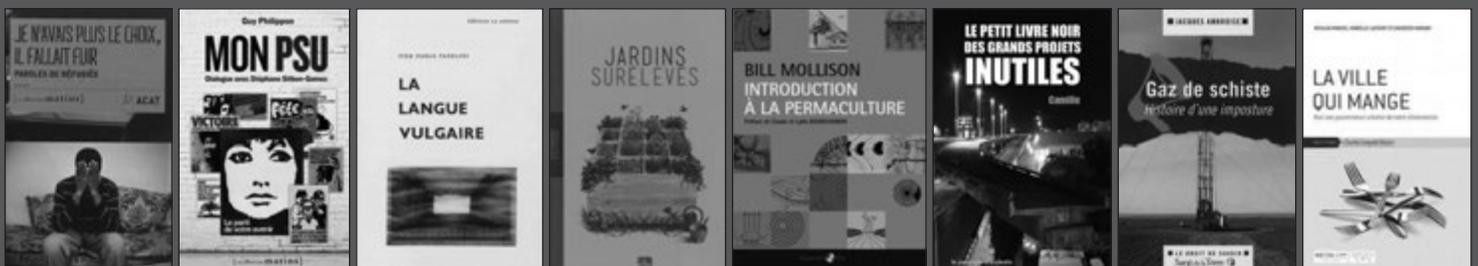
Ed. Sang de la Terre, 2013, 158 p. 14,50 €

La ville qui mange Pour une gouvernance urbaine de notre alimentation

Nicolas Krausz, Isabelle Lacourt, Maurizio Mariani

La majorité des gens vivent en ville et consomment une alimentation qui provient de l'extérieur. Non seulement la ville mange des aliments, mais aussi les terres pour s'agrandir, les terres pour la production agricole, la terre pour ses déchets et la terre pour relier tout cela par les transports. Ces terres pouvant être fort loin de la ville du fait des méthodes économiques actuelles. Un enjeu majeur est de pouvoir nourrir la ville le plus localement possible, diminuer le coût environnemental, renouer le contact entre l'agriculteur et le consommateur, et qu'ainsi celui-ci sache ce qu'il mange, éviter le gaspillage. Le livre propose de s'appuyer sur la restauration collective pour embrayer vers des changements de méthode. Est-ce vraiment le plus facile ? Un livre qui apporte de nombreuses pistes de réflexion, mais reste trop théorique. MB.

Ed. Charles Leopold Mayer, 2013, 290 p. 20 €





Penser la décroissance

Politiques de l'anthropocène

sous la direction d'Agnès Sinai

Après la présentation du mot "anthropocène" (la planète est pour la première fois modifiée par l'activité humaine) et ses conséquences sur notre futur (la possibilité de ruptures), Yves Cochet montre l'urgence qu'il y a à penser autrement que dans la continuité de la société actuelle. François Roddier avance que nos idées d'auto-organisation doivent viser non pas une croissance, mais des équilibres. Philippe Bihoux dénonce une complexification toujours plus énergivore et propose de développer le "low tech", les techniques de basse complexité. La consommation d'énergie mesurant bien notre poids sur la planète, Mathilde Szuba ouvre des pistes vers une justice sociale énergétique. Luc Semal présente des exemples concrets de réappropriation de la question par les initiatives de transition. Hugo Carton s'intéresse aux limites de la résilience. Alice Le Roy nous interroge sur le renouveau à prévoir des biens communs pour assurer notre sécurité collective. Les livres sur la décroissance se répètent un peu parfois. Ici, les auteurs réunis ont sérieusement travaillé pour faire progresser la réflexion. MB.

Ed. SciencesPo Les Presses, 2013, 224 p. 14 €

va devoir laisser sa roulotte pour être internée au camp des Alliers, en Charente. Elle y restera six longues années, dans des conditions de grande insalubrité. C'est la déchirure de devoir abandonner une vie faite de liberté, la vie quotidienne dans le camp d'internement, les espoirs et solidarités qui y prennent place, qui nous sont contés ici. Paola Pigani a écrit ce roman à partir de la rencontre avec une femme manouche qui a vécu cet internement. Elle en tire un récit poignant, porté par une écriture magnifique qui sait retranscrire la douleur, les espoirs, les sentiments et le quotidien de ces personnes que la société a mises de côté dans des camps en méprisant ce qu'elles étaient. Une page de notre histoire nous est ainsi ouverte avec humanité. GG

Liana Levi, 2013, 218 p, 17 euros 50.

Requiem pour l'Oligarchie

Emmanuel Delattre

Laurent, metteur en scène, est au bout du rouleau. Eric, qui le reconnaît, lui propose alors un rôle incroyable : prendre la place d'un membre de l'oligarchie pour déstabiliser le système de l'intérieur. Le scénario imaginé par Emmanuel Delattre est beaucoup plus positif que par exemple "Notre part des ténèbres" de Gérard Mordillat, même si l'un comme l'autre est peu vraisemblable. Mais ça fait du bien à lire, d'autant plus que l'auteur a une belle écriture. FV.

Ed. Utopia, 2013, 216 p, 10 €

Ce qui reste en forêt

Colin Niel

En Guyane, un meurtre est commis sur une base scientifique située au sein de la forêt amazonienne. La présence illégale d'orpailleurs oriente vite l'enquête dans cette direction. Avec justesse ? Un livre qui sait développer plusieurs intrigues tout en nous faisant pénétrer dans l'ambiance locale de notre plus grand territoire d'outre-mer, en nous interrogeant sur les motivations des scientifiques, sur la place des gendarmes et sur le brassage des cultures. Ça se dévore. FV.

Ed. du Rouergue, 2013, 380 p. 23 €

Le cycliste de Tchernobyl

Javier Sebastián

Le héros, fonctionnaire des poids et mesures, se rend à Paris pour une vérification du kilogramme étalon espagnol. Là, il rencontre dans un self, un vieil homme abandonné dont, suite à un imbroglio, il a la charge de s'occuper.

A Pripiat, ville fantôme de la zone évacuée de Tchernobyl, quelques personnes vivent sur place. Ces samosiols sont là pour différentes raisons. Parmi eux, Vassia, qui se promène à bicyclette, semble bien connaître les risques liés à la radioactivité.

B. D.

L'Insoumise

Chantal Montellier et Marie-José Jaubert

Christine Brisset (1898, 1993), journaliste, mariée à un riche industriel d'Angers, va se révolter contre la passivité des pouvoirs publics face à la pénurie de logements à la sortie de la guerre. Elle organise alors des centaines d'occupations illégales d'habitations vides. Elle découvre le mouvement naissant des Castors qui autoconstruisent leurs maisons et va lancer le mouvement sur Angers, construisant des milliers de logements sans permis de construire. Elle devra faire face à 49 procès, mais résistera à toutes les pressions. Des quartiers entiers d'Angers ont été ainsi construits jusque dans les années 1970. Ce livre qui s'appuie sur des images tirées du film "On l'appelait Christine" présente des cases très statiques et répétitives. Si sur le fond, c'est passionnant, on peut être un peu déçu du travail graphique. On regrettera aussi que seule la phase de construction soit montrée et pas la phase des squatts. MB.

Ed. Actes Sud-I'An 2, 2013, 136 p., 21 €.

La colonne

Christophe Dabitch et Nicolas Dumontheil

D'après l'histoire réelle d'une expédition française en 1899 qui traverse l'Afrique de l'Ouest du Sénégal au Tchad, et qui se distinguera par ses massacres. 300 hommes dont seulement 8 officiers blancs, vont se déplacer en pillant tout sur leur passage. L'histoire commence par la mort des deux héros français. Souley, Africain engagé dans l'armée coloniale, discute alors avec "l'esprit de la colonne" pour essayer de comprendre comment on en est arrivé là. L'esprit colonial dans toute son horreur, avec une préface fort intéressante de Venance Konan qui s'interroge sur les nouvelles formes du colonialisme aujourd'hui. Prévu en deux tomes. FV.

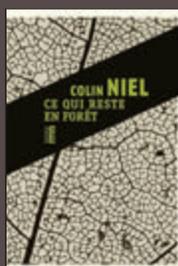
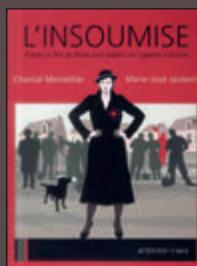
Ed. Futuropolis, 2013, 80 p, 17 €

Romans

N'entre pas dans mon âme avec tes chaussures

Paola Pigani

Alba a quatorze ans en 1940. Un décret interdit la libre circulation des nomades, et sa famille



Dans une ambiance hallucinante, l'auteur dévoile peu à peu l'histoire de ces personnages et le destin hors du commun de ce Vassia, ancien responsable du nucléaire. Le lecteur est vite perdu entre la fiction et la réalité, car entre dans l'histoire la CRIL-Rad, l'institut Belrad... et toute une critique du négationnisme mis en place par les autorités pour masquer les conséquences sanitaires actuelles de l'accident. Ecriture magnifique et déstabilisante. MB.

Traduction de l'espagnol : François Gaudry
Ed. Métailié, 2013, 208 p, 18 €

Les évaporés

Thomas B. Reverdy

Au Japon, cent mille personnes disparaissent chaque année. Elles ne sont pas recherchées et considérées comme "évaporées". Kaze, la cinquantaine, est l'un d'entre eux. Il part parce qu'il se retrouve au chômage. Sa fille qui vit en Californie revient alors avec son ex-petit ami Richard B. pour le chercher. L'auteur nous fait suivre l'un ou l'autre des principaux personnages. On découvre le quartier de San'ya à Tokyo, où se négocient les petits boulots au noir et où se retrouvent bon nombre d'évaporés. En ces temps d'après-catastrophe, beaucoup se retrouvent à travailler dans la zone interdite de Fukushima. Kaze y organisera des déménagements pour ceux qui veulent récupérer leurs affaires contaminées. Habilement écrit, ce roman mêle histoire d'amour, enquête policière, réflexion sur la culture japonaise et rôle des yakuzas sur la gestion sociale de la crise nucléaire. L'auteur, qui a vécu en résidence à Kyoto en 2012, dénonce l'esprit de résignation qui pose sa chape de plomb sur ce pays. MB.

Ed. Flammarion, 2013, 304 p, 19 €

maladies neuro-dégénératives chez ses congénères insectes. En comparant les jardins de M. Pourritout et de Dany Ciboulette, elle découvre que ce sont les pesticides utilisés par l'un qui rendent zinzins les abeilles. Une belle histoire qui montre bien le rôle des pratiques culturelles dans les problèmes écologiques, servie par des illustrations assez classiques, douces et amusantes. Dommage simplement que le récit soit édulcoré en ne faisant mourir aucune abeille, le potager bio les faisant toutes guérir. Est-il nécessaire de nier la réalité de la mort auprès des enfants, surtout quand on traite de la disparition des abeilles ? Un joli livre bien nécessaire cependant. GG

Planète rêvée, 2012, 50p, 14€

Films

La voix du vent

Carlos Pons

Deux humanistes partent vingt-et-un jours en Espagne rencontrer trente-deux projets alternatifs. Magnifiques images poétiques, belles musiques, phrases sentencieuses de « sagesse » : on est proche de l'esthétique de ces « power-point » qui circulent sur internet. Les protagonistes surfent sur la crête de projets qu'ils ont à peine le temps de visiter. On regrette l'omniprésence des voix off et aussi le fait qu'il n'y ait presque que des hommes. Le film fait malgré tout découvrir l'existence de nombreux petits projets orientés essentiellement autour de la permaculture et des semences paysannes sur la côte méditerranéenne côté espagnol, avec assez souvent une culture et une esthétique hippies. GG

www.lavoixduvent.org, 92 mn., 2013, 15€.

Musique

Parcs

Bertrand Belin

Avec des intonations vocales entre Gainsbourg et Bashung, les chansons de Bertrand Belin sont atmosphériques, poétiques et aériennes. Ses mélodies sont souples et enivrantes et s'engagent dans quelques chemins de traverse avec un détachement chantant des plus agréables à écouter. Un mix éclectique entre blues, rock et pop mené par une voix grave et pénétrante susurrant des mélodies quelquefois mystérieuses.

Bertrand Belin sort des ambiances ressassées des artistes médiatiques et nous offre une petite bouffée d'oxygène dans un style très personnel. À développer. JP.

2013, 12 titres, 45 mn, 15 €

Nous avons également reçu... 2/2

■ **Quatre bols bien ordinaires**, Iwona Chmielewska, Rue du Monde, 2013, 48 p, 16 €. Dès 5 ans. Ce bel album aux tonalités un peu tristes est fait de collages à partir de chutes de papier. Quatre demi-cercles de papier kraft peuvent devenir de nombreux objets, faire rêver... et ouvrir à une réflexion sur les inégalités.

■ **La machine à tuer**, Colette Berthès, Bernard Fil-laire, Philip Wischkaemper, éd. Riveneuve, 2013, 230 p. 14 €. Odell Barnes a été exécuté dans une prison du Texas le 1er mars 2000. Condamné à mort pour un meurtre qu'il a toujours nié. Ce livre raconte le combat de ceux qui l'ont défendu, croyant à son innocence. Une dénonciation de la justice des Etats-Unis qui fait une sélection par l'argent et où juges, procureurs et policiers restent dépendants du politique. Ce sont les pauvres que l'on se permet de tuer.

■ **La décision de résister**, Jeff Knaebel, traduction Eva Wissentz, éd. Seepia, 2013, 40 p. 5,90 €. Depuis 2006, ce natif des Etats-Unis, ingénieur des mines, est parti marcher en Inde pour expliquer aux paysans les dangers mirages du "développement" à l'américaine : stérilisation des terres, privatisation des semences, pollution de l'eau et des sols, exode rural... proposant de s'inspirer plutôt des démarches de Gandhi.

■ **Résignation est compliqué**, Marco Camenish, éd. Entremonde (Genève), 2013, 140 p. 12 €. L'auteur a été arrêté en 1980 en Suisse pour avoir fait sauter un pylône électrique à haute tension et un transformateur électrique. Lors de son procès, il a lu un long texte contre la résignation des personnes face à l'énergie nucléaire. Il s'évade en 1981, refait des attentats cette fois en Italie, est de nouveau arrêté en 1991 et est depuis en prison, car accusé d'avoir tué un garde-frontière. Il ne bénéficie d'aucune remise de peine car il refuse de renier ses idées. Il envoie régulièrement des textes à des médias anarchistes. Ce livre présente son histoire et un recueil de ses textes.

■ **Non à l'indifférence**, Gérard Dhôtel, Jessie Magana, Nimrod, Maria Poblete, Elsa Solal, Murielle Szac, éd. Actes Sud Junior, 2013, 90 p. 8 €. Réunis à l'occasion d'une résidence à Quimper, six auteurs de l'excellente collection "Non à..." proposent chacun-e une nouvelle sur les indifférences qui nous rencontrons : les voyageurs excédés par l'arrêt d'un train suite à un suicide, le silence dans un immeuble après les cris d'une femme battue, l'indifférence d'une mère vis-à-vis des manifestantes chiliennes qui cherchent leurs bébés volés pendant la dictature au Chili, l'invisibilité de ceux qui font la manche... Une collection qui mélange écriture et engagement.

■ **Mauvais genre**, Chloé Cruchaudet, éd. Delcourt, 2013, 160 p. 18 €. Mobilisé pour la guerre de 1914, Paul déserte pour rejoindre sa femme Louise. Pour sortir de l'hôtel où il se planque, il a l'idée de se déguiser en femme. Non seulement cela marche, mais il y prend goût. Quand les déserteurs sont amnistiés, en 1928, il n'arrive pas à reprendre une vie normale et sa femme le tuera dans une dispute. Cette histoire vraie est ici joliment mise en BD.

■ **Le paradis des femmes et l'enfer des chevaux**, Idriss El'Amraoui, traduction de Luc Barbusco, éd. de l'Aube, 2012, 96 p. 7,20 €. En 1860, un sultan marocain envoie une délégation à Paris pour négocier un accord de paix. Son émissaire raconte son voyage. Il découvre le train et ses tunnels, Paris et ses dizaines de milliers de chevaux et les Parisiennes libres de se déplacer à leur gré. Intéressantes réflexions.

Jeunesse

Cherchons les petites bêtes ! Découvertes et activités au jardin

Anne-Sophie Baumann et Clémentine Sourdis,

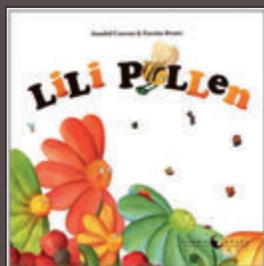
Abondamment illustré de photos couleur, ce livre invite à l'observation attentive et respectueuse des animaux du jardin. Vivant, joyeux, ludique, il donne des tas de recettes pour reconnaître oiseaux et insectes, inviter les papillons sur son balcon, ouvrir un restaurant pour oiseaux, installer une mare de poche ou une cabane à hérissons, réaliser un observatoire à fourmis..., mais aussi des recettes, dégustations, jeux avec les sens... Une réussite ! GG.

Actes Sud Junior, 2013, 142 p., 13,90 €. Dès 4 ans.

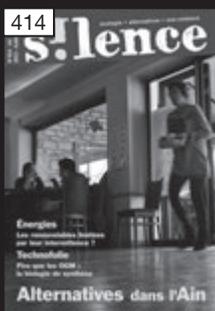
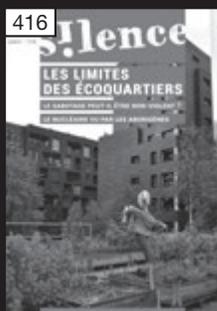
Lili Pollen

Annabel Coavoux et Faustine Brunet

Lili Pollen est une abeille très savante. Mais elle est démunie face à l'apparition de nouvelles



Les livres présentés ici ne sont pas vendus par Silence. Vous pouvez les trouver ou les commander dans n'importe quelle librairie. Préférez quand c'est possible, les librairies indépendantes.



Silence, c'est vous aussi...

Pour passer une info...

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à **9 h 30** les samedis **23 novembre** (pour le n° de janvier), **14 décembre** (pour le n° de février), **25 janvier** (pour le n° de mars)... Vous pouvez proposer des articles à ce comité de rédaction jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16 h. Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12 h.

N'oubliez pas d'indiquer des coordonnées, de préférence avec une adresse postale et pas de numéro de téléphone portable.

Devenez relais local

Vous êtes nombreux/ses à nous demander comment nous aider à distance. Vous pouvez devenir relais local de la revue. Votre contact sera alors inscrit / mentionné ci-contre ainsi que sur notre site. Vous pourrez rencontrer ainsi d'autres personnes motivées et développer seul-e ou à plusieurs de multiples activités : présenter la revue dans différentes manifestations, festivals, fêtes, sous forme de stands ou de ventes à la criée ; organiser des débats autour des thèmes de la revue (éventuellement en invitant les auteur-e-s) ; trouver des points de vente, de nouveaux abonné-e-s ; développer des activités selon les envies de chacun-e...

Devenez Réd'acteur

Silence aimerait se faire davantage l'écho des alternatives existantes. Nous n'avons cependant ni les moyens ni le temps pour courir les routes et les gares toute l'année. Le meilleur moyen de parler des alternatives autour de chez vous... c'est vous. Au minimum, vous pouvez nous envoyer des documents sur les initiatives de votre connaissance. Au maximum, vous devenez journaliste et vous nous proposez un article clé en main, avec quelques photos.

Pour devenir vous-même réd'acteur, une explication vous est donnée sur notre site internet www.revuesilence.net à la rubrique *Participer / Ecrire* dans la revue. Si votre reportage est retenu et publié, **vous bénéficiez d'un abonnement d'un an gratuit.**

Devenez Stand'acteur

Votre implication dans la visibilité et la diffusion de la revue est essentielle pour l'association. En effet, si *Silence* parvient aujourd'hui à relayer ses opinions sur l'écologie, la non-violence et à se faire l'écho de nombreuses alternatives concrètes, c'est en grande partie grâce à la tenue de stands lors d'un certain nombre de manifestations (foires, salons, débats, festivals militants et engagés...)

Alors rejoignez l'équipe de lecteurs-trices bénévoles sympathisant-e-s !

Vous tenez un stand *Silence** (durant 1 we) ou deux stands (1/2 ou 1 journée) dans l'année, un **abonnement de 6 mois pour vous ou une personne de votre choix vous est alors offert !**

**Bien entendu, ce ou ces stand(s) doivent faire l'objet d'un accord préalable avec Silence !*

Devenez Don'acteur

Silence est une revue sans pub, sans subvention, ce qui lui donne sa liberté de ton. Pour conforter notre indépendance financière et éditoriale, vos soutiens sont les bienvenus !

Ils nous permettent d'accroître notre liberté d'agir et de multiplier les reportages pour explorer davantage d'alternatives.

Pour tout don à *Silence* à partir de 15 €, vous recevrez un reçu fiscal qui vous permettra, si vous êtes imposable, de bénéficier d'une **réduction d'impôt égale à 66 %** du montant de votre don.

Votre abonnement gratuit ?

Si vous trouvez cinq personnes qui s'abonnent à l'essai pour 6 mois (à 20 €) ou en leur offrant cet abonnement, en nous renvoyant leurs adresses et un chèque de 100 €, vous bénéficiez d'un abonnement gratuit d'un an.

Rejoignez un relais local

- > **Aube.** Labo univ'X (groupe Silence), 15b, rue Henri Lemasson, 10000 Troyes. rencontres3@gmail.com, tél. : 06 66 56 01 60, <http://rencontres3.free.fr>
- > **Ariège et sud Haute-Garonne.** Jean-Claude, tél. : 09 88 66 28 75, jeanclaudio.geoffroy@orange.fr
- > **Besançon.** Martine Lionnet, tél. : 03 81 83 35 95
- > **Bretagne.** Alexis Robert, La Guette en Beauvais, 35380 Paimpont, tél. : 02 99 07 87 83
- > **Drôme.** Patricia et Michel Aubart, obarm@laposte.net, tél. : 06 84 51 26 30
- > **Est-Puy-de-Dôme.** Jean-Marc Pineau, Marette, 63290 Paslières, pineau.jeanmarc@wanadoo.fr
- > **Hérault.** Valérie Cabanne, tél. : 04 99 64 32 44, cabvalerie@yahoo.fr
- > **Loire-Atlantique.** Nicolas Cassagnau, 9 av. Maryse Bastié, 44400 Rezé, tél. : 09 81 11 15 52, nicolas.cassagnau@bbox.fr
- > **Paris.** Mireille Oria, mireille.oria@wanadoo.fr, tél. : 01 43 57 20 83
- > **Pays-Bas** (La Haye et Delft) silence.paysbas@gmail.com
- > **Saône-et-Loire.** Michel à Saint-Boil, tél. : 03 85 44 06 40 ; Annabelle à Chalon sur Saône, tél. : 03 85 93 57 54, silence71@orange.fr
- > **Tarn.** Gérard, tél. : 06 75 32 43 70, Silence81@orange.fr

Silence

9, rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 04
Tél. : 04 78 39 55 33
www.revuesilence.net

Abonnements : Claire Grenet : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h • **Dépositaires, stands et gestion :** Béatrice Blondeau : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h • **Rédaction :** Guillaume Gamblin et Michel Bernard : lundi et mercredi : 10h-12h / 14h-17h

Virements bancaires : IBAN : FR76 4255 9000 1121 0257 7250 350
Code BIC : CCOFRPXXXX

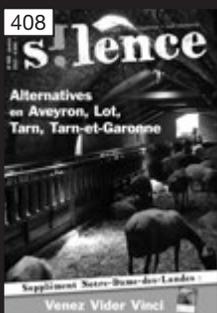
Pour la Belgique : contact et règlement à Les Amis de la Terre Belgique, 98 rue Nanon - 5000 Namur - Belgique, Tél. : 0032 81 39 06 39
IBAN : BE24 5230 8042 8738 - Code BIC : TRIOBEBB

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le **2 octobre 2013** - **Editeur :** Association Silence - **N° de commission paritaire :** 0915 G 87026 - **N° ISSN :** 0756-2640 - **Date de parution :** 4^e trimestre 2013 - **Tirage :** 5150 ex. - **Administrateurs :** Solène Bernard, Delphine Boutonnet, Myriam Cognard-Dechavanne, Mireille Collange, Myriam Grataloup, Jean-Marc Luquet - **Directeur de publication :** Jean-Marc Luquet - **Comité de rédaction :** Michel Bernard, Guillaume Gamblin, Gaëlle Ronsin, Eva Thiebaut - **Pilotes de rubriques :** Caroline Bojarski, Patrice Bouveret, Frédéric Burnel, Christian David, Anne Girard, Natacha Gondran, Emilienne Grossemey, René Hamm, Jean-Pierre Lepri, Pascal Martin, Stephen Kerckhove, Annie Le Fur, Baptiste Mylondo, Fabrice Nicolino, Jocelyn Peyret, Xavier Sérédine, Francis Vergier - **Maquette :** Damien Bouveret www.free-pao.fr - **Dessins :** Lasserpe, Latuff + Operamundi - **Correcteurs :** Bernadette Bidaut, Emmanuelle Pingault, Sylvie Michel, Françoise Weité - **Photographes :** David Adema, APEI Thionville, Georges Bartoli, Michel Bernard, Marie Clem's, Guillaume de Crop, Mathieu Eisinger, Mattia Insolera, Denis Lebioda, Reporters Solidaires, Fred Tanneau, TeleSudEst, C. Weiss - **Et pour ce n° :** Rob Hopkins, Juliette Kempf, Dominique Lalanne, Fabienne Thiry, On passe à l'acte, Michel Scrive - **Couverture :** Photomontage d'après Banksy - **Internet :** Damien Bouveret, Jean-Marc Danjau (scan anciens numéros), Xavier Sérédine - **Réseau informatique :** Jean-Marc Luquet - **Archives :** Mimmo Pucciarelli.

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique. Textes : sauf mention contraire, la revue autorise, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis à notre autorisation. Illustrations : Les photos et dessins restent la propriété de leurs auteurs.



La revue Silence est imprimée sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par : Impression moderne - Z.A. Les Savines, 22, rue M. Seguin - 07502 Guilherand-Granges - Tél. 04 75 44 54 96 - www.impression-moderne.fr



Commandes

Numéros disponibles

- 383 Vivre en colocation
- 388 Ça marche !
- 390 Internet, l'envers de la toile
- 391 Après la vélorution
- 393 Contraception et autonomie
- 394 Le retour des monnaies locales
- 395 A la découverte de la presse alternative
- 396 Terres collectives
- 398 Expériences de transition
- 399 A votre santé ?
- 400 L'Écologie en 600 dates (100 pages)
- 401 Se former à la non-violence
- 402 Ces croyances qui nous dominent
- 404 Se réapproprié l'espace public

- 405 Avec les sans terres
- 406 Gaz de schistes, non à la fuite en avant !
- 407 Vivre sans internet
- 409 Un autre cercle est possible
- 410 L'agonie du nucléaire
- 411 Déraciner le racisme
- 412 Slow des lents demains qui chantent ?
- 415 Au-delà de la bio, quelle agroécologie ?
- 416 Les limites des écoquartiers
- 417 Transition et engagements politiques

Numéros régionaux

- 381 Essonne et Val-de-Marne
- 392 Auvergne
- 397 Lorraine
- 403 Yvelines et Hauts-de-Seine
- 408 Tarn, Tarn-et-Garonne, Lot, Aveyron
- 414 Ain

Cochez le(s) numéro(s) désiré(s). Faites le total (4,60 € l'exemplaire - sauf n° 400 : 9 €). Ajoutez les frais de port (2 € pour un ex., 3 € pour 2 ex., 4 € pour 3 ex. et plus).

Indiquez le total de votre règlement (ancien(s) numéro(s) + abonnement(s)) :

Je m'abonne à Silence

France métropolitaine

- Découverte 1^{er} abonnement 6 n° 20 €
- Particulier 1 an 46 €
- Institution 1 an 60 €
- Soutien 1 an 60 € et +
- Petit futé 2 ans 74 €
- Groupés par 3 ex* 1 an 115 €
- Groupés par 5 ex* 1 an 173 €
- Petit budget 1 an 32 €

Autres pays et Dom-tom

- Découverte 1^{er} abonnement 6 n° 27 €
- Particulier 1 an 55 €
- Institution 1 an 68 €
- Soutien 1 an 60 € et +
- Petit futé 2 ans 85 €
- Petit budget 1 an 39 €

Vous pouvez également vous abonner sur notre site en réglant par l'intermédiaire de PayPal.

* à la même adresse

Total de votre règlement :

Vos coordonnées :

MERCI D'ÉCRIRE EN MAJUSCULES

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

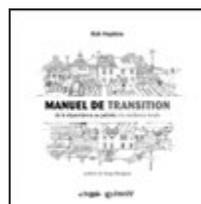
Code Postal : _____ Ville : _____

Si vous désirez recevoir notre s!berlettre mensuelle, indiquez-nous votre courriel (lisiblement) : _____

Livres

- L'écologie 600 en dates** 84 p. - 12 €

Frais de port : (métropole, zone europe et suisse) : 4 €
Autres pays, nous consulter.



- Manuel de transition** 212 p. - 20 €

Frais de port : (métropole, zone europe et suisse) : 4,5 €
Autres pays, nous consulter.



- Un écologisme apolitique ?** 80 p. - 7 €

Frais de port : (métropole, zone europe et suisse) : 2 €
Autres pays, nous consulter.



Commandes de plusieurs livres, nous consulter.

AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à prélever sur ce dernier, si sa situation le permet, un montant de :

- 8 € par trimestre (abonnement petit budget)
- 11 € par trimestre (abonnement normal)
- € par trimestre (abonnement de soutien)

Après un an, je peux suspendre mon prélèvement sans aucun frais par simple lettre à la revue Silence.

Établissement teneur de mon compte à débiter

Nom de mon agence bancaire ou CCP : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____

Titulaire du compte

Nom et prénom : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____

Compte à débiter

Établissement	Code guichet	N° de compte	Clé
_ _ _ _	_ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _ _ _	_ _ _

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR :

545517

NOM ET ADRESSE DU CRÉANCIER :

Silence

9, rue Dumenge
69317 LYON Cedex 04

Date et signature obligatoires :

Important : joindre obligatoirement un relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal (RIP).

Fukushima : contaminés jusqu'où ?

Une revue satirique japonaise a proposé une vision de l'accident de Fukushima selon qui en parle.

- Ainsi, selon TEPCO, la contamination est inexistante, tout est sous contrôle (❶).
- Selon le gouvernement, la contamination est seulement de 20 km autour de la centrale (❷).
- Pour un habitant de la région de Tohoku, région au nord de Tokyo, la contamination s'arrête à la province voisine de Fukushima (❸).
- Pour un habitant de Tokyo, nul doute que la contamination s'arrête bien au nord de la capitale (❹).
- Pour un habitant de Hokkaido, plus au sud que Tokyo, la contamination s'arrête dans la province de Tokyo.
- Pour un habitant de l'île d'Okinawa, au sud du Japon, la contamination touche les autres îles uniquement (❺).
- Enfin, pour les médias étrangers, tout le Japon est contaminé (❻).

